

Retraite stratégique en Birmanie

Etrange fin de règne à Rangoon... Surveillés de près par le noyau dur de l'armée, un chef d'Etat de circonstance effectue une retraite stratégique pour tenter d'endiguer un soulèvement populaire dans une atmosphère qui frise l'anarchie. L'équipe du président Maung Maung, censée gouverner le pays depuis le 19 août, a fait voter à la sauvette et à l'unanimité par le parti unique et le Parlement une concession essentielle à ces millions de gens qui, depuis des semaines, manifestent en faveur de la démocratie : elle leur a promis la multipartidarité et des élections générales dans un délai de trois mois.

Mais, derrière la carotte se profile déjà le bâton. M. Maung Maung a tenté d'ordre aux fonctionnaires - dont la majorité ont fait défection - de reprendre le travail, et il a réclamé la dissolution des « administrations parallèles » mises en place par les « dissidents ». Il a annoncé que le parti unique resterait au pouvoir jusqu'au jour du scrutin. L'attitude de l'armée est remarquable : elle a évité de se mêler à la répression, elle a opéré une retraite stratégique, mais elle n'a pas renoncé à jouer les arbitres.

La prudence des militaires s'explique aussi par leurs divisions. Si la défection d'éléments de l'armée de fait les de la police, qui ont défilé aux côtés des manifestants, n'est pas significative, la grève de beaucoup d'officiers à l'issue de la dernière répression, qui a fait des centaines de victimes, l'est plus.

Nombre d'étudiants, sont des enfants d'officiers, lesquels ne peuvent pas tous rester inactifs, en outre, aux appels de plusieurs de leurs anciens chefs, comme l'ex-général Tin U, à changer de camp. A l'exception d'un noyau dur, l'armée hésite encore.

Voilà qui explique l'aspect étrange de la situation. Alors que des manifestations monstres ont lieu dans le centre de Rangoon, à quelques kilomètres de la capitale, les dirigeants du régime ont dû déchanter attentivement les événements, sans être inquiétés. Ils ont même laissé, en toute impunité, l'ancien premier ministre U Nu, chassé du pouvoir en 1962 par le général Ne Win, annoncer la formation d'un gouvernement provisoire.

La partie n'est pas jouée entre le régime, qui sent le pouvoir lui échapper, et une opposition imprévue et dénuée, et les manifestations devraient se poursuivre. Entre les personnalités qui s'expriment au nom du mouvement populaire et celles qui défendent les intérêts du régime menacé, aucun dialogue sérieux ne semble pouvoir s'établir. La Birmanie est entrée dans une zone de turbulence. Les lendemains de dictature s'annoncent souvent amers.

Le pouvoir soviétique face à de nouvelles manifestations

Radicalisation nationaliste en Arménie et en Estonie

Face au développement des mouvements nationalistes, dans les pays baltes comme en Arménie, les autorités soviétiques rejettent avec fermeté les revendications territoriales, mais se montrent prêtes à des compromis sur d'autres plans. Le comité central du PC d'Estonie a approuvé l'introduction de l'estonien dans cette république. En Arménie, où d'importantes manifestations se poursuivent à Erivan, les autorités locales semblent opter pour le dialogue.

MOSCOU
de notre correspondant

Pacifiques mais massifs, les rassemblements nationalistes se multiplient en Union soviétique. Dimanche 11 septembre, plusieurs centaines de milliers d'Estoniens ont ainsi pris part à un long meeting non loin de Tallin, leur capitale.

L'idée d'indépendance s'exprime de plus en plus ouvertement dans cette République, où le niveau de culture est remarquablement élevé, où l'on prépare dans la fièvre le passage progressif à une autonomie économique complète, où le drapeau national a déjà été autorisé et où un plénum vient, ce week-end, de promouvoir l'estonien au rang de lan-

gue d'Etat. Durant le meeting de dimanche, plusieurs orateurs se sont ainsi prononcés en ce sens devant le premier secrétaire de la République, tout récemment mis en place par M. Gorbatchev, très populaire et suffisamment habile pour ne rien laisser - pas même les scandales - se dérouler en dehors de lui.

Vendredi et samedi, c'est quelque cent mille personnes qui avaient retrouvé à Erivan, la capitale arménienne, le chemin de la place de l'Opéra.

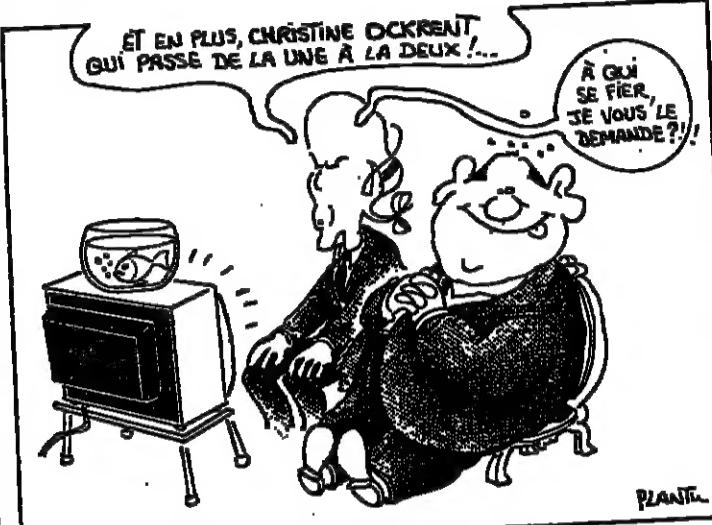
C'est sur cette place qu'avaient débuté en février dernier les grandes manifestations en faveur du rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 6.)

Après avoir exclu tout accord avec le FN

La droite souligne l'alliance entre les socialistes et le PC

Le week-end a été dominé par la polémique lancée par M. Giscard d'Estaing renvoyant dos à dos le PCF et le Front national. A la Fête de « l'Humanité », M. Marchais s'en est pris à l'ancien chef de l'Etat, « qui a osé mettre sur le même plan le groupe fascisant de Le Pen et le Parti communiste ». Ainsi, après avoir clarifié sa position vis-à-vis de l'extrême droite, refusant tout accord avec elle, l'opposition veut déplacer le débat sur le terrain des alliances entre le PS et le PC.



Lire l'article de JEAN-YVES LHOMEAU page 8

Accord entre l'UAP et Sun Life

Un premier pas vers la « privatisation douce » du groupe français.
PAGE 26

La présidence du Liban

Un entretien avec le ministre syrien des affaires étrangères.
PAGE 4

La nouvelle loi sur l'audiovisuel

Les experts proposent que le président de la République nomme tous les membres de la future autorité, après consultation des présidents du Sénat et de l'Assemblée.
PAGE 13

M. Soisson et la négociation

Un article du ministre du travail et de l'emploi.
PAGE 26

Le sommaire complet se trouve en page 32

Un témoignage sur les réfugiés en Turquie

Des Kurdes sous les gaz

La répression menée, notamment au moyen d'armes chimiques, par l'armée irakienne contre la population kurde a provoqué un exode massif, comme en témoigne ci-dessous Renaud Fessaguet, journaliste français qui s'est rendu à la frontière turco-irakienne.

Frontière turco-irakienne
correspondance

La piste qui court d'Uludere à Cizre n'a en fait pas. Après d'innombrables contrôles militaires, le convoi de journalistes est

brusquement arrêté par un barrage de soldats turcs : ici, à Ortahog, à l'extrême sud de la province d'Hakkari, l'armée turque est en état d'alerte maximum.

En contrebas de la route en effet, trois mille Kurdes viennent de franchir la rivière qui sert de frontière entre la Turquie et l'Irak, pourchassés par les forces de Bagdad.

Immédiatement, les « komandos » turcs - béret bleu, tenue léopard - s'interposent et refusent fermement tout droit de poursuite à leurs vis-à-vis. La tension est extrême et le colonel turc invoque les risques d'affrontement pour refuser de laisser passer les journalistes.

Autorisation est tout de même donnée d'approcher les Kurdes. Le docteur Bernard Benedetti, délégué par Médecins du monde, interroge les nouveaux exilés, apparemment très choqués. Leurs témoignages concordent. Ils viennent de fuir l'Irak. Bagdad a bel et bien pris le contrôle de « son » Kurdistan avec des moyens effroyables. Des centaines de villages ont été détruits au napalm, des familles entières massacrées et la zone littéralement aspergée de gaz chimiques.

RENAUD FESSAGUET.
(Lire la suite page 4.)

Le « justicier masqué » de Radio-Skyrock

Délation en stéréo

Il y a un an, le réseau de radio FM Skyrock a créé le personnage de « Skyman », un « justicier masqué » chargé de venger les auditeurs « persécutés ». Il suffit de lui écrire une lettre de délation précisant les noms et numéros de téléphone des futures victimes. Skyman promet de leur « faire passer un mauvais moment » au téléphone. Ce qu'il fait.

Skyman se flatte de posséder le rire le plus radiophonique de la bande FM : un long ricanement moqueur qui résonne tous les jours sur les ondes de Radio-Skyrock, à l'heure des vengeances téléphoniques de celui qui s'est lui-même baptisé « justicier masqué ». « Depuis que vous êtes tout petit, vous ne pensez qu'à faire souffrir ceux qui vous font du mal, lance-t-il d'une voix mordante du fond de son studio parisien. Mais vous

n'osez pas. Pas de pitié pour les salauds. Ecrivez-moi tout : le mal qu'ils vous ont fait, leurs coordonnées complètes, des détails sur leur vie. Je vous vengerai. » Zorro lui-même a été appelé à la rescousse : la séquence s'ouvre sur la musique du célèbre feuilleton accompagnée de paroles en l'honneur de Skyman, le « super-héros qui court vers la vengeance au galop ».

Le « justicier masqué » propose le plus sérieusement du monde aux auditeurs de faire souffrir « ceux qui les punissent ». Le châtiment est toujours le même : un canular téléphonique cruel à souhait. Skyman promet aux bienveillants délateurs de « faire flipper leurs ennemis au téléphone », et un beau jour il met sa menace à exécution : les victimes « sélectionnées

sont subitement convoqués par les tribunaux, réclamées par les commissaires, menacées par les

administrations. Elles ignorent alors à qui elles ont affaire. Elles ignorent surtout que leur nom et leur numéro de téléphone figurent au bas d'une lettre de dénonciation qui les accuse de tous les maux. Un appel à la vengeance lancé le plus souvent par de courageux délateurs qui préfèrent, eux, conserver l'anonymat.

Leurs crimes ? Skyman les résume en quelques mots expéditifs : une « mère qui n'aime pas les jeunes de son quartier », une « vendeuse raciste qui injurie les clients », une « bonne femme de Tavernier qui injurie ses voisins ». Les auditeurs n'en sauront pas plus. Le « justicier masqué » venge ses protégés avec fougue mais il n'aime guère s'attarder sur les prétendus délits de leurs persécutés. Les quelques phrases amères des lettres de délation suffisent à le convaincre.

ANNE CHEMIN.

(Lire la suite page 16.)

PATRICK DEVILLE LONGUE VUE

Après Jean Etxebarria et Jean-Philippe Toussaint, un troisième jeune romancier, tout aussi remarquable et désinvolte, Patrick Deville, est le roman français à l'heure de la physique quantique.

Un roman qui joue avec les règles du jeu, le plus étonnant, le plus original de notre littérature.

MINUIT

M 0147-09130-4,50 F



3790147004500 09130

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Danemark, 155 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Hongrie, 50 p. ; Italie, 1,700 L. ; Libye, 0,400 DL. ; Luxembourg, 30 F. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Suède, 333 F. CFA ; Suisse, 12,50 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 2 \$.

مكتبة من الأصل

Débats

CINÉMA

La dernière tentation ecclésiastique

par LAURENT SCHLUMBERGER (*)

Le débat relatif au dernier film de Martin Scorsese est donc ouvert, en France, par les cardinaux Decourtray et Lustiger. Sans doute un tel débat, alors qu'aucun de ses protagonistes n'a pu voir le film, a-t-il quelque chose de saugrenu. Mais, puisque nous y sommes invités, réagissons.

L'argumentation des cardinaux se déploie dans une triple direction : liberté, respect et propriété.

La « liberté spirituelle de millions (...) de disciples du Christ » serait donc « blessée » par la dernière Tentation du Christ. Quelle est donc cette liberté, créative au point de ne pouvoir supporter un regard indépendant sur le Christ, fragile au point de trébucher sur la tête d'un cinéaste qui ne l'oublions pas, se compte lui-même au nombre des disciples ici invoqués ? La « liberté spirituelle », les pasteurs que sont Mgrs Lustiger et Decourtray le savent bien, se meurt de ses retences et non de ses audaces.

Au reste, en quoi une œuvre peut-elle blesser une liberté ? N'est-ce pas la protestation contre sa diffusion et contre son existence même (« vouloir porter à l'écran » : c'est visé par les évêques, qui qu'ils en disent) qui porte en germe la désaveu de cette liberté pourtant revendiquée ?

Respect et irrespect

Nous rejoignons ici la deuxième ligne défensive, celle du respect. N'est-il pas étonnant de dénoncer de l'irrespect dans une œuvre que l'on ne connaît pas ? Suffit-il de quelques on-dit, de témoignages de seconde main et d'une pétition de principe pour jeter l'opprobre sur une œuvre cinématographique ? Car les deux évêques, et c'est leur troisième ligne de défense, prétendent avoir avec d'autres des droits sur la croix : « La mort de Jésus (appartient) à la foule innombrable de ses disciples », écrivent-ils.

Hélas ! nous retrouvons ici la prétention de la hiérarchie catholique à dire le vrai sur le vrai, à délivrer la juste interprétation. Il est vrai que c'est la tentation de tout croire de vouloir mettre la main sur la divinité. On en sait quelque chose de retenu chez des évêques qui, déposant un cinéaste qui se dit chrétien du droit que pourrait lui reconnaître à la « foule innombrable (des) disciples », se contredisent eux-mêmes. Faut-il ici citer toutes les paroles que les Évangiles mettent dans la bouche de Jésus et qui, parfois avec une violence extrême, dénoncent ceux qui prétendent mettre la main sur Dieu et maîtriser la mort de son Fils ?

Mais quittons là ces protestations qui, je le comprends bien malgré mon humeur, relèvent plus de l'amour blessé et du souci des « petits » dans la foi que de l'analyse doctrinale (et qui, soit dit en passant, présentent aussi l'avantage d'offrir à des croyants attirés par la rigueur traditionaliste l'occasion d'approuver leurs bergers).

J'entends ici ne rien dire sur le film lui-même que, pas plus que tout un chacun, je n'ai vu. Mais je livre trois convictions qui, sans doute, révéleront ma pleine adhésion aux principes de liberté et de critique

auxquels les chrétiens protestants, dont je suis, sont attachés.

Je fais d'abord confiance au peuple de l'Église, à chaque chrétien, pour établir sa propre opinion au sujet de ce film. Et, au risque de faire sourire les non-croyants, je fais également confiance au Saint-Esprit pour guider ces chrétiens. Là se trouve l'authentique liberté spirituelle.

Ensuite, je ne crains en rien une œuvre d'art, quelle que soit sa qualité, dont le regard est aussi légitime que le mien. L'histoire, m'apparaît-il, enseigne que l'art ne concurrence pas la foi mais au contraire lui offre une chance de s'affirmer, fût-ce dans la critique.

Enfin et surtout, il n'est pas exact que le film dont il est ici question mette en cause la « vérité du témoignage évangélique ». Il ne peut d'ailleurs pas le faire. Tout simplement parce que les Évangiles sont muets sur la psychologie de Jésus. Malgré toutes les tentatives passées ou présentes — telle celle de Martin Scorsese — de percer le mystère d'une conscience qui ne nous appartient pas, le témoignage évangélique ne propose au rien de méditer sur l'âme d'un homme d'exception.

Il nous invite à accueillir dans notre vie la puissance paradoxale d'une croix qui toujours, en dépit des états d'âme ou des misères, nous ramène à la vérité, demeurera, selon le mot de l'apôtre Paul, scandale pour les uns et folie pour les autres.

(*) Pasteur de l'Église réformée de France.

« Communication » et imposture

par JEAN SUR (*)

COMME les pires gargates peuvent toujours parer d'appellations prestigieuses les plus détestables mixtures de produits médicamenteux ou avariés, on nous sert aujourd'hui sous le beau mot de communication une nourriture intellectuelle si grossière et si malsaine qu'il est surprenant qu'elle n'ait pas encore conduit notre société à l'indigestion chronique et au vomissement endémique.

C'est cet assemblage hâtif de manipulation publicitaire, de psychologie comportementaliste, de la sauce du profit, ait le clinquant, le zèle d'un jeu qui racole le jeunesse, rien de bien surprenant : tout le monde, à vingt ans, n'est pas Rimbaud. Mais voir les adultes et notamment ceux qui, à quelque titre, ont une parole à délivrer — enseignants, formateurs, écrivains, responsables d'entreprises — monter avec une telle allégresse dans ce train de foire, assister à la profération maladroite d'officiers sociaux dans les plus vénérables universités, voilà des épreuves qu'un esprit moyen ne devrait pas supporter sans protestation.

On me dira bien naïf. Il n'est pas un crâne une seule fois visité par un atome de réflexion qui ne soit capable de démonter ce cirque et de trouver, sous les paillettes de la séduction, le pouvoir féroce de l'argent et son obsession d'asservir. Les lèthes pensantes ne disent rien. Si elles n'ont pas fui dans des recherches érudites la vulgarité de ce monde, elles n'ont généralement pas trouvé d'autre choix que

d'avoir besoin de ce qu'elles méprisent : les revenus de leur pensée leur sont alors plus précieux que leur pensée.

Des stars médiatiques — puisque c'est ainsi qu'on parle — au plus obscur des citoyens, se met en place la soumission hypocrite à la « communication », véritable dissociation de la personne : par la moitié de soi, celle qui agit dans la société, penser comme on vous dit, dans la zone de liberté où l'on vous parle au nom des règles de la réussite (de qui ? de quoi ?), de l'efficacité, en un mot jouer le jeu (quel jeu ?) et y prendre plaisir ou feindre le plaisir, par l'autre moitié de soi souffrir une colossale frustration, s'imaginer lucide quand on devient aboulétique, faire du désenchantement sa confiance préférentielle. Si un interlocuteur un peu sage s'étonne de la contradiction, la réponse est toute prête, c'est la revendication d'impuissance.

La-dessus, du haut en bas de l'échelle sociale, si l'air est différent, la chanson est la même. En voici les couplets : « Il y a des contraintes », « il faut s'adapter », « le pouvoir est une des données de la vie », « il ne faut pas rêver », « il ne faut pas dire ce qu'on pense », « il faut se soumettre ou se démettre ». Et surtout, lorsque tout le reste a été chanté : « on ne peut rien faire ».

La prétendue communication est une violence contrainte douce. Elle sert à faire entendre par les faibles les intérêts des forts, à donner aux pauvres les mêmes soucis que

les riches, à faire penser les démunis comme pensent les nantis. L'écart est surprenant entre l'agitation et le bavardage d'une société qui court derrière le stress et les défis qu'elle s'invente et le découragement qui saisit les individus quand ils quittent un instant le carnaval. Aggraver cet écart pour mieux les chasser d'eux-mêmes et les rendre plus dépendants, voilà, sous ses bonnes manières, l'objectif de la « communication ».

Sans doute, loin de méconnaître la nécessité des zones de liberté, on encourage-t-elle au contraire la protection. Il lui plaît de voir ses victimes gambader dans l'enclos de leur vie privée, s'enfermer dans les réserves naturelles de leurs passions. Là tout est possible. Là rien n'est interdit. Là l'homme est souverain. L'essentiel est qu'imperceptiblement le centre de gravité d'une vie passe d'une conscience personnelle à une adhésion de plus en plus aveugle à des objectifs extérieurs et contingents.

C'est à cela que travaillent les grands et les petits communicants, c'est à cela que travailleront demain les jeunes qui se pressent en foule, parait-il, aux portes de la carrière.

Il faut le dire tranquillement. C'est un vilain travail et c'est une imposture. Ceux qui s'y engagent, une fois épuisés l'émervaillement devant les machines, tarie la satisfaction d'être à la page, envoient les mythes de la carrière et de la réussite, ne pourront voir s'étendre en eux qu'un désert de désolation et apprendront trop tard qu'à tout

prendre mieux vaut encore un franc cynisme qu'une communication perverse. Non qu'on ose leur reprocher, dans l'état du monde et de leur jugement, de courir cette mauvaise fortune. Ils seraient fondés, si c'était le cas, à demander qu'on leur apprenne ce qu'est la vraie communication et le postiche. Ils poseraient la question aux enseignants essouffés à poursuivre l'irréalisable modernité, aux instituteurs de formation dont les préoccupations pédagogiques sont aussi profondes que celles des agences immobilières, aux écrivains qui font retraite à Saint-Tropez, aux éditeurs qui ont renoncé à tout sauf à la caisse.

Qui leur répondrait que communiquer c'est éclairer patiemment sa lanterne pour mieux voir le visage d'autrui ? Qui leur avouerait que c'est une entreprise secrète et gratuite et qu'attendre d'elle autre chose que cette gratuité fait basculer d'un coup dans l'insignifiance ? Qui leur donnerait la fierté de repousser du pied ce qui fait si lamentablement écho à leur jeunesse ?

Qui leur dirait le parole d'amitié ou s'est toujours tenue, se tient toujours et se tiendra toujours la seule communication qui vaille ? Qui leur montrerait que la seule vie sociale possible est celle qui se construit sur cette gratuité, sur ce secret, sur cette fierté, sur cette amitié ?

Qui leur dirait enfin le courage de leur expliquer que chercher une place n'est pas l'excuse de tout et qu'il faut parfois retourner la sagesse pessimiste du dicton et se dire à soi-même : qui va à la place perd sa chance ?

(*) Formateur et écrivain.

Au courrier du Monde

MARIE

Une statue de trop

L'information publiée en rubrique « Société » sous le titre « Notre-Dame-de-France », une statue monumentale dans le Val-d'Oise (le Monde du 1^{er} septembre) trouble et interpelle le protestant que je suis.

Une fois de plus, le groupe numériquement dominant du peuple français impose son idéologie mariale par le biais d'une statue géante. J'en suis attristé.

Pasteur de l'Église réformée de France, je pratique un écumenisme théologique depuis de longues années. J'ai eu malheureusement que la place et le rôle de Marie dans l'Église étaient devenus un obstacle mineur dans le dialogue œcuménique, par rapport à d'autres questions plus cruciales. L'érection d'une Vierge à l'enfant de 7 mètres de haut sur un socle de 25 mètres me montre qu'il n'en est rien.

L'évangélisation n'a rien à gagner à de telles manifestations. Je crois hélas ! que, à côté du Dieu de Jésus-Christ, annoncé par l'Église catholique au même titre que les autres confessions chrétiennes, cette dernière flatte, à travers la mariologie, les opinions archaïques souterraines qui cheminent sans répit dans la structure de l'inconscient. Je veux dire la figure emblématique de la

MARIE

Une statue de trop

L'information publiée en rubrique « Société » sous le titre « Notre-Dame-de-France », une statue monumentale dans le Val-d'Oise (le Monde du 1^{er} septembre) trouble et interpelle le protestant que je suis.

Une fois de plus, le groupe numériquement dominant du peuple français impose son idéologie mariale par le biais d'une statue géante. J'en suis attristé.

Pasteur de l'Église réformée de France, je pratique un écumenisme théologique depuis de longues années. J'ai eu malheureusement que la place et le rôle de Marie dans l'Église étaient devenus un obstacle mineur dans le dialogue œcuménique, par rapport à d'autres questions plus cruciales. L'érection d'une Vierge à l'enfant de 7 mètres de haut sur un socle de 25 mètres me montre qu'il n'en est rien.

L'évangélisation n'a rien à gagner à de telles manifestations. Je crois hélas ! que, à côté du Dieu de Jésus-Christ, annoncé par l'Église catholique au même titre que les autres confessions chrétiennes, cette dernière flatte, à travers la mariologie, les opinions archaïques souterraines qui cheminent sans répit dans la structure de l'inconscient. Je veux dire la figure emblématique de la

MARIE

Une statue de trop

L'information publiée en rubrique « Société » sous le titre « Notre-Dame-de-France », une statue monumentale dans le Val-d'Oise (le Monde du 1^{er} septembre) trouble et interpelle le protestant que je suis.

Une fois de plus, le groupe numériquement dominant du peuple français impose son idéologie mariale par le biais d'une statue géante. J'en suis attristé.

Pasteur de l'Église réformée de France, je pratique un écumenisme théologique depuis de longues années. J'ai eu malheureusement que la place et le rôle de Marie dans l'Église étaient devenus un obstacle mineur dans le dialogue œcuménique, par rapport à d'autres questions plus cruciales. L'érection d'une Vierge à l'enfant de 7 mètres de haut sur un socle de 25 mètres me montre qu'il n'en est rien.

L'évangélisation n'a rien à gagner à de telles manifestations. Je crois hélas ! que, à côté du Dieu de Jésus-Christ, annoncé par l'Église catholique au même titre que les autres confessions chrétiennes, cette dernière flatte, à travers la mariologie, les opinions archaïques souterraines qui cheminent sans répit dans la structure de l'inconscient. Je veux dire la figure emblématique de la

MARIE

Une statue de trop

L'information publiée en rubrique « Société » sous le titre « Notre-Dame-de-France », une statue monumentale dans le Val-d'Oise (le Monde du 1^{er} septembre) trouble et interpelle le protestant que je suis.

Une fois de plus, le groupe numériquement dominant du peuple français impose son idéologie mariale par le biais d'une statue géante. J'en suis attristé.

Pasteur de l'Église réformée de France, je pratique un écumenisme théologique depuis de longues années. J'ai eu malheureusement que la place et le rôle de Marie dans l'Église étaient devenus un obstacle mineur dans le dialogue œcuménique, par rapport à d'autres questions plus cruciales. L'érection d'une Vierge à l'enfant de 7 mètres de haut sur un socle de 25 mètres me montre qu'il n'en est rien.

L'évangélisation n'a rien à gagner à de telles manifestations. Je crois hélas ! que, à côté du Dieu de Jésus-Christ, annoncé par l'Église catholique au même titre que les autres confessions chrétiennes, cette dernière flatte, à travers la mariologie, les opinions archaïques souterraines qui cheminent sans répit dans la structure de l'inconscient. Je veux dire la figure emblématique de la

MARIE

Une statue de trop

L'information publiée en rubrique « Société » sous le titre « Notre-Dame-de-France », une statue monumentale dans le Val-d'Oise (le Monde du 1^{er} septembre) trouble et interpelle le protestant que je suis.

Une fois de plus, le groupe numériquement dominant du peuple français impose son idéologie mariale par le biais d'une statue géante. J'en suis attristé.

Pasteur de l'Église réformée de France, je pratique un écumenisme théologique depuis de longues années. J'ai eu malheureusement que la place et le rôle de Marie dans l'Église étaient devenus un obstacle mineur dans le dialogue œcuménique, par rapport à d'autres questions plus cruciales. L'érection d'une Vierge à l'enfant de 7 mètres de haut sur un socle de 25 mètres me montre qu'il n'en est rien.

L'évangélisation n'a rien à gagner à de telles manifestations. Je crois hélas ! que, à côté du Dieu de Jésus-Christ, annoncé par l'Église catholique au même titre que les autres confessions chrétiennes, cette dernière flatte, à travers la mariologie, les opinions archaïques souterraines qui cheminent sans répit dans la structure de l'inconscient. Je veux dire la figure emblématique de la

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27
Tél : MONDPA 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	REUNION	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	607 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
1 an	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse : nous sommes ravis de vous inviter à formuler votre demande deux semaines avant votre départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wollis

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmorency, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : MONDPUB 286 136 F

Michel MORCRETTE



L'étrangère

Roman

Flammarion

La visite en France du président Ben Ali

«Continuité» et «novation» entre Paris et Tunis

Le président Ben Ali était attendu, le lundi 12 septembre, en fin d'après-midi pour une visite d'Etat de trois jours en France. Il devait être le soir même l'hôte à dîner de M. Mitterrand à l'Élysée.

La suite de son programme comporte, mardi, une réception à l'hôtel de ville de Paris, un déjeuner au Sénat, offert par M. Alain Poirer, des salutations de MM. Roland Dumas, ministre des

affaires étrangères, et Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, puis un dîner offert par M. Michel Rocard. Mercredi, le chef de l'Etat tunisien s'entretenait avec MM. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, et Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. Il se rendra ensuite aux écoles militaires de Coëtquidan, près de Rennes, puis offrira une réception à l'ambassade de Tunisie.

La première visite du successeur de M. Bourguiba dans un pays occidental (il s'est rendu en Algérie, en Arabie saoudite et en Libye) aura lieu sous le signe de la « continuité » et de la « novation », souligne-t-on à l'Élysée. Continuité parce qu'un dialogue privilégié se poursuit entre Paris et Tunis depuis l'indépendance. Novation parce que les fastes de la visite d'Etat sont destinés à marquer la première rencontre entre un président français au début d'un second mandat et un homme qui incarne les espoirs de la Tunisie nouvelle après le règlement de la succession du Combattant suprême.

Une courte période de flottement avait été perceptible à Paris après la destitution surprise de M. Bourguiba. Ce que les Tunisiens avaient pu interpréter comme une certaine « froideur » n'est plus de mise. La France entend « marquer son appréciation du rôle joué par le président Ben Ali dans le processus de démocratisation ».

La présence dans la délégation tunisienne du professeur Saadeldine Zouhair, ministre de la santé publique et ancien président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, est l'un des signes éclatants de l'évolution en cours.

La consolidation de la démocratie en Tunisie coïncide avec la mise en œuvre effective d'un Maghreb plus uni, événement dont la réconciliation entre l'Algérie et le Maroc — pour la plus grande satisfaction de la Tunisie, naguère très embarrassée par cette querelle — n'est qu'un des aspects. En raison de ses liens traditionnels avec la région, la France ne peut que se réjouir de la situation nouvelle.

Paris apprécie particulièrement le souci tunisien de faire parler le Maghreb d'une même voix à l'Europe. M. Dumas a exprimé récemment le souhait d'un dialogue plus harmonieux entre la Communauté des Douze et un Maghreb plus uni. Ce thème sera vraisemblablement développé par M. Mitterrand dès le début de la visite. Le bon point décerné à Tunis dans ce domaine s'accompagne d'un jugement positif sur la pragmatisme de la politique économique menée par le gouvernement de M. Ben Ali.

Télévision et francophonie

A cette aide financière s'ajoutent l'aide alimentaire, l'aide militaire et les crédits de la coopération culturelle, scientifique et technique. Tous les ans, Paris fournit 2000 tonnes de blé à Tunis. Cet automne, 30000 seront ajoutées, à cause d'une sécheresse désastreuse et en prévision d'une nouvelle invasion des criquets à la fin de l'année.

La France a participé, en 1982, à la mise en place d'une première tranche de la couverture radar du territoire tunisien. On parle de la deuxième tranche pendant la visite de M. Ben Ali. La Tunisie est aussi intéressée par l'acquisition de l'avion Alpha-Jet, pour l'entraînement et l'attaque au sol, ainsi que par une modernisation des chars AMX 13 qu'elle possède déjà. Ces différents projets impliquent des facilités de paiement que la Tunisie souhaiterait obtenir sous forme de crédits publics. La France, qui reçoit en MM. Ben Ali, Habib Ammar, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, et Abdelhamid Escheikh, ministre des affaires étrangères, trois anciens de Saint-Cyr, est évidemment intéressée par ces demandes mais elle souhaite que celles-ci soient bien adaptées aux besoins réels du pays et à ses possibilités financières.

Le ministre de l'Information, M. Abdel Malik Larif, accompagne aussi M. Ben Ali. Il participera aux discussions sur la coopération en matière de télévision, un sujet essentiel pour l'avenir de la francophonie dans un pays où le RAI Uno italien est capté partout. Pour l'instant, la télévision tunisienne possède une deuxième chaîne en langue française créée en 1983 et dont les émissions, reçues pour la plupart par le canal de TV 5, ne suscitent qu'un intérêt relatif. Il était question de la diffusion directe des programmes d'Antenne 2. Au grand désappointement des Tunisiens, le projet a été abandonné à Paris, qui propose en remplacement le captage d'une des chaînes françaises (sans doute TF 1) qui seront installées sur la satellite TDF 1 dont le lancement est prévu pour le 7 octobre.

Autre grand projet, le chantier d'un « espace culturel français » à Tunis — « un second Beaubourg » selon le Quai d'Orsay — devrait s'ouvrir dans quelques mois. Cette réalisation de prestige ne doit pas faire oublier des problèmes plus immédiats : chute des ventes de livres français, de l'ordre de 50 % en deux ans ; dégradation continue de l'enseignement du français dans les établissements scolaires tunisiens. Une situation à laquelle il ne pourrait être remédié que par des dons massifs de livres et de manuels, soulignent ceux qui vivent ces problèmes.

La demande tunisienne en matière culturelle va de pair avec un souci réaffirmé de préserver ou de retrouver l'identité nationale, fondée sur l'islam. « Ce qui nous lie à la France, ce sont nos racines, nos traditions, nos valeurs », a précisé récemment le ministre des affaires étrangères. Longtemps le problème du transfert des fonds français bloqués en Tunisie a eu à ces relations. Il est réglé depuis un an.

Reste le contentieux lié au rachat de certains biens immobiliers français — dit « à caractère social » — par une société nationale tunisienne. L'estimation de leur valeur est toujours en cours. Des discussions entre experts ont eu lieu au début du mois à Paris mais, contrairement à ce qu'on espérait au Quai d'Orsay, un accord définitif n'a pas pu être dégagé avant la visite du président Ben Ali.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Le voyage du pape en Afrique australe

Au Zimbabwe, le pape invite à combattre l'apartheid par des « moyens pacifiques »

Jean-Paul II devait se rendre, le lundi 12 septembre, à Bulawayo, deuxième ville du Zimbabwe, dans la province du Mat-beleland, avant d'entamer, mardi, une visite de vingt-quatre heures au Botswana.

HARARE de notre envoyé spécial

Peu de fervent, beaucoup de politique et moins de monde que prévu. L'étape initiale du premier voyage pontifical en Afrique australe n'avait pas grand-chose à offrir aux photographes et aux amateurs de pittoresques. A l'aéroport de Harare, samedi soir, seuls quelques dizaines de danseurs tribaux, accompagnés de leur tantum traditionnel et de chanteurs de jeunes filles ont accueilli le pape. Ils étaient moins nombreux que les diplomates, les soldats, les journalistes et les dignitaires zimbabwéens.

M. Robert Mugabe, le président du pays et du parti unique en voie de formation, a beau avoir été éduqué dans la religion catholique romaine, il est clair que l'intellectuel marxiste qu'il est devenu n'avait pas l'intention d'offrir au chef de l'Eglise universelle le triomphe que son entourage pouvait espérer. Les choses se sont néanmoins déroulées selon la bonne règle diplomatique et dans une atmosphère somme toute bon enfant. Jean-Paul II a, comme à son habitude, baissé le sol zimbabwéen et fait part de son « grand plaisir » d'être à nouveau sur ce « continent d'espoir et de promesses pour l'avenir de l'humanité ».

Péchés de discrimination

Le Zimbabwe, cette « nation qui prend un nouveau départ » — ce pays, l'ancienne Rhodésie blanche, n'est indépendant que depuis huit ans — a eu comme il se doit, comme il se doit pour le processus de paix et de réconciliation qui prend forme malgré toutes les difficultés, l'allusion était assez vague pour s'appliquer à la fois aux exactions des « dissidents » — lesquel les semblent avoir cessé après la dure répression militaire de ces dernières années, et surtout depuis l'accord passé, en décembre 1987, entre le président et le chef de la minorité noire, M. Joshua Nkomo — et aux « tentatives permanentes de déstabilisation sud-africaine » dénoncées quasi quotidiennement par les autorités locales.

L'Afrique du Sud ne pouvait pas ne pas être mentionnée. Le thème officiel du pontificat n'est-il pas « droits de l'homme et respect de la personne humaine » ? Alors, dès son arrivée, Jean-Paul II a dénoncé « le grave problème de l'apartheid » et son cortège d'« injustices ». « J'appelle, a-t-il lancé, tous ceux qui ont une responsabilité dans cette région, quelles que soient leurs appartenances raciales ou leur inspiration idéologique, à renoncer à l'utilisation de la violence pour atteindre leur objectif. Les différences doivent être résolues par des moyens pacifiques (...). » C'est la seule voie digne de l'homme. » De même, les catholiques de la région qui seraient tentés de suivre l'exemple militant de l'évêque anglican, Mgr Desmond Tutu, qui sans l'encourager « comprend », voire « justifie », justifie parfois la lutte armée des noirs.

Cette position vaticane, qui n'est pas nouvelle, ne pouvait évidemment pas satisfaire l'ancien guéillero qu'est M. Robert Mugabe. Le président zimbabwéen a donc prononcé, à l'aéroport, une réponse en

forme de défense et d'illustration du « pouvoir au bout du fusil ». « Nous avons pris les armes, a-t-il rétorqué, pour atteindre à la justice du peuple, et nous les avons gardées pour notre protection ». Classique.

Un peu plus tard, le pape et le président se sont retrouvés pour une audience plus ou moins privée, au cours de laquelle M. Mugabe a présenté sa famille au grand complet — jusqu'aux petits neveux, ironisait-on — mais pas un seul des membres du gouvernement. Pas question pour lui d'apparement de mélanger affaires religieuses, au nom desquelles le souverain pontife est officiellement ici, et questions politiques.

C'est ce que fit pourtant Jean-Paul II dès le jour de son arrivée, lors de sa rencontre avec les soixante et onze évêques d'Afrique australe, y compris ceux d'Afrique du Sud. Le Saint-Père a pris « pour la réussite des conversations » entre l'Angola, Cuba, l'Afrique du Sud et les Etats-Unis. Il s'est, ensuite, directement adressé aux Sud-Africains : « Continuez à vous opposer aux injustices de l'apartheid », les a-t-il exhortés. Mais, attention, vous devez être totalement convaincus que seul un règlement négocié des différences peut apporter la paix et la justice. » On ne peut être pape et plus « politique ».

Il le fut encore, dimanche, à l'hypodrome d'Harare, dans l'homélie prononcée au cours de la messe en plein soleil devant environ cent mille personnes, en s'attaquant « aux péchés de discrimination (...) liés à la couleur de la peau ou à l'appartenance tribale ». Il le fut encore un peu plus tard, dans un stade devant vingt mille jeunes à l'occasion de la Journée mondiale organisée par Sport Aide. « Rappelez-vous, leur a-t-il dit, que lorsque Dieu nous regarde, il ne voit pas un visage noir ou blanc, mais il voit son fils Jésus-Christ ».

Le bon moment

Mais le pape aura surtout parlé politique à bord de son avion en répondant, de bonne grâce, aux pressantes questions des journalistes. Non, il n'approuve pas le « principe » de sanctions économiques décrétées contre l'Afrique du Sud. « Même si elles peuvent se comprendre dans certaines situations,

on devrait toujours pouvoir trouver des solutions moins drastiques et plus dignes de l'homme ».

« Non, on ne peut pas accepter une idéologie raciste, surtout après ce que nous avons vécu en Europe. » « Oui, il y a des formes de l'apartheid de Nelson Mandela et demande chaque jour « dans ses prières, sa libération. » « Non, l'apartheid n'est certainement pas une circonstance qui aurait pu favoriser son éventuelle visite en Afrique du Sud. » « Oui, il sait que son absence est durement ressentie par les catholiques de ce pays. » « Nous ne souhaitons pas donner l'impression que nous abandonnons cette Eglise, a-t-il insisté, cette Eglise noire surtout. » « Nous voulons la visiter et nous allons voir comment la faire (...) ». Le problème c'est qu'il ne faut pas qu'elle ait l'impression de sa future visite, une signification politique. C'est cela la question centrale. »

Comment empêcher le gouvernement sud-africain de capitaliser en termes d'images sur une inévitable poignée de main entre M. Pieter Botha et le Saint-Père ? Comment faire savoir pour ne pas heurter les sensibilités religieuses et politiques de la région, ce qui compromettrait évidemment les intérêts de l'Eglise ? Les stratèges de Rome ont fait savoir qu'ils attendaient « le bon moment ». Dimanche, à Harare, on avait l'impression que certains dans l'entourage du souverain pontife, et peut-être le Saint-Père lui-même, regrettaient quelque peu cette décision.

Jean-Paul II a pris, samedi, dimanche à Harare, une décision hautement symbolique : l'ancien archevêque du Cap, le cardinal McCann, un Sud-Africain blanc, l'accompagnera jusqu'à la fin de son pontificat. De quoi mettre un peu de baume au cœur des catholiques d'Afrique du Sud, sans réjouir outre mesure Pretoria puisque le prélat en retraite a toujours été très fermement opposé à la séparation des races.

PATRICE CLAUDE.

M^{me} Avice annonce une augmentation de 1 % du nombre des bourses pour les enfants d'expatriés

M^{me} Edwige Avice, ministre déléguée aux affaires étrangères, s'est inquiétée du trop faible nombre de Français expatriés, samedi 10 septembre, lors de la réunion de clôture de l'Assemblée annuelle du Conseil supérieur des Français de l'étranger (CSFE). « La France », a déclaré M^{me} Avice, « dispose à l'étranger d'une logistique humaine insuffisante, mal répartie sur la planète. C'est une des causes importantes de notre faiblesse économique et commerciale » : 1,3 million de Français vivent à l'étranger, contre 6 millions de Britanniques, par exemple.

L'une des raisons de ce faible taux d'expatriation étant souvent le coût élevé de la scolarisation des enfants français à l'étranger, le gouvernement a décidé d'augmenter de 10 % le nombre des bourses destinées aux écoliers expatriés, ce qui représente un effort supplémentaire de 20 millions de francs.

M^{me} Avice a, d'autre part, évoqué parmi ses priorités le problème de la disparité entre Français résidant sur le territoire national et Français de l'étranger en matière de prestations sociales et de retraites, ainsi que la possible création d'une caisse destinée à faciliter l'accueil des expatriés à l'étranger ou leur réinsertion en France.

MM. Gorbatchev et Sakharov invités par le Parlement européen

Le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Alois Mock, est arrivé dimanche 11 septembre à Moscou, pour une visite officielle de cinq jours au cours de laquelle il rencontrera son collègue soviétique, M. Edouard Chevardnadze. M. Mock devrait expliquer aux autorités soviétiques la politique actuelle menée par le gouvernement autrichien en vue d'un rapprochement commercial avec la CEE. Il devrait défendre le point de vue selon lequel une éventuelle demande d'adhésion à la CEE n'est pas incompatible avec le statut de neutralité de l'Autriche.

Cette visite fait suite à celle que le président du Parlement européen, Lord Plumb, vient d'achever à Moscou. Lord Plumb a remis au président Gromyko une invitation pour M. Gorbatchev à venir s'exprimer à la tribune de l'Assemblée de Strasbourg, si possible au début de l'année prochaine. Il a également invité M. Andreï Sakharov à venir à Strasbourg, en décembre, à l'occasion de la présentation du premier prix des droits de l'homme créé par le Parlement européen.

La recherche d'une nouvelle crédibilité

Le prochain sommet des non-alignés se tiendra à Belgrade

NICOSIE de notre correspondant

Choisi pour abriter le prochain sommet des pays non-alignés en 1989, le Yémen du sud remplacera donc à cette date, et pour trois ans, le Zimbabwe à la présidence de cette vaste organisation de cent une pays qui cherchent plus que jamais son identité. La neuvième conférence ministérielle, qui s'est achevée le samedi 10 septembre à Nicosie, a été en effet dominée par le malaise qui règne dans un mouvement qui a du mal à trouver sa place dans le concert international.

De nombreux ministres ne cachent pas, en privé, qu'ils ne savent pas très bien à quel sert ce forum, qui, pendant quatre jours, a écouté comme une litane les déclarations des chefs de délégation, alors que les commissions politiques et économiques ressassaient les centaines de résolutions de résolutions déjà débattues à de nombreuses reprises à cette même tribune ou au sein d'autres instances.

La séance finale, retardée de trois heures pour la mise au point de la résolution sur le Sahara occidental, a été en ce sens une parfaite illustration de l'impuissance des non-alignés. Alors qu'il y a peu le Maroc et le Polisario demandaient leur accord au secrétaire général des Nations unies pour son plan de paix sur le conflit du Sahara, les non-alignés ont, à défaut de trouver un consensus, repris en l'état le texte voté en 1986 à Harare, qui ne tient pas compte de l'évolution de la situation. Le litige a d'abord opposé Cuba, qui parlait en l'occurrence au nom du Polisario et réclamait des « négociations directes en vue d'éliminer les obstacles tenant à la présence des troupes et de l'administration marocaines », et le Maroc, dont

l'amendement ne faisait aucune référence à de telles négociations, se contentant notamment d'appeler les ministres à se féliciter de « l'acceptation par les parties concernées des propositions du secrétaire général de l'ONU relatives à l'instauration d'un cessez-le-feu et à l'organisation d'un référendum d'autodétermination ».

Le ministre des affaires étrangères marocain, M. Filali, estimant que le Polisario avait accepté pendant deux ans et demi des négociations par l'intermédiaire du secrétaire général de l'ONU, a affirmé que d'autres n'avaient pas lieu d'être, puisque tout avait été mis au point pour l'organisation et le contrôle du référendum.

Affrontement de dernière minute

Ce qui lui a valu une réponse de son homologue algérien, M. Ibrahim, qui a déclaré : « Il vaut mieux aller au référendum main dans la main que dos à dos. » C'est alors que le président de séance, le chef de la diplomatie chypriote, a tranché en faveur du texte de Harare, qui préconise des « négociations directes », acceptant que des réserves soient émises, par les Etats qui le souhaiteraient, avant le 30 septembre.

Cet affrontement de dernière minute aura été sur le plan politique le seul d'une longue semaine. Aucune des nombreuses résolutions adoptées n'a donné lieu à de grands débats, et même l'Irak et l'Iran avaient, semble-t-il, choisi de ne pas étaler leurs divergences en ce lieu. Réclamée en séance plénière par le délégué iranien, la condamnation de l'utilisation des armes chimiques par l'Irak n'a pas même retenu l'attention des participants.

Sur le plan économique, c'est le problème de la dette qui a été au centre des débats. Les pays membres ont ainsi invité « les pays développés créanciers et les institutions financières à joindre leurs efforts à ceux des pays en voie de développement débiteurs, de façon à pouvoir adopter de concert des mesures novatrices pour soulager le fardeau de la dette ». Le document final préconise sept mesures pour atteindre ce but, et notamment « la limitation des paiements du titre du service de la dette à un pourcentage des exportations de biens et services qui soit compatible avec les besoins du développement et les besoins économiques et sociaux de chaque pays ; un élargissement considérable de l'accès des exportations des pays en développement aux marchés des produits de base, afin de garantir aux producteurs des prix équitables et rémunérateurs ». De même, les pays membres ont souhaité un développement des échanges Sud-Sud.

La prise de conscience sur la nécessaire réforme du mouvement s'est manifestée par la publication d'une « déclaration de Nicosie ». Elle a l'avantage de tenir en cinq feuillets, au lieu des centaines de pages de résolutions seules publiées habituellement, mais elle reste dans les généralités. Outre la décision de choisir la Yougoslavie comme prochain hôte du sommet, cette neuvième conférence ministérielle a pris seulement deux décisions concrètes dont il est trop tôt pour mesurer l'impact : la création d'un comité ministériel de quinze membres chargé de trouver une solution au problème cambodgien et la constitution d'un autre comité ministériel formé notamment des anciens présidents du mouvement, pour étudier les moyens de rendre celui-ci « plus efficace ».

F. C.

Le code du Travail Dalloz est maintenant tenu à jour en permanence ! Dès leur publication au journal officiel, les textes modifiant le code du Travail Dalloz sont accessibles sur minitel en topant 3677 Dalloz. Désormais, c'est toute l'actualité juridique dans le domaine du droit du travail qui est à votre portée immédiatement !



Son actualité est sur minitel.

200 CODES DALLOZ • LE DROIT DE SAVOIR

هكذا من الأصل

Proche-Orient

L'ambassadeur d'Israël souhaite qu'il n'y ait pas de rencontre d'officiels français avec M. Arafat à Strasbourg

L'ambassadeur d'Israël à Paris, M. Ovadia Soffer, a protesté, samedi 10 septembre, contre l'invitation lancée pour les 13 et 14 septembre à M. Yasser Arafat par le groupe socialiste du Parlement européen. « Le Parlement européen reçoit le chef d'un groupe terroriste, c'est une perpétuelle répétition dans un Parlement démocratique », a déclaré M. Soffer, qui estime que « l'initiative du groupe socialiste n'est pas porteuse d'espoir et de paix (...), car c'est une consécration, quels qu'en soient les motifs, donnée à l'extrémisme militant et qui va décourager tous ceux qui, sur le terrain, au Moyen-Orient, aspirent à régler les conflits au sein d'un dialogue et à construire un avenir de coexistence pour les peuples en conflit ». « J'espère qu'il n'y aura pas d'implication française dans cette visite », a ajouté l'ambassadeur.

De son côté, M. Thé Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), qui est déjà intervenu à plusieurs reprises contre cette visite (le Monde daté 11-12 septembre), a adressé, dimanche, un télégramme au président de la République pour lui demander d'éviter « toute démarche prématurée » à l'occasion de la venue à Strasbourg du chef de l'O.L.P. « La République », écrit M. Klein, « n'a pu ni empêcher ni réprimer les actes de terrorisme. Qu'elle veuille bien respecter la sensibilité de ceux qui en étaient les cibles désignées ».

M. Klein fait ainsi allusion à une éventuelle rencontre du chef de

l'O.L.P. avec le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, ou un membre de son entourage. Le CRIF avait déjà déclaré la semaine dernière que la communauté juive française se sentirait « profondément insultée » par une telle rencontre. Le Quai d'Orsay n'avait toujours ni confirmé ni démenti, lundi en fin de matinée, se préparant à une telle éventualité.

Un comité regroupant une vingtaine d'organisations (1) s'est constitué pour soutenir l'initiative du groupe socialiste de Strasbourg et a appelé à manifester mardi dans cette ville. Le comité qualifie Yasser Arafat d'« homme de résistance, de dialogue et de paix » et appelle à manifester « dans la joie mais avec calme et responsabilité, et dans le respect » de la communauté juive.

Enfin, une trentaine d'artistes, hommes politiques et écrivains français (parmi lesquels Jean Ristat, Patrick Cohen Seat, Nicole Dreyfus, Jack Ralite, Charles Ledermann) ont lancé, dimanche, un appel rendu public à la Fête de l'Humanité, pour « la solidarité avec le peuple palestinien ».

(1) Amicale des Algériens en Europe, Association médicale franco-palestinienne, Aro-on-cliel, Association des étudiants grecs, Association des Tunisiens de France, Association des travailleurs marocains, CIMADE, CGT, Collectif Palestine, comité Juquiu, France plus, Génération 2001, Mondjalidien du peuple d'Irak, PCT, PC chilien, PC iranien, PCOF, Union des étudiants communistes de France.

Afrique

AFRIQUE DU SUD : scandale à l'université de Pretoria

Peinture en noir et blanc



JOHANNESBURG
de notre correspondant

Dans trois mois, les Afrikaners fêteront le cent cinquantième anniversaire du « Grand Trek », une épopée à travers l'Afrique australe des Boers qui rejettent la colonisation anglaise. Cette page d'histoire fait la fierté de ce peuple, mais sa célébration soulève de vives querelles dans cette communauté divisée, la droite reprochant au pouvoir, le Parti national, de brader l'âme africaine.

Deux courages rivaux de chars à boucs ont quitté, il y a quinze jours, la Cap pour refaire ce trajet historique. A l'université de Pretoria, les étudiants en art ont voulu commémorer l'événement à leur manière. Ils ont peint une gigantesque fresque de 50 mètres carrés représentant une famille boer avec son chariot à boucs. Cette peinture haute en couleurs, sur le mur du hall de la

bibliothèque, est l'objet d'une polémique.

Ce ne sont pas tant les lueurs de soleil à la John Lennon, ou la fusée qui s'élève dans le ciel, détails iconoclastes, mais la présence, à côté du chef de famille, d'une femme qui est à l'origine de cette sorte de scandale. Sa position, juste au milieu du couple, a donné à penser à certains esprits chagrins qu'elle pouvait être considérée comme l'épouse légitime. Pourtant, à l'époque, les relations sociales interraciales n'étaient pas interdites et sont devenues légales depuis trois ans.

Qu'à cela ne tienne, une main anonyme a barbouillé la peinture blanche le visage, les mains et les pieds, c'est-à-dire toutes les parties visibles du corps de cette domestique noire. Serpente, à l'évidence, redessinée pour apparaître comme la fille aînée de cette famille boer à côté des deux autres enfants ?

M. B.-R.

LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ
(suite de la France 2^e région)
Rassemblement, dimanche 13 septembre 1988, à 19 heures, au stade de la ville de la Francité (France 2^e région).
2^e dimanche national mondial. Structures des États d'expression française : métropole, les 10 DROM-TOA, la zone franc, conférences francophones (40 millions), ACTI (40 millions) et la possible UOEF (Union des États de langue française) : 43 millions, 250 p. 105 f.
Fondateur de l'édition : MARTINOT DE PREUIL
49560 NUEL-SUR-LAYON
(France 2^e région, Les 2 tomes 140 p. 105 f.)

Prochaine rencontre entre l'ANC et des Afrikaners. — Deux Sud-Africains, enseignants ou hommes politiques afrikaners pour la plupart, doivent participer à une conférence, du 23 au 28 octobre à Munich, sous les auspices de la Fondation Friedrich-Neuman, vient d'annoncer la presse sud-africaine. Parmi ces personnalités figurent l'ancien directeur de l'hebdomadaire Rapport, M. Wimpie de Klerk, frère de l'influent ministre de l'éducation nationale et responsable du Parti national pour la province du Transvaal. La délégation de l'ANC sera conduite par le responsable de l'organisation à l'information, M. Thabo Mbeki, et une délégation sud-africaine comprendra le professeur Glib Starushenko et M. Victor Goncharov, directeur adjoint de l'institut africain de l'Académie des sciences de l'Union soviétique. — (AFP.)

LIBAN

L'élection présidentielle est possible « si les Américains reconsidèrent leur position », nous déclare le ministre syrien des affaires étrangères

NICOSIE
de notre correspondante
au Proche-Orient

A moins de deux semaines de l'élection présidentielle libanaise et alors que l'impasse demeure totale entre les partisans de l'ancien président Soleiman Frangé, soutenu par la Syrie, et la milice chrétienne des Forces libanaises (FL), alliée au président Amine Gemayel, appuyé par les États-Unis, hostile à cette candidature, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Chara nous a déclaré qu'une solution permettant l'élection présidentielle libanaise avant le 23 septembre était encore possible. « Rien n'est à écarter si les Américains reconsidèrent leur position », nous a-t-il dit à Nicosie où il assiste à la neuvième conférence ministérielle des pays non alignés.

Rejetant la responsabilité de la crise actuelle sur les États-Unis et leurs alliés, le ministre a ainsi déclaré : « Ces derniers mois, les Américains nous avaient affirmé de nombreuses occasions qu'ils n'étaient pas contre des réformes politiques majeures au Liban pour arriver à une réconciliation nationale. De même affirmèrent-ils qu'ils ne pouvaient ignorer l'important rôle constructif de la Syrie pour aider le Liban dans cette réconciliation. Soudainement, ils sont revenus en arrière, et nous pensons qu'ils ont fait un mauvais calcul parce que la Syrie garde un grand rôle pour aider le Liban à atteindre ses objectifs même si les États-Unis ont changé d'avis ».

Ce changement soudain est-il lié comme on le dit à Beyrouth à la nouvelle conjoncture régionale issue du cessez-le-feu réclamé par l'Iran dans la guerre du Golfe ? Sans vouloir se prononcer personnellement sur ce

point, M. Chara affirme tout de même : « Si les Américains pensent ainsi, ils ont complètement tort, car rien n'a changé dans la position de la Syrie, que la guerre du Golfe cesse ou pas. La force de la Syrie repose sur sa confiance en soi, sous la direction sage et courageuse du président Hafez El Assad aussi bien que sur l'appui du peuple syrien à cette politique. Le dialogue syro-américain se poursuivra néanmoins ». « Pas à un haut niveau », se contente d'affirmer M. Chara. « Une meilleure compréhension des problèmes de la région qui ne peut être obtenue avec leur politique de soutien inconditionnel à Israël, qui occupe des territoires arabes, y compris le Golan syrien, et une contribution sincère à la recherche d'un règlement juste du conflit israélo-arabe sur la base des résolutions des Nations unies ».

Les Américains ont-ils respecté au Liban leurs engagements de mettre au pas les Forces libanaises ? M. Chara répond simplement : « Au lieu de faire pression sur les éléments qui bloquent l'élection présidentielle [c'est-à-dire même si le ministre ne prononce pas de nom, les FL et le président Amine Gemayel], les États-Unis les ont encouragés. Ce phénomène est en contradiction avec ce qu'ils nous affirmaient il y a encore quelques mois sur le besoin pour le Liban d'une large réforme politique qui favorisait la réconciliation nationale ».

L'avenir des Palestiniens

Pour M. Chara, le gouvernement démocratique actuel du Liban conduit M. Selim Hoss reste « très représentatif du pays puisqu'il est issu des accords de Lausanne et

c'est ce gouvernement que la majorité des Libanais ont accepté et dans lequel chrétiens et musulmans sont représentés à égalité ».

Et si le président Amine Gemayel, comme la Constitution lui en donne le droit en cas de vacance de la présidence, nomme un nouveau gouvernement ? « N'importe quel gouvernement », répond le ministre syrien des affaires étrangères, « serait la création d'un président minoritaire, et c'est pourquoi la majorité des Libanais considèrent cela comme un peu dangereux qui pourrait aboutir à la partition du pays ». « La situation deviendrait explosive », ajoute-t-il.

Un affrontement militaire est-il possible ? « Nous espérons que non », se contente d'affirmer M. Chara, qui refuse de « spéculer » sur la probabilité d'une élection avant le 23 septembre déclarant que « M. Soleiman Frangé demeure candidat ».

Autre problème aigu auquel la Syrie est directement confrontée, la question palestinienne. M. Chara se félicite d'abord pour « deux raisons principales » de la décision du roi Hussein de Jordanie de se séparer de la Cisjordanie. « Premièrement, dit-il, cela clarifie aux yeux de la communauté internationale la nécessité de satisfaire les droits nationaux du peuple palestinien et met fin aux artifices que les Américains et les Israéliens avaient l'habitude d'utiliser pour nier ces droits. Deuxièmement, cela annihile le grand dessein israélien de transformer la Jordanie en un État juïste, comme l'avaient déjà affirmé M.M. Shamir et Sharon. La décision du roi a enlevé aux Israéliens et peut-être à quelques autres éléments tout prétexte pour faire de la Jordanie un substitut à la Palestine ».

Est-ce à dire que la Syrie est favorable à l'établissement d'un gouver-

nement provisoire ou en exil palestinien ? « C'est une affaire palestinienne », répond d'emblée le ministre syrien des affaires étrangères avant toutefois d'ajouter : « En tant qu'État de la confrontation et concerné comme nous le sommes par la restauration des droits nationaux palestiniens, nous ne souhaitons pas plus de division dans les rangs palestiniens qu'une répercussion négative sur l'intifada. Donc nous pensons que n'importe quelle démarche ou initiative qui pourrait affaiblir l'unité nationale palestinienne ou approfondir les divisions entre les différentes factions ne devrait pas être envisagée. Spécialement si une telle initiative négative pouvait saper le soulèvement, que nous devons soutenir de manière accrue ».

Que devraient donc faire les Palestiniens ? « La priorité », affirme M. Chara, « est d'unifier les rangs palestiniens et, pour consolider cette unité, de reconsidérer toutes les décisions antérieures qui ont affecté négativement l'unité de l'O.L.P. Deuxièmement, ils devraient travailler en faveur d'une véritable solidarité arabe qui consolide et renforce la position arabe vis-à-vis d'Israël. Malheureusement maintenant ils ont dans un contexte contraire, ce que les exposer à une plus grande faiblesse pour la restauration de leurs droits nationaux ». « Le soulèvement, poursuit M. Chara, est parti principalement des Palestiniens réfugiés dans les camps de Cisjordanie et de Gaza. Or, même s'il y avait un retrait israélien, les droits de ces gens-là ne seraient pas respectés. Toute solution pour être durable devait prendre en compte le droit au retour de ces populations qui n'ont pas fait l'intifada pour demander réfugiés là où elles sont ».

FRANÇOISE CHIPAUX.

Après l'accusation relative à l'utilisation des armes chimiques

Bagdad lance une violente campagne contre Washington

La condamnation de l'Irak par le Sénat américain, qui accuse Bagdad d'utiliser des armes chimiques contre les Kurdes, a provoqué une très violente campagne anti-américaine, lancée par les responsables politiques puis reprise et amplifiée par les moyens d'information.

Samedi, les commentateurs de la télévision irakienne ont voué à l'enfer tous les partisans de l'impérialisme et du racisme et appelé à soutenir les « minorités des États-Unis qui luttent pour leurs droits légitimes ». De son côté, le quotidien Al Thawra, organe du parti Baas au pouvoir, a affirmé dimanche que l'Irak « peut se passer des relations avec les États-Unis comme

il l'a fait pendant près de vingt ans ». L'Irak avait rompu ses relations avec les États-Unis en 1967 pour protester contre l'aide américaine à Israël dans la guerre de six jours et ne les avait rétablies qu'en 1984.

Al Thawra s'interroge sur les raisons qui ont poussé les Américains à réagir alors qu'ils avaient gardé le silence après les premières accusations contre l'Irak sur l'usage, en mars dernier, d'armes chimiques contre la ville kurde de Halabja. Il estime que la campagne actuelle contre l'Irak pourrait avoir été montée de toutes pièces dans le but de « renforcer » la position de Téhéran dans les négociations en cours à Genève et qu'elle

est « orchestrée par les milieux sionistes américains qui n'ont jamais caché leurs liens avec le régime de Téhéran ».

Dimanche, en fin d'après-midi, plus d'une dizaine de milliers de personnes ont défilé devant l'ambassade américaine à Bagdad pour protester contre le vote du Sénat. Les manifestants, dont certains avaient été transportés des faubourgs de Bagdad et de la campagne environnante jusqu'à l'ambassade, brandissaient des banderoles sur lesquelles on pouvait lire des slogans dénonçant la « Knesset américaine » et ses « esclaves sionistes » (les sénateurs américains).

Des Kurdes sous les gaz

(Suite de la première page.)

Les réfugiés d'Ortabag n'ont dû leur salut qu'à la montagne. Grâce à elle ils ont pu se cacher, avec femmes, enfants et bétail, dans des grottes. Ils avançaient la nuit pour échapper aux hélicoptères et aux patrouilles, jusqu'à ce jour où, repérés par les Irakiens, ils ont accouru vers la Turquie.

Les « peshmergas » (combattants kurdes) insistent sur l'utilisation d'armes chimiques. « Une bombe, racontent-ils, qui tombe à terre et dégage une fumée suffoquante provoquant dans un premier temps nausées et vomissements... ». Plusieurs blessés sont examinés par le docteur Benedetti. Il relève des conjonctivites, des dermatoses, mais pas de traces directes de lésions dues à des armes chimiques. « En fait, explique-t-il, il faudrait procéder sur place à des examens de sang et de plasma ».

Ces Kurdes-là ont apparemment eu le temps de fuir à l'abri du déluge de gaz et de fuir à l'altitude, chaque tribu s'est installée en défilant soigneusement son territoire à l'aide de branches : les femmes ont construit des fours pour cuire le pain et les adolescents lavent le linge dans les deux petits ruisseaux qui jaillissent à travers le camp. Les peshmergas, désarmés par l'armée turque, attendent. Certains désespérés, d'autres parlant de rejoindre leurs frères de combat en Irak en passant par l'Iran.

Depuis le 14 août, date probable du début de l'offensive irakienne, près de cent mille Kurdes ont fui vers la Turquie. Personne, à l'origine, n'a pris cet exode au sérieux. Mais le flot de réfugiés n'a cessé de grossir et aujourd'hui, entre Uludere et la frontière irakienne, une demi-douzaine de camps temporaires ont fait leur apparition. Le plus impor-



tant se trouve à Cukurca, où ont été regroupés vingt mille réfugiés.

Dans un décor grandiose, taillé dans des montagnes de grès rose, à plus de 2 000 mètres d'altitude, chaque tribu s'est installée en défilant soigneusement son territoire à l'aide de branches : les femmes ont construit des fours pour cuire le pain et les adolescents lavent le linge dans les deux petits ruisseaux qui jaillissent à travers le camp. Les peshmergas, désarmés par l'armée turque, attendent. Certains désespérés, d'autres parlant de rejoindre leurs frères de combat en Irak en passant par l'Iran.

Un peu plus bas, la tente du Kizilay, le Croissant-Rouge turc, ne désemplit pas pendant que les premiers camions de ravitaillement arrivent, déversant des kilos de farine et de riz.

Une guerre inouïable

Les conditions sanitaires sont également précaires. L'eau des puits

torrants ne suffit pas à cette population de 20 000 habitants, et des cas de choléra sont déjà signalés. Ce qui a amené les autorités d'Ankara à décider, dès le 3 septembre, le transfert des réfugiés kurdes vers de véritables camps. Ceux de Cukurca sont transportés par camions à Yuhkova, à 150 kilomètres de là, vers la frontière iranienne.

Dans une plaine battue par les vents, le Croissant-Rouge a érigé en quelques jours une ville de toile. Des rues de toutes ont été tracées au cordeau, avec fosses septiques. A l'entrée du camp, des médecins turcs reçoivent et consultent sans discontinuer. Les Turcs ont paré officieusement au plus pressé. Mais le plus grave est à venir. D'ici un mois, l'hiver se sera installé avec ses vents glacés, ses températures en dessous de zéro et ses chutes de neige. Que se passera-t-il alors ?

Ankara ne serait pas fâché de voir les Kurdes gagner l'Iran. Deux mille l'ont déjà fait, « contre leur gré », dit l'opposition turque. Mais les autres ?

Pour l'instant, les réfugiés n'ont pas l'intention de bouger. Ni vers l'Iran ni vers l'Irak, où le régime de Bagdad vient de déclarer une amnistie en leur faveur. Car les Kurdes savent que derrière les mots il y a la barbacade d'une guerre inouïable, que des milliers d'entre eux ont été tués, gazés ou non, et déportés de leur région natale, que l'Irak ne leur pardonnera pas de s'être, à eux, les damnés du Proche-Orient.

RENAUD FESSAGNET.

(Publicité)

CHAUMET SERA TOUJOURS CHAUMET

JEAN BERGERON, PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA SOCIÉTÉ NOUVELLE CHAUMET, PRÉSENTERA
À LA PRESSE, LE 27 SEPTEMBRE,
LA NOUVELLE COLLECTION "RENAISSANCE".
CELLE-CI SERA RÉVÉLÉE AU PUBLIC, DÈS LE 28 SEPTEMBRE,
12, PLACE VENDÔME.

CHAUMET
JOAILLIER DEPUIS 1780

مكزا من الأصل

Europe

Le pouvoir soviétique
face à de nouvelles manifestationsRadicalisation nationaliste
en Arménie et en Estonie

(Suite de la première page.)

Il est maintenant clair que les Arméniens ne sont pas décidés à se laisser décourager par les refus réitérés que Moscou n'a cessé de leur opposer depuis. Le dernier en date remonte en effet à un mois et demi seulement, lorsque la plus haute instance étatique de l'URSS, le Soviet suprême, s'était prononcée pour le maintien dans la République limitrophe d'Azerbaïdjan de cette région autonome, aux trois quarts peuplée d'Arméniens. Fait sans précédent, cette réunion du Soviet suprême, à laquelle avait participé — M. Gorbatchev en tête — toute la direction soviétique, avait été intégralement retransmise par la télévision. Le pouvoir central n'aurait donc pu marquer plus clairement sa détermination unanime à ne pas céder.

Mais dès le 2 septembre un nouveau rassemblement avait lieu à Erivan et les lourdes peines (plus d'un mois de salaire moyen) infligées à ses organisateurs n'ont pas empêché les meetings de vendredi et de samedi. Il semble même en fait qu'elles aient, réflexe de solidarité aidant, largement contribué à leur succès et à la radicalisation du mouvement, car pour la première fois depuis février le Mouvement pour l'autodétermination nationale, dont le chef de file, M. Atrikian, avait été expulsé d'URSS en juillet, a eu droit à la parole sur la place de l'Opéra. Ses animateurs, deuxième nouveauté, ont été longuement applaudis aux cris de « Indépendance ! », et pour la première fois aussi la foule agitait de nombreux drapeaux aux couleurs rouge, blanc et orange, celles de l'Arménie lorsqu'elle fut, entre 1918 et 1920, brièvement indépendante.

Troisième signe de radicalisation enfin, les manifestants ont réclamé le développement de l'usage de l'armement dans les entreprises et dans les écoles de l'élite, où l'enseignement est normalement donné en russe.

Parties d'un simple mouvement de soutien aux Arméniens du Haut-Karabakh, les manifestations d'Erivan ont donc fini par déboucher en huit mois sur la formation d'un véritable mouvement nationaliste. Cette évolution est d'autant plus inquiétante pour Moscou que l'Arménie est certainement, de toutes les nations de l'Union soviétique, celle où le sentiment antirusse est le plus faible, car le souvenir du génocide perpétré par les Turcs au début du siècle reste vivace, et que la Russie continue d'être perçue comme une protectrice.

● **YUGOSLAVIE** : renforts de police au Kosovo. — Des renforts de police, envoyés samedi 10 septembre au Kosovo, seront déployés dans le village de Prekale, dont les habitants ont demandé protection. Cette mesure, destinée à satisfaire la communauté serbe, est intervenue cinq jours après que les plus hautes autorités serbes eurent demandé que les unités spéciales de la police fédérale soient des casernes du Kosovo et soient renforcées. Par ailleurs, plus de quinze mille personnes ont participé samedi à Medvedja, localité du sud de la Serbie, à une manifestation de solidarité avec les Serbes et Monténégrins du Kosovo, « victimes des exactions des nationalistes et séparatistes albanais », a rapporté la télévision yougoslave. — (AFP.)

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogue sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

A ce qui se passe en Arménie, on mesure l'ampleur des explosions nationalistes qui pourraient secouer demain l'URSS. Mais l'élargissement des revendications arméniennes a pourtant un aspect rassurant pour M. Gorbatchev. Car, autant il estime impossible d'accepter une modification des frontières intérieures du pays — car le bureau politique craint qu'il ne s'ensuive aux quatre coins de l'Union un déluge d'autres revendications du même type, — autant il paraît disposé à des concessions sur le respect des cultures et des autonomies locales.

Lâcher
du lest

Il s'agit là d'une conséquence inéluctable de la revalorisation du rôle des assemblées locales, dont il a fait la pièce maîtresse du projet de réformes politiques adopté en juin dernier par la conférence du parti, et son entourage ne cache pas, d'autre part, qu'il faudra bien de toute manière lâcher du lest en ce domaine.

Il est vraisemblable à cet égard que les autorités arméniennes n'aient pas été invitées à recourir aux forces de l'ordre pour disperser ce rassemblement ; qu'elles aient choisi de le réprimer par des peines d'amende plutôt que de prison, et qu'elles aient surtout au bout du compte opté pour le dialogue.

Samedi soir en effet, des dizaines de hauts dirigeants de la République sont finalement apparus devant la foule, et, tandis que les responsables du comité Karabakh — officiellement interdit au printemps dernier — s'évertuaient à écarter les questions sur le droit constitutionnel à l'autodétermination, le président du Soviet suprême d'Arménie, M. Vaskanian, a promis que la « légalisation du drapeau tricolore et l'enregistrement du comité seraient étudiés par le pouvoir ».

Bref, on joue la carte de la détente, sur tout ce qui n'est pas indépendance et modification des frontières. Le comité Karabakh paraît décidé lui aussi à jouer cette carte, tout en maintenant bien sûr ses revendications sur le rattachement à l'Arménie de la région autonome. Si cette évolution se confirmait, elle traduirait une maturation du mouvement arménien, qui s'était jusqu'à présent concentré sur un objectif irréalisable à court terme, sans voir tous les autres avantages qu'il pouvait tirer du rapport de forces créé par l'ampleur de la mobilisation populaire.

BERNARD GUETTA.

Alexandre Dubcek
« précurseur »
de la « perestroïka » ?

« Concernant les idées générales de la « perestroïka », on ne peut nier que Dubcek ait été un précurseur... » Cet « hommage », inhabituel de la part d'une personnalité officielle soviétique, a été rendu à l'homme du « printemps de Prague » par M. Mikhaïl Gorbatchev, au cours d'une visite à Florence où avait lieu une fête du Parti communiste italien, le samedi 10 septembre. Interrogé sur une réhabilitation éventuelle de l'ancien dirigeant tchécoslovaque, M. Lunkov a répondu que cette décision n'appartenait qu'à la Tchécoslovaquie, mais que le processus de la « perestroïka » s'étendait à tous les pays socialistes et que se serait « aux dirigeants tchèques de tirer leurs conclusions ».

En Tchécoslovaquie, M. Alexandre Dubcek a salué les réformes du numéro un soviétique et demandé à la fois sa réhabilitation et la mise en œuvre de réformes similaires dans son pays. Néanmoins, les médias tchécoslovaques ont rejeté toute comparaison entre la « perestroïka » et les réformes proposées par M. Dubcek en 1968.

POLOGNE : soutenu par les représentants ouvriers et de l'opposition

Lech Walesa va poursuivre ses contacts
avec le pouvoir

L'état-major de Solidarité, les représentants des comités de grève du mois d'août et une soixantaine d'intellectuels d'opposition se sont réunis, le samedi 10 et, dimanche 11 septembre à Gdansk, autour de Lech Walesa, auquel ils ont donné un mandat unanime pour poursuivre les contacts avec le pouvoir. Ces contacts pourraient reprendre cette semaine avec une nouvelle res-

GDANSK
de notre envoyée spéciale

Il s'agit de tous les intellectuels tirés à quatre épingles, la serviette à la main, artistes célèbres, amis de se retrouver dans la cour du presbytère de Sainte-Brigitte, la paroisse des chantiers navals, dirigeants régionaux légendaires de Solidarité, vieux routiers des réunions intermédiaires, et les nouveaux venus qui représentent, comme surpris d'être admis à leur tour dans ce cercle de l'opposition polonaise, les grévistes d'août : tous ont répondu à l'appel du « président » Lech Walesa, et ont traversé la Pologne pour se réunir autour de lui à Gdansk, ville symbolique, à quelques centaines de mètres de ces chantiers Lénine qui, à chaque nouvelle poussée de fièvre ouvrière, replongent dans la bataille.

Il y a le cinéaste Andrzej Wajda, venu avec son épouse, la comédienne Maja Komorowska, Wladyslaw Frasyniuk, le « prince » de Solidarité de Wrocław, en Silésie, silencieux, sale, les traits tirés, Jack Kuron, l'idéologue qui, ravi de tant d'adhésions, promène sa goulotte et son blouson de jeans d'un groupe à l'autre. Il y a le tandem des stratèges de Solidarité, le professeur Bronislaw Geremek et M. Tadeusz Mazowiecki, Marek Krol, aux allures de jeune technocrate occidental, que l'on dit représentant de l'opposition libérale et droite. Et il y a Alojzy Pierzchy, timide et grave, chef des grévistes des mines de Haute-Silésie.

Nouveau
mandat

Cette quatrième réunion de ceux qu'on a l'habitude d'appeler les « Soixante » prend à la lumière des événements récents une importance particulière : deux semaines de grève mine limitées, en août, provoquées par des conditions économiques catastrophiques, ont amené le

pouvoir à rencontrer pour la première fois depuis l'instauration de l'état de guerre en 1981 le président du syndicat interdit Solidarité. En échange d'un engagement des autorités à discuter du pluralisme syndical dans des négociations futures, Lech Walesa a obtenu l'arrêt, de toutes les grèves. Mais la base a réagi, et, face aux mineurs de Haute-Silésie, qui exigeaient ses explications, le signataire des accords de Gdansk du 31 août 1980 a passé l'un des moments les plus pénibles de sa carrière de leader syndical.

Il s'agit donc, pour ce « gratin » de l'opposition polonaise, de ramener les rangs autour du chef historique, de le pourvoir d'un nouveau mandat et d'annoncer clairement la couleur au pouvoir avant la reprise des contacts : c'est bien de Solidarité et du pluralisme syndical que Lech Walesa et tous ceux qui sont derrière lui parlent avant toute autre chose.

Il y a un autre élément nouveau aux yeux de la plupart de ces intellectuels et syndicalistes soigneusement choisis par Lech Walesa de manière à représenter l'éventail le plus large possible de la société polonaise d'opposition : pour la première fois depuis très longtemps, ils sentent une dynamique possible, ils sentent le pouvoir prêt à bouger, enfin conscient de la gravité de la crise et de la nécessité d'associer à sa solution d'autres gens que ceux des cercles officiels. Bouger, jusqu'où ? La bien sûr est toute la question, mais le sentiment dominant est qu'il y a une chance à saisir, si mince soit-elle, une brèche dans laquelle il faut absolument s'engouffrer. Et il faut s'y engouffrer tous ensemble, sans que la mince chance sera réduite à néant.

D'où la belle unanimité qui est sortie de ces deux réunions de Gdansk, tenues à huis clos : la première, samedi, a rassemblé les membres de la commission exécutive nationale de Solidarité (KKW) et les chefs des comités de grève inter

entreprises, la seconde, dimanche, regroupant les mêmes, plus les « Soixante ».

Les deux déclarations adoptées à l'issue de chacune de ces réunions énoncent donc clairement, d'une part, l'appui des participants à M. Walesa dans les discussions avec le pouvoir et, d'autre part, que « seule la légalisation de Solidarité permettra que les syndicats se joignent efficacement au processus de réforme ». « Nous avons voulu dire sans équivoque que la « table ronde » n'aura de sens que si on a dépassé une première étape, qui est la légalisation de Solidarité », explique plus tard Piotr Kosopka, l'un des participants de Gdansk.

Un premier obstacle a donc été franchi, et c'est la tête haute que l'électricien de Gdansk, qui arborait son sourire des grands jours en sortant de la réunion, dimanche, va pouvoir de nouveau rencontrer, mardi ou mercredi, selon son entourage, le ministre de l'Intérieur, à Varsovie, « pour discuter de Solidarité ». Cette fois-ci, il sera accompagné de représentants des grévistes et de M. Mazowiecki. Mais ce qui se passera après a été laissé dans le flou le plus total. Sous quelle forme peut-on légaliser Solidarité ? Faut-il une représentation nationale, sans implantation forte dans les entreprises, ou peut-on accepter l'inverse ? Comment va-t-on s'y prendre pour maintenir la pression sur le pouvoir dont tout le monde est conscient qu'il ne va pas « lâcher le morceau » facilement ?

Lech Walesa, selon l'un des participants, a ouvert la réunion de dimanche par ces mots : « Je cherche la réponse aux questions : quelles sont les chances, et qu'est-ce qui est possible ? ». « A vrai dire, il n'a pas eu la réponse », a reconnu un intellectuel. C'est donc le sort dans l'inconnu, mais avec une certitude exprimée à maintes reprises : si on échoue cette fois-ci, dans quelques mois « c'est une puissante vague de révolte » qui déferlera.

SYLVIE KAUFFMANN.

ROUMANIE : « sacrilège »

Des citoyens dénoncent
le programme de systématisation
du territoire de M. Ceausescu

Dans une lettre adressée à la fin du mois d'août au président du Conseil d'Etat, M. Nicolae Ceausescu, un groupe de citoyens roumains s'élève contre le plan d'aménagement du territoire qui va entraîner la démolition de milliers de villages en Roumanie et le regroupement des populations rurales dans des centres « agro-industriels ». Les signataires, parmi lesquels Mme Dorcas Cornes (professeur), l'avocat George Vasilescu, plusieurs enseignants, peintres et écrivains ainsi que des ouvriers comme Iulia Filip, de Cluj et Sibiu, réclament dans cet appel dont nous publions ici des extraits l'arrêt de ce « sacrilège ».

« Nous sommes indignés du peuple roumain qui nous apparaît si nous ne nous rangeons pas, par cette lettre de protestation, au côté de ces centaines de milliers de familles paysannes contraintes au départ si vous mettez à exécution ce prétendu plan de systématisation du territoire, lequel implique la démolition de milliers de maisons paysannes et de villages et, partant, la destruction du mode de vie traditionnel (...).

« Depuis toujours, notre peuple a puisé sa vitalité, sa sagesse, son courage et sa capacité de résister aux adversités de l'histoire aux sources de ses origines paysannes. Mais ce paysan roumain — ce réservoir de santé et de vigueur morales — a connu depuis quarante années de telles déceptions et vicissitudes que ses racines matérielles comme spirituelles, qui semblaient autrefois indestructibles, se sont considérablement appauvries. La collectivisation forcée, brutale, de la plus grande partie de la paysannerie et la prolétarianisation de cette dernière qui ont entraîné la destruction de ses structures, de ses traditions séculaires, notamment religieuses, et de sa mentalité n'ont-elles pas suffi ? Serait-ce aujourd'hui le tour de cette ultime partie de notre malheureuse paysannerie à être concernée ?

« Imaginez-vous le désarroi de ces paysans expulsés de leurs maisons, de leur village ! Les hommes ne sont

pas des objets. Un village n'est pas un bloc quelconque de bâtiments habités par des êtres sans âme, rassemblés au hasard (...).

« La délocation forcée des populations et leur installation dans des communes d'adoption vont engendrer le déracinement, la marginalisation de centaines de familles qui ne pourront pas s'adapter à la nouvelle vie qui leur est imposée.

« L'expulsion des hommes de lieux ancestraux où ils ont leur vie, leurs maisons construites en fonction des nécessités de leurs conditions d'existence et de leurs activités est un sacrilège (...).

« Comment se fait-il que vous ne vous rendiez pas compte que, depuis quelques années, le peuple roumain est entré dans un processus défensif, une sorte d'état de semi-grève, pour protéger le dernier bastion de son être de la destruction ?

« Nous faisons appel à nos compatriotes, à la bonne volonté des Roumains en exil et à celle de certains hommes de culture étrangers qui se sentent concernés par la préservation de nos valeurs (culturelles), pour qu'ils soutiennent la présente lettre de protestation ».

● **ESPAGNE** : deux policiers tués aux Pays basques. — Deux inspecteurs de police ont été tués par balles le samedi 10 septembre, à Durza (province basque de Biscaye), dans un attentat que la police attribue à l'organisation séparatiste basque ETA. Les deux policiers, qui appartenaient à la brigade d'information antiterroriste de la police de Bilbao, se trouvaient dans un bar lorsque trois individus ont tiré sur eux et pris la fuite à bord d'un véhicule. — (AFP.)

● **GRANDE-BRETAGNE** : expulsion d'un diplomate vietnamien. — Le troisième secrétaire de l'ambassade vietnamienne à Londres a été expulsé par les autorités britanniques. La décision, signifiée samedi 10 septembre par le Foreign Office, fait suite à un incident devant l'ambassade vietnamienne, au cours duquel le diplomate avait brandi une arme devant des manifestants d'origine vietnamienne. — (AFP.)

Amériques

HAÏTI

An moins cinq morts
et soixante-dix blessés
dans l'attaque d'une église

Port-au-Prince. — La journée de dimanche 11 septembre, décrétée par l'opposition « jour de la Constitution haïtienne », a été marquée par le massacre le plus sanglant depuis le coup d'Etat du général Namphy le 19 juin dernier. Près de deux mille personnes assistaient à la messe célébrée par le Père Jean-Bertrand Aristide, figure engagée et contestée de l'Eglise haïtienne. L'assistance est venue de blanc ou arbore un signe distinctif de même couleur, à la demande d'une partie de l'opposition, pour marquer son soutien à la Constitution de 1987. Au milieu de l'office, une bande d'une centaine de jeunes gens, armés de revolvers, de couteaux, de bâtons et de pierres, fait irruption dans l'église Saint-Jean-Baptiste et attaque les fidèles, avant de mettre le feu à l'édifice.

Alors que le prêtre, qui semble être le cible des assaillants, parvient à se réfugier en son lieu, cinq personnes sont tuées et au moins soixante-dix autres blessés par la bande armée. Les victimes sont transportées à l'hôpital général de Port-au-Prince. Deux heures après l'attaque, aucune intervention de la police ni des pompiers n'est constatée par les journalistes présents.

Une dizaine de voitures sont incendiées par les assaillants, qui se dirigent ensuite vers les permanences des partis du pasteur Sylvio Claude (Parti démocratique chrétien) et de M. Louis Déjette (Parti agricole et industriel national), qui sont saccagées. Le siège de ces deux organisations politiques d'opposition, qui avaient soutenu la journée de protestation pacifique, se trouve à proximité immédiate du palais présidentiel et des principales garnisons du pays. Cette deuxième attaque n'aurait fait aucun blessé.

Dans un discours prononcé à la fin de la semaine dernière, le général Henri Namphy avait mis en garde tous ceux qui avaient l'intention de porter du blanc, précisant qu'il interpréterait cette attitude comme un défi lancé aux autorités. Devant l'hôtel de ville, il avait indiqué, samedi, que des individus s'apprêtaient à « gêner » la journée de dimanche, qui était aussi celle d'une campagne de vaccination. — (AFP, Reuters.)

Asie

BANGLADESH

L'aide internationale s'organise

Dacca. — L'aide humanitaire internationale commence à parvenir au Bangladesh où la situation provoquée par les inondations les plus catastrophiques que le pays ait connues depuis un siècle reste dramatique, notamment sur le plan sanitaire et médical.

Selon les autorités, au cours des dernières vingt-quatre heures la consommation d'eau polluée a provoqué la mort d'une dizaine de personnes et en a contaminé plus de 25 000 autres. Depuis le début de la catastrophe, la consommation d'eau non potable a provoqué des maladies chez quelque 200 000 personnes, 29 millions d'autres se trouvent sans abri, dans une situation précaire.

Le premier avion transportant des secours, un appareil soviétique chargé de vivres et de médicaments, a atterri le samedi 10 septembre à Dacca. D'autres, affrétés par divers pays et organisations,

sont attendus dans les prochains jours avec des équipements et médicaments de première urgence. Pour leur part, les Nations unies ont choisi M. Mohamed Essafi, directeur de l'UNDRO, organisation chargée des secours en cas de catastrophe, pour coordonner l'aide au Bangladesh.

En matière d'assistance, les engagements pris à ce jour par divers pays devraient permettre de réunir quelque 250 millions de dollars. Les pays d'Europe de l'Ouest et ceux de l'Est, les Etats-Unis, le Japon, la Chine, le Canada et l'Australie doivent participer à cet effort à la suite de l'Arabie saoudite.

Enfin, M^{me} Danielle Mitterrand était attendue lundi au Bangladesh pour une visite de quatre jours pendant laquelle elle devrait se rendre dans plusieurs régions sinistrées. — (AFP, Reuters, AP.)

AFGHANISTAN : selon la résistance

Le bombardement de Spin-Boldak a fait
des centaines de morts

La ville de Spin-Boldak, occupée vendredi 9 septembre par la résistance afghane, a été l'objet de violents bombardements de l'aviation afghane vendredi, samedi et dimanche. Environ cinq cents personnes, dont environ cinquante moudjahidins, auraient trouvé la mort au cours de ces attaques, a-t-on appris à Peshawar dans les milieux de la résistance. La prise de Spin-Boldak assure à celle-ci un accès dégagé vers les villes de Ghazni et de Kandahar.

Cette ville a fait, selon Kaboul, l'objet d'une attaque de la part d'unités appartenant au Hezbi-Islami, fondamentaliste, samedi, et qui a été repoussée par les forces gouvernementales. Les formations

modérées, pour leur part, semblent actuellement privilégier « les discussions au combat » pour occuper la seconde ville du pays, où Kaboul a envoyé des milliers de soldats en renfort et où plusieurs centaines de conseillers soviétiques auraient été récemment dépêchés. Les moudjahidins auraient enregistré dans le secteur le ralliement des mille miliciens du général Esmatullah Khan, ancien résistant passé du côté gouvernemental en 1985.

D'autre part, l'agence Tass a annoncé dimanche que dix personnes avaient été tuées et quarante autres blessées au centre de Kaboul lors de l'explosion d'une voiture piégée. — (AFP, Reuters.)

L'opposition
manifestations

Amérique

Amériques

ÉTATS-UNIS : la campagne présidentielle

Les grincements d'une balançoire

WASHINGTON
de notre correspondant

Dukakis est au plus haut. Dukakis est au plus bas. Bush est à terre. Bush est en l'air. Depuis plusieurs mois, les deux candidats à l'élection présidentielle américaine sont juchés aux deux extrêmes d'une balançoire, montent et descendent au gré des sondages, tandis que les commentateurs abondent alternativement dans un sens ou dans l'autre, amplifiant à l'extrême ces mouvements avec une surprenante unanimité.

Dès la fin du printemps, au moment où s'achevaient les primaires, le démocrate Michael Dukakis prenait son essor et ne cessait de monter jusqu'à l'automne de la convention de son parti (vingt points d'avance dans certains sondages). Commença alors la redécouverte, les deux candidats se retrouvant au même niveau au moment de la Convention républicaine, à la mi-octobre. Depuis M. George Bush a poursuivi son ascension, tandis que son rival tardait à rebondir. On en est là, mais déjà l'avance de M. Bush (de un à huit points selon les sondages) semble plafonner. Et on a peine fini de lire des centaines d'articles sur les mérites et les défauts de la « Dukakis campaign », que, déjà, on pressent que le mouvement s'inverse : les démocrates contre-attaquent, sans lâcher sur les moyens, et la presse pourrait bien embêter le pas — si ce n'est déjà fait.

Il n'y a pas vraiment de raison que ce jeu de bascule s'arrête de sitôt. L'électorat semble considérer d'un œil morne et sceptique ces deux candidats qui s'agitent pour le séduire, qui l'un comme l'autre se veulent représentatifs du juste milieu, du « courant principal » de l'opinion, mais ne réussissent guère à entraîner cette opinion : deux hommes qui, faute de convaincre de leurs qualités propres, s'attachent, non sans succès, à dénigrer les défauts de leur rival, et à leur porter des coups terribles. La balançoire risque de rester longtemps en mouvement, en grincement de plus en plus.

Mauvaise passe

Au cours des dernières semaines, M. Michael Dukakis a de toute évidence traversé une mauvaise passe. D'abord le candidat lui-même — qu'on avait cru un moment, lors de la convention démocrate, magnifié, transfiguré — est revenu à ses dimensions premières. Même ses

partisans déclarés ont commencé à s'ennuyer ferme devant cet homme apparemment incapable de renouveler sa recette : un discours stéréotypé, débité avec le plus grand sérieux, et aussi avec le souci constant de se couvrir sur tous les flancs.

De plus, dans la bataille « médiatique » que se livrent quotidiennement les deux équipes pour que leur candidat apparaisse à son avantage pendant les quelques minutes consacrées chaque soir à la campagne par les chaînes de télévision, le gouverneur du Massachusetts a eu, plusieurs semaines d'affilée, le dessous. Son rival, George Bush, fuyant les questions de la presse, s'arrangeait pour apparaître en plein air, dans un environnement attrayant, et aussi qualifié sans relâche. Le gouverneur, dont personne ne relevait plus les discours, tant ils étaient répétitifs, était contraint à la défensive, et surtout acceptait de livrer bataille sur le terrain choisi par son adversaire républicain : la fameuse affaire du « serment d'allégeance » (le gouverneur de Massachusetts ayant naguère opposé son veto à une résolution qui aurait contraint les enseignants à faire prêter ce serment à l'enseignement patriotique), son opposition à plusieurs grands programmes d'armement, etc. Même si M. Bush évitait de mettre les points sur les i, le message implicite était très clair : Michael Dukakis est l'un de ces « libéraux » incurables qui n'ont qu'un amour modéré pour leur pays et seraient incapables de le défendre.

M. Dukakis a certes répliqué en donnant simplement dans le lyrisme patriotique, sur fond de drapeaux, ou bien en apparaissant entouré de personnalités connues pour leur attachement à une défense musclée (au cours des jours à venir, M. Dukakis va d'ailleurs multiplier les visites sur des sites militaires ou dans des usines d'armement). Mais certains coups ont porté, comme en témoigne la réaction des élus démocrates du Congrès, qui ont décidé désormais d'ouvrir certaines séances de la Chambre par la prestation du serment d'allégeance.

De plus, dans son désir de parer les coups de l'adversaire, M. Dukakis a parfois donné l'impression de revenir sur ses déclarations passées, de loucher : par exemple à propos de l'initiative de défense stratégique, où il voyait tout récemment encore pure « fantaisie » — et qu'il évoque maintenant en des termes beaucoup plus avancés. (Dans le même temps, M. Bush a tenu devant un représentant du New

York Times des propos témoignant d'une certaine réticence à trop insister sur l'IDS, mais il a ensuite battu en retraite devant l'émotion causée dans les rangs conservateurs.)

M. Dukakis, ancré ou à beaucoup reproché de se complaire dans le vague et les bonnes paroles, s'est aussi employé à préciser un peu ses projets : il a fait un exposé de la mise sur pied d'un vaste système de financement des études supérieures, selon un système calqué sur celui de la sécurité sociale. L'idée semble séduisante à beaucoup, mais elle a été conciliée à la hâte, et les assistants du candidat se sont révélés incapables de l'expliquer clairement.

Accusations d'antisémitisme

Ces efforts, de toute évidence, ne suffisent pas, et M. Dukakis, tout en se posant en victime d'attaques personnelles indignes (il s'est même comparé à une victime de McCarthyisme des années 50), a décidé de contre-attaquer, en s'en prenant sur un ton très dur à M. Bush et à son entourage, qu'il malmenait désormais à longueur de discours.

Dans le même temps, plusieurs organes de presse ont « sorti » plusieurs affaires centrées sur un même thème : il y a des antisémites dans l'entourage du candidat républicain. Un petit périodique juif de Washington s'est d'abord déchaîné la semaine dernière, puis un groupe de militants chargés de ce qu'on appelle ici les groupes « ethniques » (Italiens, Européens de l'Est, etc.), d'un certain Jerome Brentar, coéquipier d'avoir pris la défense de John Demianik, est allé jusqu'à condamner à mort par un tribunal israélien pour des crimes commis au camp de Treblinka, mais qui a toujours affirmé qu'il était victime d'une méprise. La chaîne CBS a donné une importance considérable à cette « révélation », et M. Brentar a aussitôt été congédié par l'équipe Bush.

Peu après — dimanche 12 septembre — le Washington Post racontait en détail, photocopies d'archives à l'appui, comment un haut responsable du Parti républicain, M. Fredric Malek avait, en 1971, enquêté sur le nombre de juifs travaillant au bureau des statistiques du travail. M. Malek, alors chef du personnel de la Maison Blanche avait obtenu, par des ordres répétés et insistants de Richard Nixon, qui s'estimait victime d'une « cabale » juive au sein de ce bureau (dont certains responsables avaient contredit ses propos).

Après avoir apparemment tardé à s'enquêter, M. Malek a fini par produire une petite note selon laquelle treize des trente-cinq principaux membres du bureau étaient juifs. Deux d'entre eux furent quelques temps plus tard affectés à d'autres fonctions. Dès dimanche soir, M. Malek démissionna, tout en niant fermement les accusations d'antisémitisme. M. Bush était entre-temps intervenu pour sa défense, mais certains dans l'entourage du candidat républicain n'ont pas caché leur soulagement de voir l'affaire « réglée » avant qu'elle n'ait eu le temps de prendre trop d'ampleur. Déjà certains associés de M. Dukakis s'en étaient emparés.

L'effet « électoral » de ces deux affaires qui ne touchent M. Bush lui-même que très marginalement est difficile à évaluer, mais elles présentent en tout cas à contre-pied le candidat républicain, qui avait déployé de grands efforts ces derniers temps pour séduire l'électorat juif (entre autres en affirmant une opposition déterminée à tout État palestinien). Une chose est certaine : M. Bush se retrouve à son tour sur la défensive, et cela pourrait suffire à faire tourner le vent.

Un choix négatif

Si le vent est à ce point variable, c'est qu'un grand nombre d'électeurs ne sont que très faiblement convaincus par les mérites de l'un ou de l'autre des candidats. Comme le montre une longue enquête publiée dimanche par le Washington Post, et fondée sur de nombreux entretiens avec diverses catégories de la population, le choix, à ce stade de la campagne, semble essentiellement négatif, fondé sur le rejet d'un candidat ou de ses positions. Bon nombre d'électeurs semblent envisager de voter pour un moindre mal, mais, clairement, les jeux ne sont pas faits.

L'économie semblait tenir le coup, et en l'absence de crise internationale majeure dans les semaines à venir, le sort de l'élection pourrait dépendre dans une large mesure de la qualité des « spots » publicitaires que les deux candidats s'apprêtent à déverser sur les écrans de télévision et des débats qui vont les opposer.

Le premier de ces débats est prévu pour le 25 septembre, et il n'y en aura que deux au total, conformément au souhait de M. Bush, qui est sorti vainqueur d'après négociations à ce sujet. Mais il reste au moins une question majeure à régler : débatte-t-on assis, ou debout ? A la surprise générale, M. Dukakis, plus court que son rival d'un mètre 15 centimètres, insiste pour être debout, et M. Bush veut un siège. Comprenez qui pourra.

JAN KRAUZE.

● Prise de sept cents exilés cubains accusés. — Après avoir passé plusieurs mois au sud-est du Panama ou au Costa-Rica, 687 Cubains sont arrivés dimanche 11 septembre à Miami (Floride), où ils ont retrouvé des membres de leurs familles. L'opération était organisée par la Fondation nationale américano-cubaine, première organisation privée américaine par le gouvernement américain à prendre en charge l'immigration de réfugiés cubains. Cette fondation attendait installer aux États-Unis mille cinq cents Cubains ayant trouvé refuge dans des pays tiers. — (AFP.)

GILLES BAUDIN.

CHILI : la campagne pour le plébiscite

L'opposition multiplie les manifestations hostiles au régime

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

L'heure est aux réunions publiques et aux manifestations. Depuis par ses succès, l'opposition occupe le terrain, alors que le régime marque le pas et ne parvient à rassembler, malgré les moyens mis en œuvre, qu'un faible nombre de partisans. A Concepcion, la troisième ville du pays, trente mille opposants ont participé au plus grand rassemblement que la ville ait connu depuis 1973. A Santiago, il ne se passe guère de jour sans que la Coördination pour le non ou un organisme de défense des droits de l'homme se manifeste en présence dans la rue.

Dimanche 11 septembre, plusieurs milliers de personnes se sont réunies sur la tombe de l'ancien président de la République Salvador Allende, dans le cimetière Santa Inés de Vitis del Mar, où il est posé une plaque portant le nom du défunt président. Le régime avait, jusqu'à présent, interdit de faire figurer le nom d'Allende sur sa pierre tombale. Même les « marxistes » bénéficiaient de la clemence électorale. La coalition Gauche unie, formée par les communistes, les socialistes de Clodomiro Almeyda, le MIR, la gauche chrétienne et une fraction radicale, a été autorisée à effectuer son premier rassemblement public le 10 septembre. Plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont réunies sur une esplanade de la population la Bandera, dans la banlieue sud de la capitale, à l'endroit même où le pape s'était adressé aux déshérités en avril 1987. Les manifestants ont réservé une longue ovation aux exilés rentrés ces derniers jours, dont plusieurs étaient présents à la tribune.

Après le succès de la manifestation des forces d'opposition, réalisée le 4 septembre dans la capitale, et dont la dissolution avait donné lieu à de violentes échauffourées, le gouvernement a toutefois décidé de ne plus permettre les rassemblements dans les rues de la capitale. Le mouve-

ment contre la torture Sebastian Acevedo, d'inspiration chrétienne et pacifiste, a ainsi été durement réprimé par les carabiniers pour avoir tenté de passer outre à l'interdiction. Il en a été de même de la « Marche pour les droits de l'homme », que les associations de parents des victimes de la répression entendaient effectuer le 9 septembre.

Des pierres contre Pinochet

Malgré la libéralisation de la vie publique, la violence est donc loin d'avoir disparu. Des affrontements, parfois très violents, opposent quotidiennement partisans du oui et du non. A l'université catholique, une bataille rangée, à laquelle ont pris part des centaines d'étudiants des deux bords, s'est soldée par une dizaine de blessés.

Mais ce sont surtout les déplacements du chef de l'État qui donnent lieu à de violents incidents. La semaine dernière, à Valparaiso, c'est le quartier universitaire qui s'embrasait pour protester contre la visite du général Pinochet. Plus graves ont été les affrontements ayant mis aux prises des habitants des quartiers pauvres de l'ouest de Santiago et les effectifs policiers et militaires qui escortaient le président de la République, le 11 septembre en fin d'après-midi, lorsque ce dernier assistait à une réunion du comité local pour le oui. Les manifestants lançaient des pierres sur la caravane présidentielle et s'élevaient des barricades. L'escorte fit usage de gaz lacrymogènes, blessant plusieurs personnes. Le matin, une voiture piégée avait été découverte dans une rue proche de l'édifice Diego-Portales, siège de la justice militaire, où le général Pinochet allait prononcer son discours.

Le climat pourrait se détériorer davantage le 15 septembre. La centrale unitaire des travailleurs organisera une journée de protestation si deux de ses dirigeants, dont son pré-

sident, M. Manuel Bustos, sont déportés dans une localité de province. Les deux syndicalistes ont été condamnés en première instance à dix-huit mois de résidence surveillée pour avoir appelé à la grève générale du 7 octobre de l'an dernier. Officieusement, toutefois, on annonce la promulgation dans les prochains jours d'un décret amnistiant certains condamnations politiques.

GILLES BAUDIN.

MEXIQUE : devant la Chambre des députés

M. Carlos Salinas de Gortari est déclaré président élu

MEXICO
de notre correspondant
en Amérique centrale

La victoire de M. Carlos Salinas de Gortari, élu à la présidence de la République avec un peu plus de 50 % des suffrages le 6 juillet, a été confirmée le samedi 10 septembre par la Chambre des députés à l'issue d'un débat houleux qui a duré près de vingt heures. Le successeur de l'actuel président, M. Miguel de La Madrid, ne prendra cependant pas ses fonctions avant le 1^{er} décembre. Il devra affronter un cours des prochaines semaines une opposition qui refuse toujours de reconnaître la victoire du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

Dénouant une fois de plus la fraude systématique organisée par les autorités pour assurer la victoire du PRI aux élections du 6 juillet, l'opposition n'a pas pour autant obtenu le recoupement des bulletins de vote ni l'annulation du scrutin. Les partisans du candidat de la gauche, M. Cuauhtémoc Cárdenas, ne sont pas restés jusqu'à la fin du débat et ont refusé de participer au vote.

Visiblement soulagé par les résultats du vote, M. Salinas a tenu des propos conciliants à l'égard des dirigeants de l'opposition, allant même jusqu'à exprimer son « respect » pour leur ténacité. Il a rappelé les grandes lignes de son programme de gouvernement pour les six prochaines années : renforcer la souveraineté nationale, développer la démocratie, améliorer la justice sociale et relancer la croissance économique.

Les deux principaux dirigeants de l'opposition, M. Garza et surtout M. Manuel Clouthier (PAN), ont fait savoir qu'ils n'étaient pas disposés à collaborer avec un président de la République « illégitime ». Ils entendent donc maintenir la mobilisation populaire « pour la démocratie ». M. Clouthier allant jusqu'à dire que son parti ferait tout « pour empêcher la prise de fonctions de Salinas le 1^{er} décembre ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

POUR L'EUROPE DE 1992

LES ÉCOLES DE COMMERCE DU GROUPE I DOUBLENT VOS CHANCES DE RÉUSSITE

icad isic
20 ans d'enseignement : succès prouvés aux examens d'état + 20 ans d'entreprise : des dirigeants H.E.C.

1^{er} CYCLE :
Bac ou niveau bac :
• Action commerciale
• Force de vente
• Commerce international
• Communication et publicité
• Comptabilité-gestion

2^e CYCLE :
Niveau bac + 2 :
DEUG, DEUST, DUT, BTS :
ADMISSION DIRECTE
• Spécialisation en 1 ou 2 ans
• Management international
• Création-gestion d'entreprise (PME)
• Marketing-vente

FINANCEMENT DES ÉTUDES POSSIBLE À 100 %

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
(1) 45.51.23.90 et (1) 40.95.10.11

icad isic Ecoles de commerce et de gestion du Groupe I
Ecoles privées d'enseignement supérieur
DEMANDE DE DOCUMENTATION - ADRESSE POSTALE : GROUPE I - 95, rue La Boétie, 75008 PARIS

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Tél. : _____ Niveau d'études : _____
Intérêt pour : _____ Date : _____

36 15 RATP.

Vous allez être ravi d'avoir les mains pleines de doigts.

Horaires et tarifs tapez
HRER, HBUS, HMET et TARI.

Messagerie,
tapez MESS.

Itinéraires, tapez SITU.

Trajet aéroports,
tapez AERO.

Renseignements et actualités
tapez RENS et ACTU.

36 15 RATP POUR VOUS DÉPLACER, COMPTEZ SUR VOS DOIGTS.

هكذا من الأصل

Politique

A mesure qu'approche le débat budgétaire et les échéances électorales locales (cantonales le 25 septembre, municipales au mois de mars 1989), le paysage politique paraît retrouver des contours plus familiers : les socialistes prennent vigoureusement la défense d'un Parti communiste heurté par une petite phrase de M. Giscard d'Estaing (« L'UDF condamnera les alliances avec les deux extrêmes, celle de la gauche avec l'extrême gauche, et celle de la droite et du centre avec l'extrême droite », avait déclaré, le samedi 10 septembre à Pont-Audemer, dans l'Eure, l'ancien président à la suite des propos jugés par lui « lamentables » de M. Le Pen). Ces mêmes socialistes critiquent tout aussi vigoureusement les hommes du centre, à commencer par M. Barre, qui était déjà la cible de ses anciens amis du PR, MM. Léotard et Doufflaque, et qui devient celle du premier secrétaire du PS, M. Mauroy, en effet, accuse M. Barre de nourrir des « arrière-pensées » et d'avoir cherché, à travers sa

proposition d'interdire la fusion des listes municipales entre les deux tours de scrutin, « une échappatoire » au problème de l'extrême droite.

Gauche-droite : retour aux sources

La difficulté, pour le PS, est que ce retour aux normes de la gauche et les discours de fermeture qui ont jalonné la réunion, samedi, de son comité directeur, interviennent au moment où le secrétaire général du PCF renouvelle ses critiques contre le gouvernement et son chef, et surtout au moment où l'opposition tourne le dos, du moins par ses déclarations, aux perspectives d'alliance avec le Front national.

Certes, tout le monde ne va pas, sur ce sujet, à la même allure, et le virage est plus difficile pour certains que pour d'autres. Ainsi M. Charles Pasqua, qui avait l'élection présidentielle avait déclaré partager les mêmes « valeurs » que M. Le Pen, affirme cette fois dans le *Journal du dimanche* : « Toutes les idées mises en avant par le Front national ne sont pas forcément condamnables. A nous de les porter mieux qu'hier... Le moment était venu de prendre une position définitive à l'égard du FN... [dont] l'évolution est préoccupante. Elle se caractérise par l'intolérance et peut réellement déboucher à terme sur une réorganisation du régime et de l'antidémocratie. C'est cela qui était en jeu, pour la première fois. Et nous ne pouvions l'accepter. »

Fermeture à gauche, clarification à droite : il n'en faut pas plus pour que le PS réapparaît sur la défensive, fort du seul soutien de ses propres députés, tandis que les personnalités qui ont refusé à le rejoindre sont sous le feu croisé de leurs nou-

veaux alliés et de leurs anciens amis, qui, tel M. Léotard, les qualifient de « pigeons de l'ouverture ».

Si bien que le seul sujet de consensus de ce week-end politique est le pronostic pessimiste et les promesses de réveil douloureux que tout le monde adresse à M. Rocard. Les socialistes envisagent en effet (comme les communistes), et pour certains sans déplaisir, de voir grandir et s'affirmer un réel mécontentement social, tandis que M. Léotard assure : « Le budget va être difficile, la rentrée sociale ne sera pas facile, nous aurons des révels difficiles... »

Et, comme s'il fallait un signe supplémentaire de cette noirceur promise, les électeurs de l'Oise l'ont apporté au premier ministre : à l'issue du premier tour des élections législatives partielles, le total des voix de gauche ne franchit dans aucune des deux circonscriptions la barre des 50 %.

Les voies de la politique sont « longues et compliquées »

DANS le *Journal d'un scrutateur*, Italo Calvino prête à son héros, Amerigo Ormea, militant communiste italien des années 50, les pensées suivantes : « Amerigo avait appris, quant à lui, qu'en politique les changements suivent des voies longues, compliquées, et qu'il ne faut pas les attendre pour demain ni compter sur un revirement du sort ; pour lui, comme pour beaucoup d'autres, acquiescer de l'expérience avait signifié devant quelque peu pessimisme. D'un autre côté il y avait la loi morale qui veut qu'on continue à faire son possible, jour après jour, en politique aussi bien qu'ailleurs. Si l'on n'est pas un sot, ce sont ces deux principes là qui comptent : ne pas se faire d'illusions et ne pas cesser de croire que tout ce qu'on fait peut être utile. »

M. Léotard, qui était, dimanche, l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », le soir même que paraissent les tableaux — avec M. Barre pour mieux miner son entreprise, avec M. Chirac en sous-main, puisqu'il s'attendait à sa défaite, tout contre M. Giscard d'Estaing qu'il pensait fini — il s'est mis tout le monde à dos. Les trois « éléphants » sont toujours devant et M. Léotard derrière. La génération « nouvelle » qu'il entend incarner ne le sera bientôt plus. C'est peut-être tant mieux pour lui. On ne peut lui souhaiter plus bel avenir que le grand malheur de devenir éléphant à son tour. En sa sagesse, le secrétaire général du Parti républicain remarque : « Il faut que les éléphants nous aident. » Mais pas n'importe comment. Comme « conseillers », comme « juges », à la manière des Américains qui, battus, font « autre chose ».

« Monarchisme dénué »

Quelle impatience ! Et quel dommage, que M. Léotard, adepte du « parler vrai », éprouve autant de difficultés à le mettre en pratique. M. Doufflaque, remarque-t-il, a acquis, en quittant la politique, une « liberté de propos » que lui n'a pas. M. Doufflaque accuse M. Barre de l'avoir « trompé ». M. Léotard n'est pas content du service de l'accusé et il se contorsionne pour le dire tout en assurant qu'il ne le dira pas. Les voies de la politique sont « longues et compliquées ».

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, paraît mieux s'y adapter. Il pousse les éléphants avec plus de discrétion. Il fait « son possible, jour après jour », et Dieu sait où il va. Verra une coalition avec les socialistes ? Encore faut-il que ceux-ci le veulent et que M. Méhaignerie se décide. La CDS fait la fine bouche. Il y aurait, selon lui, des socialistes fréquentables — MM. Rocard, Bérégovoy et Maurice Faure qui sont « lucides, intelligents et réalistes » — et d'autres qui ne le seraient pas. M. Méhaignerie est au regret de constater que les « fréquentables » ne se laissent pas facilement fréquenter parce qu'ils sont « prisonniers » du « monarchisme dénué » de M. Mitterrand. Voilà

encore un éléphant dont M. Méhaignerie s'efforce de faire la France soit débarrassée. Mais il appartient au domaine de l'illusion et, en attendant, M. Méhaignerie fait son possible pour semer la zizanie, sans tour d'espoir, dans le camp d'en face en triant les bons et les mauvais socialistes.

L'archétype du méchant, selon cette logique, c'est M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, chargé des basses œuvres, c'est-à-dire de pratiquer le tir aux pigeons contre les centristes faiseurs de morale et les ministres d'« ouverture » trop bavards. M. Emmanuelli a au moins le mérite d'être en accord avec ce qu'il pense et ne pas pour obtenir un portefeuille ministériel. « J'ai passé l'âge des caramels mous », avait-il dit, à ce propos, à M. Mitterrand avant la formation du deuxième gouvernement Rocard. M. Méhaignerie devrait lui tirer son chapeau puisque lui ne plus « ne demande pas à entrer au gouvernement ».

Le « grand » débat du week-end illustre à sa manière la pensée d'Italo Calvino : faut-il mettre dans le même sac le Front national et le Parti communiste ? Nul, à droite, ne se fait la moindre illusion sur le résultat immédiat de cette vieille polémique relancée par M. Giscard d'Estaing. Mais chacun pense qu'elle aura une petite utilité. La vie quotidienne de la politique est ainsi faite. En proclamant son refus de toute alliance avec le Front national — sanctions à l'appui — le RPR a rendu à l'ensemble de l'opposition une cohérence sur ce sujet, sous réserve de stricte application. Du même coup, la droite dénonce (pour des raisons diverses selon que l'on est centriste ou « libéral » giscardien) les accords électoraux de la gauche. Le Parti communiste, effaibli de surcroît, ne fait plus peur à personne, depuis que la France a vérifié que M. Poniérowski exagrait un peu lorsqu'il menaçait les populations, en cas de victoire de l'adversaire, d'une armée de chars soviétiques sur la place de la Concorde. Il est vrai qu'en politique, pour ne pas sombrer dans la neurasthénie, il ne faut jamais « cesser de croire que tout ce qu'on fait peut être utile ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

Au « Club de la presse » d'Europe 1

M. Méhaignerie distingue M. Rocard et M. Bérégovoy du reste du PS

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a souligné le dimanche 11 septembre, lors du « Club de la presse » d'Europe 1, que, contrairement à M. Raymond Barre, il « ne partage pas les grandes orientations de François Mitterrand ». M. Méhaignerie juge qu'il « y a des hommes lucides, intelligents et réalistes » au PS, en particulier MM. Michel Rocard et Pierre Bérégovoy, mais que ceux-ci sont « dépendants et même prisonniers d'un PS qui reste, avec ses archaïsmes et les séquelles de l'idéologie, prisonnier d'une clientèle, de la « bible aux Français » de François Mitterrand qui dégage un certain parfum de monarchisme dénué ».

Le président du CDS a mis en garde le PS contre les erreurs qu'il « sent venir », notamment sur l'ISF. Il a mis en cause les alliances PS-PCF.

« Je résume, a-t-il souligné, le FN et le PC de la même façon et tous ceux qui font alliance avec eux... »

M. Méhaignerie a encore affirmé que ce n'est pas à lui de « régler le problème de l'ouverture » et que son ambition est « d'offrir l'action de gouvernement ».

M. Méhaignerie a également critiqué la position de M. Rocard sur la TVA en ces termes : « La démarche du premier ministre (...) est à l'évidence un obstacle à la construction européenne ».

Dans une interview à la Tribune de l'expansion, interview-clé au sujet de la position de M. Rocard déclarant la semaine dernière à propos de la baisse du taux de la TVA que, « dans deux ans, plus personne n'aura envie de faire ce qui est envisagé ».

« Aujourd'hui », M. Méhaignerie précise : « Nous devons essayer résolument sur la voie de l'harmonisation des taux de TVA car c'est un élément important de la construction du marché unique de 1993. (...) La réaction de Michel Rocard est beaucoup trop brutale. Si nous voulons construire l'Europe et remettre la France sur de bons rails, il faut en tirer les conséquences futures. »

Concernant la décision du gouvernement de réduire le taux de TVA de 7 % à 5,5 % en 1989 sur un certain nombre de produits, l'ancien ministre de l'équipement et du logement déclare : « La décision de passer de 7 % à 5,5 % le seuil de produits de grande consommation est jugée par certains de nos partenaires comme un peu démagogique. Cela n'était peut-être pas la plus prioritaire. Même si, électoralement, c'est efficace. Je ne pense pas que ce soit une bonne démarche pour l'avenir. »

« « Gaullistes pour le oui » en Nouvelle-Calédonie. — Les « gaullistes » qui avaient soutenu la candidature de M. Barre à l'élection présidentielle viennent de constituer un Comité national gaulliste pour le « oui » au référendum sur la Nouvelle-Calédonie. Ce comité comprend notamment MM. Pierre Bar, Yves Lancelin, Hubert Germain, Jacques Trélat, anciens députés, et M. Jean Charbonnel, maire de Brive, député RPR de Corrèze.

La fête de « l'Humanité »

« Les choses vont plus mal », assure M. Georges Marchais

C'est par un hommage particulier à Nasser Mandela que M. Marchais a ouvert son discours de la fête de l'Humanité, le dimanche 11 septembre. Le secrétaire général du PCF a réclamé l'attribution du prix Nobel de la paix au dirigeant sud-africain, malade, et emprisonné depuis vingt-cinq ans. Il a réitéré, « comme le réclame l'ANC », sa demande de rupture de toutes relations « avec ce régime monstrueux » d'Afrique du Sud.

Le dirigeant français s'en est pris successivement au ministre de l'économie qui préconise : « surtout pas de hausses des salaires », au ministre du travail qui « s'estimera heureux » si le nombre des chômeurs « n'augmente que de cent cinquante mille à la fin de l'année », et a dressé un « constat » sans appel : « Les choses vont plus mal. » Il a remarqué que « l'impôt sur la fortune, tel que le gouvernement le prévoit », met « le grand patronat et les commentateurs à son service (...) de bonne humeur ».

Établissant une liste de ce qui, selon lui, est possible, M. Marchais a rappelé les principales revendications sociales du PCF : SMIC à 6 000 F, 3 000 F par mois aux plus démunis, « véritable impôt sur la fortune rapportant 20 milliards de francs », diminution des loyers HLM de 10 % par une « baisse de 1 % du taux des emprunts payés aux banques par les offices », cotisation sur les revenus du capital d'un taux identique à ceux du travail, réduction de 40 milliards de francs du « budget de surarmement nucléaire ».

Le secrétaire général a affirmé que « la réintégration a commencé à reculer » tout en remarquant : « Il reste encore beaucoup, beaucoup d'efforts à déployer pour que, partout, la confiance et la combativité prennent le pas sur le découragement et la passivité. » Il a donc invité les communistes à s'engager dans la bataille des prochaines élections cantonales qui « vont être l'occasion pour toutes celles et tous ceux qui continuent à être de gauche d'exprimer leur inquiétude devant ce qui se passe depuis que François Mitterrand a été réélu, et de faire connaître leur volonté ». Pour M. Marchais, « cette inquiétude est bien compréhensible » car « la droite a été battue, et pourtant, c'est elle, et de plus en plus, qui tient le haut du pavé ».

« Une infamie »

Le dirigeant communiste a d'abord dénoncé la promotion médiatique dont bénéficie, selon lui, le président du Front national. « A l'importe quelle heure du jour et de la nuit, on entend Le Pen, les fidèles de Le Pen et les opposants légitimés à Le Pen » à la télévision. Puis

il s'en est pris vigoureusement à M. Giscard d'Estaing qui « a osé mettre sur le même plan le groupe fascisant de Le Pen et le Parti communiste ! C'est une infamie, une abjection ». M. Marchais a indiqué qu'entre le dirigeant d'extrême droite et les communistes, « il n'y a pas qu'une opposition totale d'idées et de comportements », mais « le sang des dizaines de milliers de résistants communistes torturés, déportés et assassinés par les prédateurs nazis de Le Pen ».

En revanche, a-t-il poursuivi, « entre la droite de Giscard et l'extrême droite de Le Pen, il y a un cousinage et une complicité qui se sont constamment manifestés, depuis la collaboration d'hier jusqu'aux déstabilissements rétrogrades de aujourd'hui. Il y a cinquante ans, le droit criait : plutôt Hitler que le Front populaire ! ». Atteints aujourd'hui Le Pen devant Giscard, a ajouté M. Marchais, il répond comme les siens l'ont toujours fait : supprimons d'abord le Parti communiste ! S'agissant de M. Barre, le secrétaire général du PCF a stigmatisé sa proposition de loi tendant à interdire les fusions de listes entre les deux tours des élections municipales dans les communes de plus de trois mille cinq cents habitants et il

s'est félicité du rejet de cette proposition par le premier secrétaire du PS, M. Mauroy.

A propos du gouvernement, M. Marchais a déclaré : « Tout le monde reconnaît que, dans ses grandes lignes, la politique du gouvernement de Michel Rocard prolonge celle du pouvoir présidentiel. Soulignons que le PCF avait appelé à voter pour François Mitterrand » au second tour de l'élection présidentielle et qu'il s'était montré « disponible pour participer — jusqu'au gouvernement — à la mise en œuvre d'une politique nouvelle » après les législatives. Il a regretté que le président de la République ait choisi « l'ouverture à la droite censurée pour constituer la même politique » au détriment de « l'union avec les communistes pour une politique de changement ».

En conclusion, le député du Val-de-Marne a lancé un appel appuyé en faveur du vote communiste, le 25 septembre, au premier tour des cantonales : « Pour toutes celles et tous ceux qui veulent que les choses s'orientent vers la gauche et non pas de plus en plus vers la droite, il n'y a pas d'autre moyen, là encore, pour faire entendre leur volonté, que de se rassembler dans l'action et le vote communiste. »

Draper français

« S'il est vrai que, pendant une longue période, le socialisme existait en URSS et constituait un modèle, nous avons rompu délibérément avec cela. Ce que nous voulons construire, c'est un socialisme à la française. » Cette appréciation de Georges Marchais délivrée à l'occasion de la fête de l'Humanité a trouvé sa consécration symbolique, à la veille du bicentenaire de la Révolution, à travers l'hommage spécial rendu par les dirigeants communistes au drapeau tricolore.

Dans son avertissement pour le communisme, la propagande nazie avait inventé le slogan « Communistes, pas Français ». A travers la Résistance, le PCF avait « réconcilié » l'internationalisme prolétarien illustré par la défense de l'URSS et la nation illustrée par le maquis. Le mariage entre le rouge et le tricolore explosait en feu d'artifice à la Libération en plaçant « le parti des fusillés » au premier plan sur l'échiquier politique. A contrario, tout ce qui pouvait avoir un rapport avec la collaboration — l'extrême droite en général pour ne pas le nommer — était placé au banc de la nation, frappé d'indignité nationale et écarté de

la vie politique dans l'inconscient collectif.

Les temps ont changé. Faute d'adaptation et de renouvellement, le PCF a lentement glissé à la marge électorale de la gauche française. Fort de la crise et de la période des thèmes sécuritaires, le Front national a établi des coupures aux partis établis et s'est payé le luxe de prétendre, avec un bénéfice électoral incontestable, être le seul vrai porteur de l'identité nationale. Encore faut-il remarquer que Jean-Marie Le Pen n'a pas encore déployé tout son argumentaire contre le marché unique européen promis pour 1993. Sur ce terrain, le PCF a engagé le fer dans le même sens depuis de nombreux mois.

Il n'est pas indigne de remarquer que le drapeau tricolore estampillé 1789 par les communistes flotte aussi sur des terres conquises par l'extrême droite. Le secrétaire général n'effraie-t-il pas lui-même que les « promesses non-tenues » après 1981 ont fait la bonne fortune de l'extrême droite. Il s'agit donc bien de reconquérir un électoral qui, à bien comprendre Georges Marchais, voulait plutôt communiste ou socialiste... avant.

Dans cette offensive, le drapeau national se doit-il de prendre le pas sur le drapeau de la révolution internationale ? La fête de l'Humanité a donné la réponse elle-même en s'offrant, de plus, un clin d'œil au « producteur français ». Les dirigeants communistes ont inauguré le « drapeau français » avec le drapeau d'Yves Saint Laurent. Certes, il y avait là une volonté de renouer avec une tradition tombée en désuétude, acceptée sur le plan musical : l'hommage à la culture et aux créateurs. Certes, il y avait aussi le rêve fou, et magnifiquement réus, du mariage entre le luxe et le peuple. Mais, au-delà du symbolique, d'aucuns ont pu y voir une affirmation de la défense du patrimoine national agrémenté d'un petit message politique de la même veine.

A l'heure où précisément l'Europe de 93 a risque de porter un coup à la culture des drapeaux, on peut se demander si le redressement politique de l'un, ou la percée pour l'autre, passe par la suite de l'imagination tricolore.

OLIVIER BIFFAUD.

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

La cote des peintres.
Les annonces des collectionneurs : de la peinture aux objets de collection.
Le magazine : les expositions, les galeries, les ventes.

36.15 LEMONDE

Code ARTLINE

IAE

Cadres en activité,
IAE vous propose un perfectionnement
en préparant des
DIPLOMES NATIONAUX de 3^e cycle :
formations accessibles dans
le cadre du Plan de formation de l'entreprise
ou en congé individuel de formation.

- DESS FINANCE : François LOTRIE 45.58.00.21
- DESS CONTRÔLE : Patricia BONES 45.57.28.41
- DESS SYSTEMES D'INFORMATION : Maria Josée FREMUS 45.58.00.21
- DESS DEVELOPPEMENT DE LA FONCTION PERSONNEL : Thérèse CHABLAT 45.58.00.21

ou Service Formation Continue : 45.58.02.28

* Pour les personnes non titulaires de diplôme : possibilité de valider vos acquis professionnels.

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
Université de Paris 1 - Panthéon Sorbonne
162, rue Saint-Charles - 75740 Paris Cedex 15

LE SAVOIR-FAIRE DE L'IAE

Politique

Le comité directeur du PS

Les socialistes souhaitent clore l'ouverture

« Le premier de mes devoirs est de répondre aux aspirations des forces de progrès, des Français qui, en votant pour moi, ont choisi une certaine direction pour mon pays (...). J'encourage la majorité à être majoritaire. Le centre, je trouve cela très bien. Mais je le cherche un peu. » Le 14 juillet dernier, lors de la traditionnelle interview sur TF1, ces quelques formules — parmi d'autres — du président de la République avaient montré que la saison de l'« ouverture » se terminait prématurément. Presque deux mois jour pour jour après les déclarations de M. Mitterrand, le comité directeur du PS a pris acte sans déplaisir de cette réorientation.

Il arrive que des directives présidentielles déchirent le cœur des socialistes, qui ne s'y plient qu'avec regret. Ce n'est pas aujourd'hui le cas, bien au contraire. La plupart des intervenants devant le « parlement » du PS ont emboîté le pas à M. Mitterrand avec soulagement tant il est vrai que cette manœuvre « ouverture » avait été dans les rangs socialistes un malaise qui n'avait pas de peser sur la rentrée d'automne, tout comme il avait gâté la fin des printemps et le début de l'été.

Premier intervenant, M. Henri Emmanuelli a donné le ton en rappelant que les déclarations du 14 juillet, suivies de l'adoption d'un texte dans le même sens par le bureau exécutif du PS, auraient dû « suffire à clarifier le débat » et qu'il est en tout cas aujourd'hui « souhaitable d'abréger un débat surréaliste par

bien des côtés ». M. Emmanuelli remarque au passage que à l'occasion de la préparation des élections cantonales, « les signes d'élargissement ont été rares, pour ne pas dire exceptionnels ou anecdotiques et (...) nul espace politique qui soit à la fois au centre et dans la majorité présidentielle n'est apparu ».

Au cas où cela n'aurait pas suffi, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, qui succède à son numéro deux, enfonce le clou : « Parions donc de rassembler, lance-t-il, d'élargissement de la majorité et laissons de côté l'ouverture et ses péripéties ! » Faisant les gros yeux à ceux qui, à droite, au centre et « même à gauche », veulent semer la « confusion » dans les esprits, le premier secrétaire se félicite d'un comité directeur qui balaye dans la « sérénité », l'« optimisme » et la « clarification » et affirme : « Premier parti politique de France, le PS n'a pas à se laisser imposer sa règle de l'extérieur. Le rassemblement est pour nous le moyen de faire progresser notre projet. Notre critère est celui des idées, de nos idées. » Sur le même terrain, c'est à M. Pierre Bérégovoy que revient la satisfaction d'avoir inventé la formule la plus méchante et la plus nette de la journée : « M. Méthénier a ses idées mais nous avons les nôtres et les nôtres, ont plus d'avenir que les siennes. »

Si les socialistes s'éloignent des centristes, par symétrie ils se rapprochent des communistes. Déjà, vendredi, dans les colonnes du Monde,

M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée, affirmait que « d'abord, il ne faut négliger aucune occasion pour que (...) la majorité de gauche se manifeste » dans l'hémicycle du Palais Bourbon. Samedi, M. Emmanuelli souligne que le PS n'a pas d'alliances qu'il ne se crée et qu'il apporte sa voix au chœur et « d'insurge » contre toute « analogie inacceptable entre lepnistes et communistes ».

Devent les caméras de télévision, le premier secrétaire, indigné, lance : « C'est une injure à l'histoire (...) des années 42, 43, 44, 45. On étend les idées de Le Pen ? On étend l'URSS et son armée ? C'est une injure à l'égard des citoyens et des citoyens français qui votent pour le Parti communiste et c'est une injure à l'avenir, compte tenu des changements qui interviennent sur le plan international au niveau du mouvement communiste international. On n'a pas le droit de s'exprimer de cette façon (...). On connaît les divergences entre socialistes et communistes mais nous n'acceptons pas les raisonnements trompeurs (...). Nous entendons rester fidèles à ceux qui sont dans la majorité présidentielle, nous voyons bien que le Parti communiste a sa conception de cette majorité présidentielle mais nous entendons aider le rassemblement de cette majorité présidentielle dans son élargissement en ayant toujours le souci de cet élargissement, mais en restant bien dans le cadre de cette majorité présidentielle, telle

qu'elle a été rassemblée autour du président de la République avec son contrat avec le peuple, la Lettre aux Français. »

« Un impôt socialiste »

Bon gré mal gré, les rocardiens sont sur la même longueur d'ondes. M. Gérard Fuchs reconnaît : « Il est clair (...) que notre relation avec le PC demeure particulière : pas par affinité idéologique, plus par complémentarité stratégique, mais parce que nous sommes en mesure d'ignorer les catégories que le PC influence encore. » Dans les coulisses du comité directeur, M. Alain Richard juge que, pour les élections municipales, « dans beaucoup de cas », les socialistes recommandent leur alliance avec les communistes. « Il n'y a pas à chercher ailleurs, lance-t-il, on ne va pas se cacher derrière notre petit doigt. »

Ce recentrage... à gauche trouve l'une de ses premières expressions concrètes sur le terrain parlementaire et, plus précisément, dans le débat autour de l'instauration de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Nombre de socialistes font le raisonnement suivant : le poids économique de cet impôt n'est pas très important. Il vaut beaucoup par sa charge symbolique. Il serait absurde de lui faire perdre sa principale qualité — la symbolique — par des concessions aux centristes. Certains honoraires pensent même sans le dire

tout haut qu'il vaudrait mieux, pour que cet impôt soit clairement identifié comme un impôt « de gauche », qu'il soit adopté contre les centristes, grâce au recours à l'article 49-3 de la Constitution.

Paradoxe de la politique : quatre mois après que M. Mitterrand a nommé à l'hôtel Matignon l'inventeur du « gouverner autrement », fondé sur l'idée de « convaincre » plus que sur celle de contraindre, l'ombre du 49-3 plane sur l'un des premiers grands textes du septennat, sur l'ensemble de la procédure budgétaire. Le 1^{er} septembre, devant les jeunes rocardiens des clubs Forum réunis en université d'été à Vitrolles, le rapporteur général du budget, M. Richard, affirmait sans état d'âme particuliers que le 49-3 est un instrument de « cohérence », qui pourrait être utilisé en cas de conjonction « démagogique » d'oppositions contraires. Cette hypothèse a été invoquée samedi.

Le débat sur l'ISF, devenu pour le moment un débat essentiellement social-socialiste, se présente donc de la manière suivante : maintenant que, sauf nouveau retournement de tendance, l'élargissement de l'assiette est exclue, gouvernement et députés vont discuter sur les taux. Les députés, désormais peu soucieux, on l'a vu, de ménager les centristes, vont tenter de pousser les taux vers le haut. En face, le cabinet de M. Rocard est résigné à l'idée que certains taux franchissent la barre psychologique de 1 %. Les collaborateurs de M. Rocard s'emploient à limiter les hausses, afin de dépasser le moins possible 1 %. A l'hôtel Matignon, on rappelle que l'effet psychologique du dépassement du 1 % risque d'avoir pour première conséquence la perte de 60 000 emplois dans le bâtiment.

Une situation sociale « imprévisible »

Dans la négociation qui s'annonce, il est en tout cas clair que tout ce qui ressemblerait à un « chantage au vote » de la part des centristes aura sur le groupe parlementaire du PS un effet de repoussoir. Si l'on fait choisir entre un projet adopté par le PS et le PC ou un projet voté par les socialistes et les centristes, les parlementaires PS, dans leur état d'esprit actuel, se prononceraient de deux mains pour le premier cas de figure.

Tout se passe comme si les socialistes avaient la conviction, à l'instar de leur premier ministre, de s'installer dans la « durée », en s'accommodant d'une situation politique où l'état de la droite devrait donner « du temps au temps » pour l'action de la gauche.

Quelques membres du « parlement » du PS, pourtant, ont tiré la sonnette d'alarme. Bien placés, à des titres différents, pour avoir un avis

sur la question, MM. Jean Le Garrec et Gérard Gaumé ont soulevé la lancinante question du mécontentement social.

M. Le Garrec a mis en garde ses amis contre le décalage gênant entre un gouvernement qui selon lui gouverne « bien » et n'est pas mis en cause et une réalité sociale qui ne s'exprime pas. M. Le Garrec craint que ce décalage ne se traduise par un grand vide dans les urnes lors des élections cantonales.

Ancien permanent de la CGT, M. Gaumé a succédé à M. Le Garrec pour dire qu'il faut « faire plus et plus vite sur le plan social ». M. Gaumé a souligné que les salaires ont aujourd'hui, à l'égard du PS, non plus un sentiment de confiance mais celui d'une forte attente, voire d'une impatience. Pour lui, la situation sociale est « imprévisible ». M. Gaumé a souligné la singularité, pour la gauche, d'une situation où les taux de l'ISF sont inférieurs à 1 % alors que le prélèvement de 1 % pour la Sécurité sociale a été maintenu sur les salaires.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

A Pacific FM

M. Emmanuelli critique les centristes

M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, a affirmé, le dimanche 11 septembre lors du « Grand oral » de Pacific FM, à propos des projets de gouvernement : « Il n'y a pas de désaccords fondamentaux entre le PS et le gouvernement, entre le gouvernement et les parlementaires, il y a discussion. Et il serait tout de même paradoxal que ce gouvernement dialogue avec tout le monde sauf avec les députés de sa majorité ou avec le parti dont il est issu. »

M. Emmanuelli a évoqué les récentes déclarations de M. Raymond Barre : « Je ne dis pas que M. Barre n'est pas sérieux, je dis que M. Raymond Barre a des objectifs personnels et que, s'il n'est pas sérieux, il le fait savoir. »

Le député des Landes a encore affirmé que MM. Pierre Méhaignerie et Jacques Barrot « font un parallèle entre le PC et la FN et du parti centriste ». « Je crois qu'ils seront très déçus », a ajouté M. Emmanuelli.

Pour M. Emmanuelli, l'actuel langage centriste est : « Pour nous, l'ouverture, c'est qu'il y ait des gens de gauche qui viennent à droite. » Evidemment, a précisé M. Emmanuelli, cela peut paraître sympathique, mais c'est peu réaliste.

Les députés du PS veulent être eux-mêmes

Pour séduire, en politique comme ailleurs, il y a deux stratégies. La première consiste à demander à la personne convoitée : comment voulez-vous que je sois si je veux avoir une chance de vous plaire ? La seconde est plus abrupte mais peut-être plus efficace : voilà comment je suis, à vous de savoir si je vous plait ou non.

Après avoir esquisné la première stratégie, les socialistes semblent s'orienter résolument vers la seconde, dans la perspective de la prochaine session d'automne. Fini le temps des concessions et des clin d'œil en direction du PCF ou des centristes. Les députés socialistes veulent être eux-mêmes.

Affiliés lors de la très courte session de printemps par l'absence de vingt-cinq députés sur leurs bancs (les suppléants des ministres députés qui n'avaient pas encore droit de siéger), le groupe socialiste avait dû naviguer de vue pour faire adopter les textes de loi d'immunité avait donné lieu à quelques embarras entre les chicanes centristes et communistes. Un parfum d'irrésolution avait plané dans l'hémicycle.

Aujourd'hui au complet et bien que n'ayant pas la majorité absolue, les députés socialistes veulent écarter ce mauvais souvenir. C'est pourquoi la position de M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances, exposée lors du comité directeur du PS samedi, a été écartée. Il souhaitait que le gouvernement adopte dès le départ sur chaque vote une stratégie de vote : votons l'adhésion du groupe communiste, l'abstention des centristes, etc.

Le président de la commission des finances devait finalement se rallier à la thèse majoritaire, qui a récusé une telle démarche au motif qu'elle ferait des socialistes les « otages » des autres formations.

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a d'ailleurs rappelé qu'il faudrait « une addition des contraires » (les communistes plus la droite) pour entraîner le rejet d'un texte ou l'adoption d'une motion de censure contre le gouvernement. Hypothèse difficilement réalisable dans la mesure où elle contraindrait les communistes à expliquer à leurs électeurs les raisons de leur « collusion » avec la droite. Les socialistes comptent également sur une relative bienveillance du groupe UDC qui, estimant-ils, ne souhaite pas trop se marquer à droite, notamment sur des textes comme l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et le revenu minimum d'insertion (RMI). « Ce n'est pas la peine de chercher à négocier pour récupérer quelques voix », estime M. Jean Popere, ministre chargé des relations avec le Parlement.

Cette perspective ravit M. Henri Emmanuelli, grand pourfendeur de l'ouverture. A propos de l'ISF, il y voit la garantie d'un vote d'un « impôt véritablement socialiste qui ne sera pas décredibilisé par des

concessions politiques ». L'utilisation du 49-3 (engagement de la responsabilité du gouvernement) sur l'ISF ne l'effrime pas le moins du monde. Cela permettrait de montrer que seuls les socialistes soutiennent l'instauration d'un impôt populaire à la base. Auparavant, le numéro deux du PS espère que les amendements des socialistes tendant à augmenter les taux ou à créer une tranche supplémentaire seraient acceptés par le gouvernement.

En revanche, la discussion sur l'intégration des actifs professionnels (« outils de travail ») dans l'assiette de l'ISF est désormais close. Mais plus d'un socialiste souhaitait, samedi, voir rebondir dans les années qui viennent. « C'est une cote mal taillée. Il faudra réfléchir à un impôt plus intelligent dans l'avenir », estimait M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe socialiste de l'Assemblée.

La Constitution bonne fille

Reste à savoir si les députés socialistes ont les moyens de leurs ambitions. Le risque d'une opposition conjointe PCF-UDF-UDC-RPR semble effectivement réduit à court terme. Les municipales de l'année prochaine ne devraient-elles pas voir renaitre les alliances PS-PCF de 1983 ? Des amendements socialistes ou des articles de projets de loi pourraient être bien être rejetés en séances publiques grâce au vote de la droite et de l'extrême gauche.

Heureusement, la Constitution est bonne fille avec l'exécutif. Le gouvernement dispose de certains instruments lui permettant de contourner les oppositions. Il peut utiliser le 49-3 afin de faire passer un texte sans vote, sauf si une motion de censure est adoptée. Une autre arme permettrait au gouvernement de tirer son épingle du jeu : il s'agit du vote bloqué (44-3). Cet article l'autorise à demander aux députés de se prononcer sur tout ou partie du texte en discussion en ne retenant que les amendements proposés ou acceptés par le gouvernement. Certains députés de l'opposition, bien qu'hostiles à telle ou telle disposition, pourraient toutefois se soumettre à la volonté du gouvernement en ne souhaitant pas pour autant repousser l'ensemble d'un texte.

Il faudra en toute hypothèse que les présidents socialistes des commissions suivent de très près les débats en commissions pour fermer les points névralgiques et prévoir ainsi la parade en séance publique. Si l'on en juge par l'expérience de l'ex-majorité parlementaire de 1986 à 1988, une grande vigilance et une mobilisation sans faille de tout le groupe socialiste devront être de mise pour éviter l'absentéisme, qui permettrait à l'opposition de devenir majoritaire, ou les erreurs dans le maniement des clés de vote.

PIERRE SERVANT.

Du chêne à l'orme

Au cadre austère et quelque peu dédaigné du troisième sous-sol de l'Assemblée nationale, M. Michel Rocard a préféré le calme et la verdure du parc de l'hôtel Matignon pour s'entretenir avec les membres du comité directeur. Le premier ministre, samedi, n'a donc pas participé aux travaux des députés socialistes, mais il a invité ses membres à venir déjeuner rue de Varenne, à un jet de pierre de la rue de l'Université.

Une brume de septembre voilait le ciel mais la température était douce. Le déjeuner sur l'herbe a pris les allures d'une mini-gardez-pour le moment pour quelques centaines de « happy few » presque perdus dans les vastes pelouses. Un micro avait été dressé sur le perron pour que le premier ministre s'adresse à ses invités.

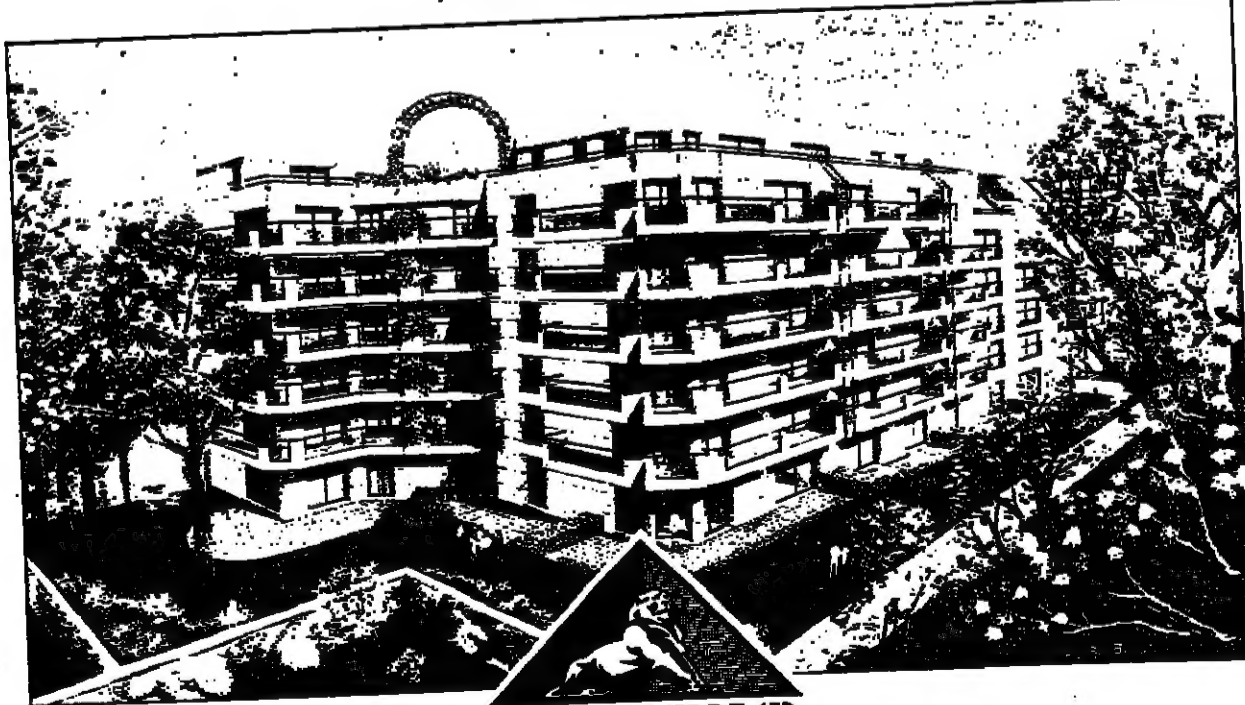
M. Rocard l'a désigné et a précisé aller de groupe en groupe, armé d'un stylo et de petites fiches où il a noté conseils, suggestions, suppliques des cadres intermédiaires du PS et des parlementaires.

Aujourd'hui premier secrétaire du PS, avant-hier premier ministre, M. Pierre Mauroy était de la fête. Il a entraîné son successeur au fond du parc de Matignon pour lui montrer combien le chêne de Hengrie que — fidèle à la tradition — il avait planté à son arrivée en 1981 — poussait vigoureusement. M. Rocard a confié que les discussions avec le chef du jardinier de Matignon vont bon train pour savoir quel arbre va planter le maire de Conflans-Sainte-Honorine pour marquer son passage.

Le premier ministre penche pour un orme : il s'agit de montrer, de façon symbolique, que, face à la « malédiction des ormes » qui décline ces arbres, on ne bâtit pas les bras. C'est, en somme, à l'échelon végétal, l'affirmation du combat de la vie. Rien n'est fait, mais M. Rocard a pris soin de se renseigner sur l'essentiel : la maladie, non contagieuse, ne pourrait pas s'étendre aux arbres centenaires du parc.

LE PIERRE 1^{er} SCHEFFER

5, rue Scheffer-Paris 16^e



GRUPE PIERRE 1^{er}

Venez retrouver le sens des valeurs au cœur du Trocadéro, dans un jardin entouré de jardins, à trois rues du pittoresque marché de Passy, à trois minutes des métros, à trois pas de la Tour Eiffel.

Le Pierre 1^{er} Scheffer réunit tous les avantages de sa situation exceptionnelle : le calme de son jardin et son ensoleillement,

la sécurité, le luxe des prestations et la qualité technique de la construction.

Une résidence de prestige, de 30 appartements où les 4/5 pièces sont des espaces privilégiés.

Bureau de vente : 3, avenue du Président Wilson - 75116 PARIS - Tél. 47.20.18.16

MONSIEUR ARAFAT, LES FRANÇAIS VOUS ATTENDENT !

Demain à Strasbourg, lorsque pour la première fois vous poserez le pied sur le sol de France, les Français se souviendront.

Ils se souviendront des morts et des blessés de la rue Copernic, de la rue Marbeuf, de ceux de la Galerie Point Show, de ceux de la rue de Rennes.

Ils se souviendront des souffrances des otages de l'avion d'Air France d'Entebbé, des morts cet été sur le «City-of-Poros».

Demain à 12 heures, à Strasbourg et dans toute la France, les Français se souviendront que tous ces attentats sont restés impunis.

Monsieur Arafat, vous êtes sûrement très bien, très très bien placé pour aider la justice française à identifier ces terroristes et les faire condamner pour ces crimes.

N'oubliez pas, Monsieur Arafat, les Français attendent.

C.R.I.F.

Conseil Représentatif des Institutions Juives de France
19, rue de Téhéran - 75008 PARIS



Politique

La préparation du référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

L'opposition reste partagée sur l'appel à voter « oui »

Le débat reste très ouvert, à l'instar de l'opposition, et en particulier au RPR, sur l'opportunité d'appeler à voter « oui » au référendum du 6 novembre prochain sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Selon M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, « personne ne peut préjuger ce que sera la position du RPR. Les trois hypothèses — le oui, le non et l'abstention — restent ouvertes, affirme l'ancien ministre de l'Intérieur dans une interview publiée le 11 septembre par le Journal du dimanche, et nous savons que notre décision sera l'œuvre de consensus ». M. Pasqua estime notamment que dans le projet de loi référendaire figurent « deux dispositions manifestement contraires à la Constitution qui risquent de créer des précédents redoutables » : « Une discrimination entre les électeurs selon la date de leur installation en Nouvelle-Calédonie » et « les conditions dans lesquelles l'immunité pourrait être accordée

aux auteurs de crimes de sang », ce qui serait dit M. Pasqua, « une très grave violation dans le droit français ». Réflexion faite, le président du groupe RPR du Sénat croit donc qu'« il n'y a pas de majorité au RPR pour appeler à voter « oui » ».

M. Michel Noir, député RPR du Rhône, est d'un avis tout à fait différent. Selon lui, « beaucoup de choses laissent supposer que le « oui » l'emportera » lors de la réunion, mercredi, du comité central du RPR qui fixera la position du mouvement. L'ancien ministre du Commerce extérieur souligne qu'il ne voit « pas très bien comment le RPR pourrait désavouer le RPCR », qui ont signé les accords de Matignon, et il veut retenir surtout que sur le territoire « les Français ont choisi de se mettre d'accord plutôt que de s'assassiner ». M. Noir rappelle que le référendum est « une invention gaulliste » : « Nous serions les plus mal placés, n'est-ce pas dimanche au « Forum FR2-

RMC », pour dénoncer cette utilisation (...). Si l'on ne veut pas qu'il y ait récupération de ce référendum par les socialistes, il faut le serrer sous le « oui ». A 95 %, ce n'est pas M. Rocard ou quiconque qui aura gagné, ce sera la France ».

Le secrétaire général du Parti républicain, M. François Léotard, qui était dimanche l'invité du « Grand Jury RTL-le Monde », a exprimé les mêmes réserves que M. Pasqua, mais sans se prononcer clairement sur ses intentions de vote. « La question n'est pas tellement de savoir quel est l'intérêt de M. Rocard ou de M. Mitterrand, c'est quel est l'intérêt de la France ? Je ne suis pas sûr que ce soit la disparition totale de toute présence française dans le Pacifique, ce que je crains (...). Notre devoir est de prendre date, de réviser certains arguments lorsqu'ils sont anti-constitutionnels et de dire : faites attention... ».

Un choix retardé par l'embarras

Le « piège » calédonien est un instrument à multiples et successives détenteurs. Celle qui se déclenche en ce moment est de nature constitutionnelle. Elle est constituée par le projet de référendum, qui provoque dans l'opposition un embarras grandissant. Aussi bien au Parti républicain qu'au RPR aucune attitude n'est encore définitivement arrêtée. Les fluctuations s'amplifient même entre les différentes réponses à apporter au référendum du 6 novembre. Ces hésitations sont désormais telles qu'il se pourrait bien que le PR et le RPR ne suivent pas l'exemple du CDS, qui s'est déjà prononcé en faveur du « oui ».

Le parti de M. Léotard comme celui de M. Chirac pourraient se donner un délai supplémentaire de réflexion et attendre au moins les premiers jours d'octobre pour fixer leur choix après que le conseil des ministres aura publié le projet de loi et le texte de la question.

Ces deux formations de l'opposition sont ainsi plus réservées qu'elles l'étaient la semaine dernière, où il semblait que le « oui » progressait dans leurs instances dirigeantes. C'est en raison des contacts pris par leurs responsables avec leurs cadres, avec leurs militants et aussi avec leurs électeurs qu'un frein est venu à leur progression qui devait aboutir à un vote résigné et conditionnel, mais positif.

Ainsi M. Léotard, secrétaire général du PR, qui, lors des journées d'étude de son mouvement, à Chamonix, penchait très nettement vers le « oui », multiple-t-il maintenant les interrogations et les restrictions qui constitueraient, prises au pied de

la lettre, autant de raisons de ne pas approuver le texte du gouvernement. Le comité central du RPR, qui se réunit le mercredi 14 septembre, pourrait, lui aussi, fort bien se terminer sans qu'une décision soit formellement arrêtée, contrairement à ce qui était envisagé la semaine dernière. M. Chirac, qui, à La Baule, semblait pencher vers l'abstention, a ensuite réuni à Paris plusieurs instances de son mouvement — comité d'orientation et bureau politique — qui lui ont permis de constater qu'aucune majorité ne se dégageait en faveur d'une attitude précise.

A l'issue du bureau politique du 8 septembre, après l'exposé d'arguments opposés, il a même reconnu que, « de toute façon, il n'y a pas de bonne solution ». Il souhaite donc que la plus large discussion se déroule au comité central et que toutes les opinions s'expriment en une sorte de défilément.

Cinq solutions

Ce pourrait être l'occasion de le faire pour les partisans du « non », puisqu'ils n'ont pas eu encore de porte-parole dans les instances dirigeantes, bien que M. Pasqua s'en soit pas éloigné. Or ce courant existe bel et bien au sein du RPR. Il comprend tous ceux qui ont été convaincus — grâce notamment à la politique de gouvernement Chirac entre 1986 et 1988 — que la Nouvelle-Calédonie doit demeurer dans l'ensemble français. Ceux-là ne comprennent pas le changement d'attitude des dirigeants du RPCR qui ont signé les accords de Matignon.

Se joignent à eux ceux qui sont convaincus que ces accords seront utilisés par le gouvernement pour faciliter l'accession de la Nouvelle-Calédonie à l'indépendance. Ils ne voient pas comment le RPR pourrait désavouer le RPCR, qui ont signé les accords de Matignon, et ils veulent retenir surtout que sur le territoire « les Français ont choisi de se mettre d'accord plutôt que de s'assassiner ». M. Noir rappelle que le référendum est « une invention gaulliste » : « Nous serions les plus mal placés, n'est-ce pas dimanche au « Forum FR2-

Ceux qui répugnent à mêler leur « non » à celui qu'exprimera le Front national penchent vers l'abstention. Ils estiment aussi que cela éviterait d'insulter au RPCR un dévoué trop flagrant.

Cette solution, qui semble avoir les préférences de M. Chirac, mais aussi de M. Juppé ou encore de M. Messmer, est cependant jugée insatisfaisante par les partisans du « oui ». Ceux-là sont divers. Les « rénovateurs » ne peuvent pas tous être classés parmi eux, puisque M. Julia, ancien délégué aux DOM-TOM, est pour l'abstention, contrairement à MM. Séguin, Noir, Carrière, Chaban-Dehmas et à M. Barzach, notamment. S'ils saluent la méthode de M. Rocard pour « réconcilier les deux communautés », ils affirment que l'« abstention » n'est pas un comportement gaullien, et ils trouvent que l'occasion serait mal choisie pour le RPR de se différencier des autres formations de l'opposition sur ce sujet. Ils

admettent toutefois que ce dernier argument perd de sa force si l'UDF elle-même est divisée entre ses composantes sur le vote à émettre. Entre ces trois options, beaucoup hésitent donc toujours, et leur choix est encore loin d'être fait.

Au « non », à l'abstention et au « oui », deux autres options s'offrent encore au RPR — et au PR — qui ont déjà des partisans : le « oui, mais » — bien que, comme l'auparavant de Gaulle à M. Giscard d'Estaing, inventeur de la formule en 1967, « on ne gouverne pas avec des mais », — c'est-à-dire une approbation assortie de réserves destinées à la fois à éclairer les électeurs et à prendre date pour un avenir jugé incertain. Reste enfin une sorte de « oui, si vous voulez » (?), qui consisterait à présenter les arguments en faveur de l'accord, à souligner les objections qu'il soulève et à en définitive à laisser chaque électeur libre de son choix. Après tout, faut remarquer que les partisans de cette solution, le référendum tel que l'a voulu de Gaulle était un dialogue direct entre le président de la République et le peuple sans les intermédiaires institutionnels que sont le Parlement et les partis politiques. Pourquoi ne pas restaurer ce face-à-face singulier ? Quelle que soit la décision que prendra le RPR, celle-ci ne sera pas suivie à la lettre par tous. D'autant plus qu'en matière de scrutin référendaire il n'existe aucun moyen de contrôler l'application des consignes de vote.

ANDRÉ PASSERON.

Le FLNKS entérine le plan Rocard

Nourrie de notre correspondant

Au terme d'un marathon de dix semaines de consultations internes, l'affaire est définitivement bouclée : le FLNKS, réuni en convention le samedi 10 septembre, près de Houailou, a « entériné », selon les termes de la motion finale, le plan Rocard sur l'avenir de l'archipel.

Il est vrai que la conclusion, le 20 août à Paris, des accords de Matignon et de la rue Oudinot, par une délégation reflétant la pluralité des courants au sein de la coalition (Union calédonienne, Palika, UPM, USTKE), ne laissait guère de doute sur le succès de la ligne modérée préconisée par M. Jean-Marie Tjibaou. Il ne restait plus qu'à formaliser le compromis, ce qui fut fait avec l'imprimatur officiel, délivré ce week-end par la convention du mouvement.

Le texte de la motion ne s'est toutefois pas privé de souligner les carences, selon les indépendantistes, des propositions de M. Rocard, dont le plan « n'offre aucune garantie au FLNKS sur le plan de sa revendication fondamentale » et illustre, affirme la motion, « le refus du gouvernement français de s'engager vers une politique reconnaissant le droit légitime et actif du peuple kanak à l'indépendance ».

Seul le Front uni de libération kanak (FULK), composante minoritaire dirigée par M. Yann Célestin Ureget et localisée surtout aux îles Loyauté, a réservé son avis. Au-delà du débat de fond, le rôle de franc-tireur entretenu par le FULK renvoie à un lancinant contentieux entre M. Ureget et l'Union calédonienne de M. Tjibaou, relevant autant de divergences idéologiques que de querelles de direction.

Le conflit avait placé le FLNKS au bord de l'écroulement en 1987, lorsque M. Ureget avait été destitué de son poste de « ministre des relations extérieures du gouvernement provisoire de Kanaky » en raison de

ses affinités avec la Libye. Depuis, le FULK avait pris le contre-pied systématique des positions de l'Union calédonienne, allant même jusqu'à freiner la mobilisation déclenchée contre le statut Pons par les partisans de M. Tjibaou, à l'origine des troubles d'Ouvéa et de Canala.

Le « cas Ureget »

M. Ureget réclame, en échange de sa bonne volonté, sa « réintégration au poste de vice-président du gouvernement provisoire et de ministre des relations extérieures », sans cacher, au demeurant, qu'une telle « réhabilitation impliquerait » la « réévaluation des liens avec la Libye ». Si la coalition ne peut totalement faire l'impasse sur le « cas Ureget », ce n'est pas tellement en raison de la crainte de dérapages provoqués par le FULK, groupe peu rompu au militantisme de terrain en dépit de discours maximalistes.

Dans un mouvement régi par la sacro-sainte règle du consensus océanien, le risque est donc de voir le fonctionnement de l'appareil grippé par une opposition irréductible, fût-elle ultra-minoritaire. C'est dire le casse-tête auquel est confronté le FLNKS.

Le « cas Ureget » n'ayant pu être tranché ce week-end à Houailou, son examen est renvoyé au prochain congrès du Front, les 3 et 4 décembre à Hienghène. Cette nouvelle échéance, consacrée à la « restructuration » du mouvement, dans la perspective du futur cadre fédéral, devrait être décisive, dans la mesure où elle pourrait prononcer l'incompatibilité de postes à la tête de la coalition et de responsabilités au sein des futures provinces. Une question est déjà sur toutes les lèvres : M. Tjibaou choisira-t-il la présidence du FLNKS ou celle de la province nord ?

FREDERIC BOBIN.

fondation saint-simon

SEMINAIRES 1988/1989

- Où va la société française ?
Animateur général : Laurent Joffrin
- Vers un nouveau modèle de relations sociales
Animateur général : Martine Aubry
- L'évolution du paysage politique français
Animateur général : Jean-Claude Casanova
- La révolution de 1789 et nous
Animateurs généraux : François Furet et Rian Halévi
- La France et sa justice
Animateur général : Jean-Denis Bredin
- Les nouvelles technologies
Animateur général : Gérard Jorland

Ces séminaires s'adressent à un public motivé par un enseignement pluridisciplinaire de haut niveau consacré aux problèmes du monde contemporain. Ils se déroulent soit sur un rythme de séances hebdomadaires de deux heures, soit sous forme de journées complètes.

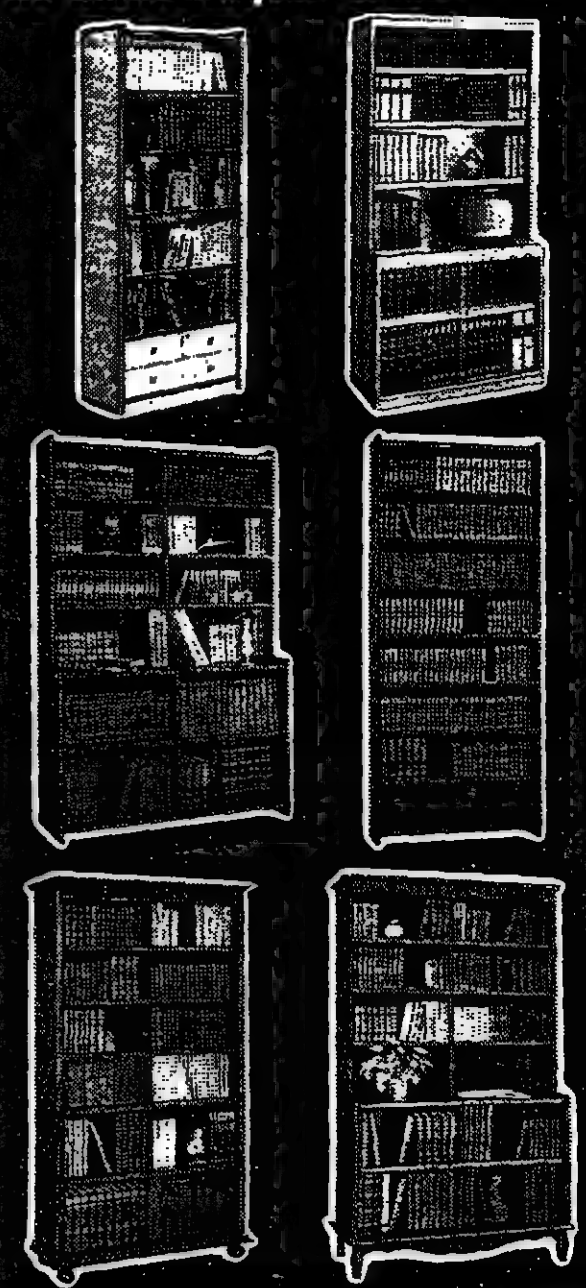
Pour tous renseignements, écrire ou tél. à :
fondation saint-simon
91 bis, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
Tél. : (1) 42.22.38.52 & (1) 42.22.29.95

La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX
PARIS 14^e

RÉGION PARISIENNE, ARPAJON (200 m avant carrefour Arpaion centre)
13, Route Nationale 20
Tél. 64 90 05 47

Le plus grand choix de bibliothèques individuelles



JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES,

SANS AUCUNE FIXATION MURALE, DONC DÉMONTABLES ET DÉMÉNAGEABLES A VOLONTÉ.

pour former des ensembles à la mesure de vos besoins, de l'espace dont vous disposez et de votre budget.



14 LIGNES ET STYLES

DEMANDEZ LE CATALOGUE COMPLET EN COULEURS.

GRATUIT

Vous y trouverez tous les modèles, hauteurs, largeurs, profondeurs... et plus.

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PROFESSION _____

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75000 PARIS CEDEX 14

OU PAR 24 h/24 : (1) 43.20.73.33

MO41

هكذا في الأصل

**JC DECAUX
A BEAUBOURG**

Les maires français
ont du talent
et nous prouvent
grâce à Beaubourg
que de la rue au musée
il n'y a qu'un pas.
Nous témoignons
avec trois générations
de créateurs
tels ceux de Airbus,
Bic, Citroën,
Knoll, Renault
que la beauté a un sens.
Rendez-vous
au Centre Pompidou
jusqu'au 26 septembre 1988.
Design Français 1960-1990,
trois décennies.
Nos mobiliers exposés :
la signalisation
lumineuse Brasilia,
l'abri Murano
le "Mupi Médium"
d'information
le sanitaire public.

JC DECAUX. MOBILIER URBAIN. 20 ANS DE DESIGN

Com

experts de finis

Marché son at

de la Cinq

Politique

Les législatives partielles dans l'Oise Un premier tour favorable au RPR

M. Olivier Dassault et M. Jean-François Mancel, les deux candidats RPR soutenus par l'UDF, arrivent en tête respectivement dans la première et la deuxième circonscription de l'Oise au premier tour des législatives partielles organisées dimanche 11 septembre.

Au lendemain du premier tour des législatives du 5 juin, la commission départementale de recensement des votes avait annulé les

20 599 voix obtenues par M. Walter Amallem (PS) et les 15 375 voix recueillies par M. Guy Vadepiet (PS) par ce que sur leurs bulletins de vote le mot « suppléant » figurait « après » et non « avant » le nom de leur remplaçant éventuel. La commission donnait ainsi raison aux candidats de l'URC, M. Guy Desessart et M. Jean-François Mancel, en les déclarant élus. Les deux candidats socialistes présentaient un recours

devant le Conseil constitutionnel, qui, le 21 juin, annula le scrutin dans les deux circonscriptions.

Dans la circonscription de Beauvais-Nord, M. Olivier Dassault réalise un score bien meilleur que celui de M. Guy Desessart : bien qu'il y ait eu 3 209 suffrages exprimés de moins que le 5 juin (pour un taux d'abstentions qui est passé de 28,67 % à 33,15 %), M. Dassault obtient 3 234 voix de

plus que M. Desessart et il gagne plus de dix points de pourcentage (passant de 8,81 % à 6,98 %). Pour une part, cette progression s'explique par l'effondrement du Front national, dont le candidat perd 2 908 suffrages et six points de pourcentage (2,95 % au lieu de 8,96 %), et par une moindre mobilisation de la gauche, dont les deux composantes enregistrèrent de nets reculs.

Alors que le 5 juin M. Desessart était devancé de 3 041 voix par M. Amallem, ce dernier compte cette fois 3 180 suffrages de retard sur le petit-fils de Marcel Dassault. Le maire socialiste de Beauvais recueille 2 987 voix de moins que le 5 juin, perdant ainsi qu'en partie due à la présence d'un candidat écologiste absent en juin. Son recul en points de pourcentage est équivalent (- 3,61 points) à celui du candidat obtient 1 897 suffrages de moins qu'en juin. M. Amallem obtient 40,44 % des exprimés contre 44,05 % en juin, et M. Aury, 5,75 % au lieu de 9,41 %.

Dans la circonscription sud, l'abstentionnisme a été plus fort que dans la première circonscription et qu'en juin : 40,75 % au lieu de 28,67 %. Avec 6 394 suffrages exprimés de moins, les extrêmes régressent : la

candidate communiste perd 1 296 voix et 1,83 point de pourcentage (passant de 8,81 % à 6,98 %), celle du Front national 2 451 voix et 4,74 points de pourcentage (passant de 9,59 % à 4,85 %).

Les deux principaux candidats, qui siégeaient dans la précédente législature, enregistrent également un déficit en voix (- 311 aux dépens de M. Vadepiet, PS, et - 2363 à ceux de M. Mancel,

RPR). Toutefois, en pourcentage, ils améliorent leur position : + 4,85 points pour M. Mancel. Si M. Vadepiet a réduit l'écart, il n'en compte pas moins dix points de retard sur le candidat RPR (39 % contre 49,05 %).

A. Ch. et J.-M. D.

Une élection sénatoriale partielle

ALPES-MARITIMES : M. Giney (div. d.)

Inscr., 1 578 ; vot., 1 530 ; suffr. expr., 1 508. MM. Charles Giney, div. d., cons. gén., maire de Péone-Valberg, 1 181 voix, ELU ; Louis Fiori, PCF, cons. mun. de Nice, 166 ; Pierre Joellet, sout. PS, cons. mun. de Nice, 137 ; Henri-Philippe Goby, div. d., 24.

[Sont élus par la majorité départementale, M. Giney a, sans surprise, remporté cette élection sénatoriale partielle, organisée à la suite de l'élection à l'Assemblée nationale en juin dernier de M. Pierre Mérit, maire (UDF-réa.) d'Antibes. Homme de confiance de M. Jacques Médecin, maire (RPR) de Nice, le maire de Péone-Valberg a recueilli, dès le premier tour, 78,31 % des suffrages. A gauche, le candidat socialiste, ancien bâtonnier de l'Ordre des avocats de Nice, qui a obtenu 9,08 % des voix, a perdu son pari en arrivant derrière le représentant du PCF, alors qu'il souhaitait le devancer. En recueillant 11 % des suffrages,

M. Fiori a, pour sa part, gagné le sien, à savoir franchir la barre des 10 % des suffrages exprimés.

Né le 12 mai 1922 à Guillaumes, dans le haut pays des Alpes-Maritimes, M. Giney entre au Sénat après une longue carrière d'homme local consacrée au développement de l'économie montagnarde. Ancien élève de l'école normale d'instituteurs de Nice, il a d'abord exercé le métier d'enseignant. Il est maire de Péone-Valberg depuis 1959, conseiller général du canton de Guillaumes depuis 1961, et premier vice-président de l'Assemblée départementale des Alpes-Maritimes depuis 1983. M. Giney, qui n'est toujours rangé sous la bannière du Rassemblement républicain de M. Jacques Médecin, maire de Nice, dont il est un fidèle, décline également de nombreuses présidences dont celles du conseil d'administration du parc national du Mercantour, de l'Association des maires des Alpes du Sud, et de l'Union départementale des offices de tourisme et des syndicats d'initiative des Alpes-Maritimes.]

Communication

La préparation de la loi sur l'audiovisuel

Les sept experts définissent le Haut Conseil de la communication

La première phase de la consultation imaginée par le gouvernement pour la préparation du projet de loi sur l'audiovisuel arrive à son terme. Les sept experts, nommés le 4 juillet par M. Jack Lang et M. Catherine Tasca, ont en effet achevé le principal de leur mission et formulé leurs propositions. Une réflexion synthétisée dans une note d'orientation qui, sans préfigurer le texte du projet qui sera soumis, débute octobre, au conseil des ministres, en constitue une sorte d'exposé des motifs et dévoile l'architecture du Haut Conseil de la communication chargé de remplacer la CNCL.

La méthode s'est voulue en tous points originale : trois juristes (MM. Jean Rivoire, Pierre Avril et Jean Gicquel), quatre professionnels (M. Daniel Delorme, M. François Giroud, M. Pierre Desgranges et Claude Sentilli) se sont réunis, l'espace d'un été, à un cabinet ministériel avec mission d'écouter, de réfléchir et de proposer. Dans l'esprit du gouvernement, ce n'est pas une enquête commission chargée d'un immense rapport : simplement un groupe de personnalités directement associées au travail du ministère de la communication. Les réunions avaient lieu rue Saint-Dominique, au siège même du ministère, en présence d'un ou de plusieurs membres du cabinet, parfois de M. Catherine Tasca elle-même.

Une centaine de professionnels (de M. Gabriel de Broglie, président de la CNCL, aux nombreux représentants syndicaux) ont donc été

auditionnés par le groupe. Ils étaient alors entendus sur quatre questions principales : le rôle, les pouvoirs et les conditions de nomination de la future autorité de l'audiovisuel, tout en restant libre d'évoquer d'autres problèmes du secteur. C'est de la synthèse de ces auditions, des réflexions personnelles des experts (parfois notifiées par écrit) et des discussions avec le cabinet et le ministre, qu'est née une note d'orientation. Rédigée par M. Bertrand Delcroix, conseiller technique auprès de M. Tasca et secrétaire de la commission, elle constitue une première étape avant la rédaction définitive du projet de loi réformant la CNCL. Car ce n'est qu'en octobre qu'on pourra apprécier la réalité de l'apport des « sept » au travail de M. Lang et de M. Tasca. « L'heure de vérité, dit avec lucidité un expert. Nous savons alors si la commission a servi ou non d'alibi. Ce que je ne crois pas. »

Le texte, annoncé en tout cas les membres du groupe, ne réserve pas de surprise majeure. Le pouvoir, il d'ailleurs ? Il n'avait pas vocation à réformer l'ensemble du système audiovisuel, mais à en changer la clé de voûte : conformément aux vœux du président de la République, il devait faire preuve de réalisme, tenir compte des expériences précédentes de la Haute Autorité et des règles déjà définies. Enfin, la note résulte forcément d'un compromis entre les « sept ». Entre les « sept » et le cabinet.

Deux questions d'évidence se sont imposées à la réflexion du groupe : celle touchant à la composition du futur Haut Conseil de la communication, celle touchant à ses pouvoirs. Une exigence : l'indépen-

dance. Une nécessité : la cohésion. D'accord pour réduire le nombre des membres (de treize on passera à sept ou à neuf), les experts se sont efforcés de trouver un système qui, selon l'expression de l'un d'eux, efface les étiquettes et libère les « sages » de celui qui les a nommés. Plus de représentativité politique, de tel ou tel grand corps de l'Etat, de telle ou telle profession... les futurs membres, y compris leur président, devraient, estimant les « sept » unanimes, être nommés en bloc par le chef de l'Etat, après concertation — et, espèrent-ils, avec un consensus — avec les présidents des deux Assemblées. Un système inspiré de celui qui existe en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Le mandat des membres devrait être raccourci (revient de neuf à six ans), et des dispositions devraient être prises pour faciliter leur réélection en fin de mandat.

Les échéances européennes

La question des pouvoirs du Haut Conseil était une autre affaire. Jusqu'où étendre ou restreindre son champ d'investigation ? Et quel partage avec les pouvoirs publics ? Sans doute, l'exclusion du cinéma du champ de compétence du futur conseil semblait aller de soi. Mais les experts ont réfléchi, non sans ironie, la répartition des compétences internationales (relatives aux échanges européens) ne devrait pas être confiée à l'Etat des exécutifs techniques et administratifs encore renforcés, et de moyens importants pour remplir sa mission.

Une mission qui ne doit, en aucun cas, se limiter à un rôle de gendarme et de surveillance mécanique du respect des cahiers des charges et de la comptabilité des quotas. Un système simple, réducteur, ont estimé les

« sages », et qui se révèle facile à contourner. « Qu'elle est culturelle la télévision à 3 heures du matin ! » Les relations entre le Haut Conseil et les chaînes privées doivent être transformées, devenir plus adultes, individualisées. D'où l'idée nouvelle de « contrats-programmes » passés entre l'instance et les sociétés privées autorisées. Des contrats qui viendraient se substituer à la notion actuelle de cahier des charges et dont la violation serait beaucoup plus facile à sanctionner. C'est un des points sur lesquels les juristes ont le plus travaillé. « Et c'est notre seule vraie bonne idée », commente un expert.

Mais après s'être penchés pendant deux mois sur le paysage audiovisuel français, les « sept » ne pouvaient en rester là. Plusieurs questions essentielles en suspens, desquelles dépendent la place et le cadre qui sera mis en place et l'avenir de la production audiovisuelle et de la télévision française : tous regrettaient notamment de n'avoir pu traiter des problèmes économiques et des ressources du secteur public. En revanche, en accord avec le ministre, ils ont annexé aux treize pages de la note d'orientation une liste de points sur lesquels ils souhaitent attirer l'attention du gouvernement : les structures et missions du FR 3 ; le devenir de la société française de production ; la place et les ressources de la chaîne culturelle (la SEPT) ; la séparation de la production et de la diffusion ; les problèmes de concentration et d'intégration verticale ; le remboursement par l'Etat des exonérations de redevance, ainsi que les coupures publicitaires.

Fin, donc, de la première étape. Mais les experts se tiennent associés jusqu'au bout à l'élaboration du projet de loi définitif et aux consultations politiques qui vont maintenant s'engager.

ANNICK COJEAN et PIERRE-ANGEL GAY.

Fondateur de « la Nouvelle République du Centre-Ouest »

Pierre Archambault est décédé

M. Pierre Archambault, fondateur du quotidien régional la Nouvelle République du Centre-Ouest dont il était président d'honneur, et président de la Confédération de la presse française depuis 1971, est décédé le jeudi 8 septembre dans l'après-midi à Tours, des suites d'une longue maladie.

Il fut longtemps une des figures marquantes de Tours et de sa région, le quotidien du Centre-Ouest régnant sans conteste sur une demi-douzaine de départements. Petit homme trapu aux sourcils noirs, il s'est efforcé de défendre les intérêts de la presse régionale, rappelant que son influence, en termes de lecteurs, dépassait celle de la presse nationale. A la tête du SNPQR (Syndicat national de la presse quotidienne régionale), il a défendu cette tâche pendant vingt ans auprès des plus hautes autorités politiques. Ces dernières années, il avait dû progressivement « passer la main », laissant à de plus jeunes le soin de faire prospérer « son » journal.

[Né le 24 juin 1912 à Tours (Indre-et-Loire), M. Pierre Archambault débute sa carrière en 1927 à l'agence Havas de sa ville natale. Correspondant à Tours de l'Ami du Peuple, puis collaborateur de l'Avenir de Touraine, il rejoint en 1931 les éditions Mame. Rejoignant pendant la Seconde Guerre mondiale au sein du réseau « Libération Nord », il est adjoint au maire de Tours en 1944, année où il participe avec M. Jean Mermier à la fondation de la Nouvelle République du Centre-Ouest. Il en sera directeur général, puis vice-président du directeur à partir de 1972, et enfin président d'honneur. Parallèlement, M. Archambault est administrateur du Syndicat des quotidiens régionaux en 1946, puis vice-président du Syndicat national de la presse quotidienne régionale, il présidera cet organisme pendant vingt ans. Président de la Confédération de la presse française depuis l'administration de l'ORTF en 1964 et 1972, et siège au conseil supérieur de l'Agence France Presse de 1974 à 1989, puis de 1971 à 1985. Titulaire de nombreuses décorations françaises et étrangères, M. Pierre Archambault était commandeur de la Légion d'honneur et médaillé de la Résistance.]

La programmation des films à la télévision

La CNCL durcit son attitude vis-à-vis de la Cinq

« Cette attitude ne saurait être tolérée par la Commission nationale », dans une lettre adressée au directeur délégué de la Cinq, M. Philippe Ramond, la Commission nationale de la communication et des libertés hausse le ton pour obtenir de la Cinq qu'elle s'aligne sur le régime des autres chaînes et cesse immédiatement de diffuser quatre films par semaine à 20 h 30. Déjà, par téléx du 31 août, la CNCL avait solennellement demandé à la Cinq de se conformer à l'attitude des autres chaînes, qui limitent leur programmation cinématographique à deux longs métrages à 20 h 30. Mais la Cinq avait simplement répondu par un communiqué de presse en indiquant qu'elle ne modifierait sa programmation d'œuvres de cinéma qu'à compter du 1^{er} octobre prochain. Réponse réitérée lors de l'audition de la Cinq devant la commission « cinéma-télévision » de la CNCL, présidée par M. Gendreau-Massoloux.

Visiblement, la CNCL n'est pas satisfaite de ce délai. Elle note que « ce comportement est directement contraire aux intérêts de très court terme de la société, puisque le rythme de programmation d'œuvres

cinématographiques depuis le 1^{er} mars dernier, début du second exercice de la Cinq, est tel que la chaîne, pour respecter le plafond annuel de 144 films diffusables à 20 h 30, devra cesser de programmer des films en début de soirée dès le mois de janvier, soit deux mois avant la fin de son second exercice ».

Et la CNCL ne s'en tient pas à cette menace : « Au cas où la Cinq persisterait dans son attitude, la CNCL ne manquerait pas d'en tirer les conséquences qui s'imposeraient sur le plan pénal. Elle est dès maintenant amenée à adapter l'appréciation globale de l'exploitation de la chaîne au comportement de celle-ci ».

La CNCL durcit sa position à la veille de la parution du décret modifiant les conditions de programmation des films. Ce texte, annoncé au début de l'année par l'ancien ministre de la culture, M. François Léotard, limite à deux le nombre de films programmables à 20 h 30. Le projet de décret a été examiné la semaine dernière par la CNCL, qui a rendu un avis favorable.

M. C. L.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness - San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration
Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P...
Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

2^e CYCLE Intensif : Cours spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sélections : European University of America
17-25, rue de Chaillet (Métro Mairie), 75116 Paris - (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America - San Francisco - California

LES INFORMATIONS DE L'AGENCE FRANCE-PRESSE SUR MINTEL

accès direct, sans abonnement ni code confidentiel, aux dépêches des 6 derniers mois dès le lendemain de leur diffusion.

AFP-PRO

POUR RETROUVER une déclaration les résultats du dernier de Ronald Reagan rit d'Ariane

TAPER
REAGAN ARIANE

CONSULTER les titres de toutes les dépêches concernées

VISUALISER

le texte des dépêches sélectionnées

AFP-PRO SUR MINTEL
36.29.36.19 + CONNEXION

مكتبة من الأصيل

Société

TRANSPORTS

Une ligne Saint-Denis-Bobigny en 1992

Le tramway reprend du service dans la région parisienne

A la fin de 1992 au plus tard, la gare de Saint-Denis et la préfecture de Bobigny, distantes de 9 kilomètres, seront reliées par une ligne de tramway. L'Etat, la région Ile-de-France et le département de la Seine-Saint-Denis ont choisi, pour assurer cette liaison en rocade, un moyen de transport abandonné depuis un demi-siècle en région parisienne.

C'est le 14 août 1938 qu'avait circulé le dernier tramway de Montfermeil à la gare de Raincy. Il permettait aux voyageurs, après un changement, de rejoindre La Villette. Le nouveau tramway verra le jour dans le même

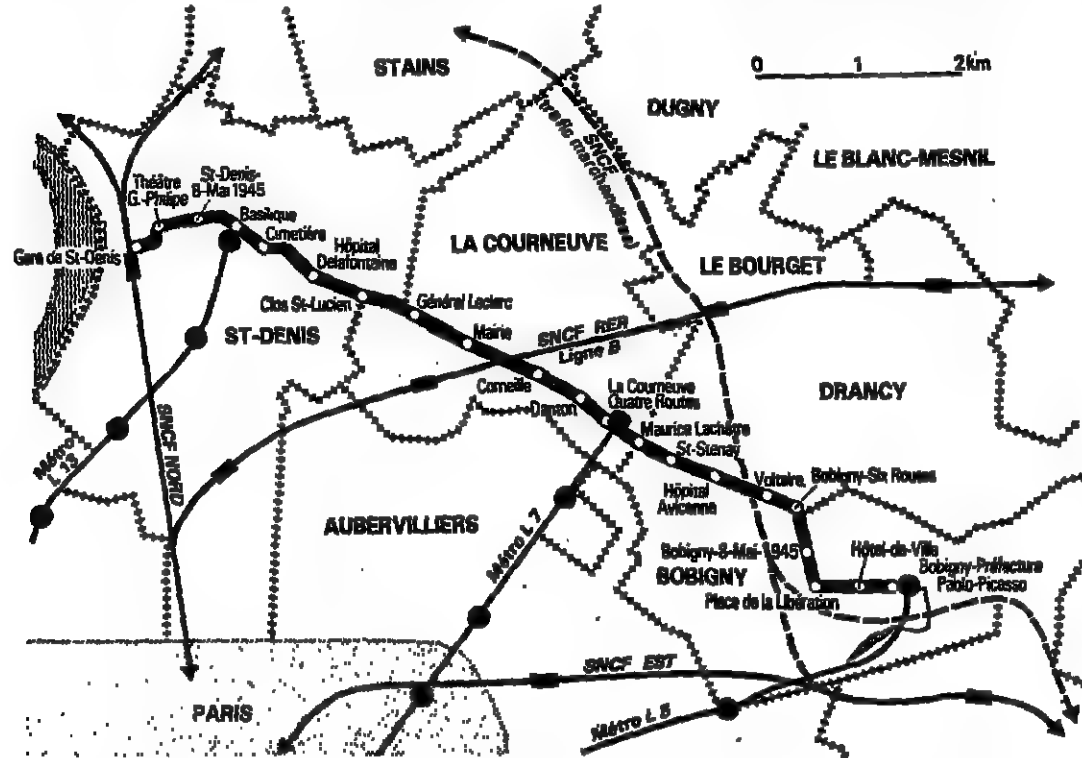
par jour qui effectuent actuellement le même trajet par différents moyens, s'en ajouteraient 23 000 attirés par les avantages de la nouvelle ligne.

Silence, progrès

Car les atouts du tramway moderne, tel qu'il fonctionne en particulier à Grenoble depuis l'an dernier et à Nantes depuis quelques années, sont certains. Sa vitesse « commerciale » est inférieure à celle du métro : 19 kilomètres/heure contre 25 kilomètres/heure environ. Mais nettement supérieure à celle des bus, qui se déplacent à moins de 10 kilomètres à l'heure, à Paris, aux heures de pointe.

conseil général de Seine-Saint-Denis, quelque huit cent mille heures de travail aux salariés de la société Alstom et de ses sous-traitants. Le premier tramway moderne en banlieue parisienne coûtera 819 millions de francs à la collectivité. Les 605 millions nécessaires pour régler la facture des infrastructures — les autres 214 millions pour l'achat du matériel roulant — seront versés pour moitié par l'Etat, pour 42,8 % par la région et pour 7,2 % par le département.

Reste le désagrément causé aux automobilistes par un tramway qui bénéficiera de la priorité dans le cycle des feux tricolores aux carrefours. Ce problème est celui de tout transport qui recourt aux sites propres, que les voitures soient des tramways ou des



département : la Seine-Saint-Denis. La ligne sera construite le long de la nationale 186 « en site réservé », c'est-à-dire sur une partie propre de la chaussée, à l'exception des carrefours et des passages pour piétons. Sur la plus grande longueur du trajet, les deux voies courront dans l'axe de la route : sur une petite partie, elles seront sur l'un des côtés.

Les vingt et une stations seront espacées de 500 mètres. Trois d'entre elles brancheront la ligne de tramway sur le réseau du métro : Saint-Denis-Basilique, La Courneuve et Bobigny-Préfecture. La correspondance sera assurée aussi avec les lignes SNCF de la banlieue et le RER ligne B.

Selon le préfet de la région Ile-de-France et préfet de Paris, M. Olivier Philip, les études préliminaires ont coûté 15 millions par an le nombre des voyageurs qui devraient emprunter le nouveau tramway, aux 32 000 voyageurs

Les deux terminus du tramway de Seine-Saint-Denis seront reliés en vingt-neuf minutes au lieu de quarante-quatre actuellement. Les rames seront espacées par un intervalle de temps de cinq minutes aux heures de pointe.

Rapidité, régularité, mais aussi pollution quasiment nulle et investissements moins élevés que pour les transports en sous-sol, et enfin confort et silence.

Les seize rames qu'Alstom livrera à la RATP seront conçues pour des trajets de 25 kilomètres, équipées d'automatisme. Elles seront équipées d'automatisme. Elles seront équipées d'automatisme.

Les voitures auront une capacité maximum de 252 personnes chacune. Leur construction apportera, selon M. Georges Valbois, président du

autobus. Le président de la RATP, M. Paul Reverdy, estime que ce recours aux sites réservés sera de plus en plus nécessaire en milieu urbain. Les automobilistes qui s'en plaindraient devraient pas oublier que le réseau des transports en commun n'aurait en Ile-de-France que 13 % des déplacements de banlieue à banlieue.

CHARLES VIAL.

ENVIRONNEMENT

Menaçant des régions encore indemnes

Les criquets pèlerins vont envahir le nord de l'Afrique

Toutes les conditions sont maintenant réunies pour que l'invasion généralisée de la moitié nord de l'Afrique par les criquets pèlerins (*Schistocerca gregaria*) commence très prochainement. Et déjà, les autorités s'activent à l'acquiescement, elles aussi. Les spécialistes français du PRIFAS (1) avaient prévu cette redoutable évolution de la situation depuis 1986. Mais la Food and Agriculture Organization, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les pays qui apportent l'aide en argent et en matériel aux pays menacés (tous en voie de développement) et les organisations régionales de lutte anti-criquidienne n'ont pas mis ou n'ont pu mettre en place les hommes et les moyens qui auraient pu être pu enrayer l'évolution du phénomène criquidien.

A leur décharge, il faut reconnaître : d'abord, que les spécialistes de la lutte anti-criquidienne sont rares (la France est le seul pays développé à avoir une équipe permanente d'acridologues) ; puis, que les criquets pèlerins avaient quasiment disparu depuis 1963 ; ensuite, que l'emploi de la diel-drine, seul insecticide efficace pour arrêter la prolifération de ces insectes ravageurs, a été interdit par des écologistes bien intentionnés, mais irréalistes ; enfin, que, après l'invasion spectaculaire des pays du Maghreb pendant l'automne 1987 et l'hiver 1987-1988, la présence des criquets pèlerins est devenue plus diffuse, moins visible, plus « sournoise » (le Monde du 7 juillet).

Actuellement, conformément aux prévisions, est infestée toute la zone des confins sahélo-sahariens, soit une bande de 300 à 400 kilomètres de large s'étendant de l'Atlantique à la mer Rouge. Ces colonies sont constituées par les individus de la première génération née depuis le début de la saison des pluies sahélo-sahariennes. Elles ont en leur sein des individus de toutes tailles, mais elles vont passer au stade d'adultes matures à partir de la deuxième quinzaine de septembre. Les pontes qui commenceront alors bénéficieront d'excellentes conditions pour donner naissance à une deuxième génération très nombreuse : les pluies, très bonnes cette année, ont permis la croissance d'une abondante végétation, en particulier dans toutes les zones d'épandage des oueds descendant des massifs montagneux situés au sud du Sahara.

Pour le moment, les dégâts aux cultures et aux pâturages sont minimes ou inexistant, en raison de la dispersion des colonies. Mais la situation est « diaboliquement calme » pour reprendre l'expression utilisée par les spécialistes français. Et elle risque de devenir catastrophique très rapide-

ment lorsque les essaims d'insectes ailés, qui sont particulièrement mobiles, vont nomadiser sur la zone où les cultures achèvent de mûrir.

Autant en 1987 l'emploi de la diel-drine était souhaitable sur les « poches » infestées situées dans des zones semi-désertiques, autant l'utilisation de tous les insecticides rémanents est maintenant très risquée : les surfaces à traiter — encore mal définies mais couvrant sûrement des dizaines de milliers de kilomètres carrés — sont beaucoup trop vastes et l'aspersion massive d'insecticides rémanents pourrait provoquer une véritable catastrophe écologique.

A une réunion de la FAO, du 31 août au 2 septembre, M. Lukes Brader, directeur du centre d'intervention d'urgence (ECIO) créé par la FAO en 1986, a chiffré l'insuffisance des moyens de lutte. « Au Soudan, au

Tchad et au Niger, il y a vingt avions et 700 000 litres de pesticides. [...] Nous devrions disposer de sept cents avions et de 700 000 litres de pesticides chaque jour pendant les dix prochains jours. [...] Les prévisions générales jusqu'en juin 1989 ne sont pas favorables. A ce stade du fleau, on s'attend à une extension en 1989 : ce fleau va donc continuer à se développer et redoubler d'intensité, touchant des régions jusqu'à présent indemnes. »

YVONNE BEBEYROL.

(1) Anciennement Programme de recherches interdisciplinaires français sur les arthropodes du Sahel, actuellement Académie océanographique. En outre internationale, une des unités de recherche du Centre de coopération internationale en recherche agroalimentaire pour le développement (CIRAD). Malgré le changement de nom, le sigle PRIFAS continue à être utilisé pour désigner cette unité de recherche.

Après le grave incendie d'un entrepôt près de Montréal

L'usage du pyralène sera interdit au Canada

de notre correspondant

Les quelque trois mille cinq cents personnes évacuées à la suite de l'incendie survenu à une vingtaine de kilomètres au sud-est de Montréal dans un entrepôt d'huiles usagées contenant du pyralène ont commencé à regagner leur domicile samedi 10 septembre, dix-huit jours après le sinistre.

Pendant ce long délai, les autorités québécoises ont tenté d'évaluer au mieux les conséquences de cet incendie, le pyralène dégagant en se consumant des gaz toxiques comme les chlorodioxines ou les furanes.

Les premières analyses effectuées par les spécialistes locaux indiquent de très faibles niveaux de pollution dans quelques endroits seulement. Ces résultats ont tous été vérifiés au cours des derniers jours par un groupe d'experts venus de six pays.

Selon le ministre québécois de l'environnement, M. Clifford Lincoln, tous les avis concordent : les résidents de Saint-Basile-le-Grand — où est situé l'entrepôt — et des environs n'ont rien à craindre pour leur santé en rentrant chez eux. A condition toutefois de ne pas consommer les fruits et les légumes de leur potager. Dans la zone qui a pu être touchée par le nuage toxique, les

récoltes seront détruites par mesure de précaution et les agriculteurs seront indemnisés. En revanche, les animaux domestiques et le bétail n'auraient pas été contaminés, selon les scientifiques, et la production laitière peut reprendre.

Ces distinctions ont suscité le trouble parmi les personnes évacuées, qui s'interrogent sur les éventuels effets à long terme de la pollution, même minime. M. Lincoln les a assurées que des examens médicaux seraient périodiquement effectués auprès d'un groupe représentatif de leur population.

Les autorités fédérales canadiennes ont décidé de bannir l'usage du pyralène (surtout utilisé comme isolant dans les transformateurs électriques) d'ici à 1993, « de veiller à la destruction sans risques de ces dangereux produits ».

Un pyromane de vingt-sept ans, employé par la municipalité de Saint-Basile-le-Grand, a avoué être l'auteur du sinistre. Les propriétaires des dépôts « clandestins » ont quant à eux un mois pour se faire connaître, passé ce délai, ils risquent six mois de prison ferme.

MARTINE JACOT.

(1) Une directive européenne du 30 juin 1986 interdit la vente dans les pays de la CEE d'appareils contenant plus de 50 litres de pyralène.

SCIENCES

Washington est prêt à laisser la Chine lancer des satellites commerciaux américains

Le gouvernement américain a notifié le 9 septembre au Congrès sa décision d'accorder des licences d'exportation pour des satellites américains qui seraient lancés, pour la première fois, par un pays communiste, la Chine. Le Congrès a trente jours pour s'opposer à cette décision.

Les licences ne seront accordées qu'à des conditions précises visant notamment à empêcher les détournements de technologies et des pratiques commerciales déloyales qui nuiraient aux compagnies de lancement américaines, a indiqué le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman. La décision américaine doit également être notifiée au Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations vers les pays communistes (COCOM), a ajouté le porte-parole.

Les licences d'exportation ont été demandées en juillet par le consortium Asiasat, basé à Hong-

kong et regroupant la Chine, la Grande-Bretagne et Hongkong, et par la firme américaine Hughes Aircraft pour la compagnie australienne AUSSAT. Asiasat veut lancer en 1989, avec un fusée chinoise Longue marche, le satellite de télécommunications Westar 6, qu'une navette spatiale américaine avait récupéré aux services en novembre 1984. AUSSAT veut lancer sur orbite, avec les mêmes lanceurs, deux satellites fabriqués par Hughes Aircraft, en 1991 et 1992.

Le département d'Etat a précisé que cette décision ne changeait rien à son opposition à l'utilisation de lanceurs soviétiques pour les satellites comportant de la technologie américaine. Les Etats-Unis continueront d'étudier cas par cas les demandes de licences d'exportation de satellites qui seraient lancés par la Chine, a indiqué le porte-parole du département d'Etat. Le fait que ces trois demandes de licences aient été accordées

« reflète notre intérêt continu à développer nos relations avec la Chine d'une façon qui bénéficie aux deux parties », a-t-il ajouté.

Des membres du Congrès et la société Marietta, qui fabrique des lanceurs commerciaux de satellites, ont critiqué, ce même 9 septembre, la décision du gouvernement améri-

tain. Le représentant Gerald Solomon (républicain, New-York) a immédiatement déposé une proposition de loi pour bloquer ces licences. Pour M. Bill Nelson, représentant démocrate (Floride), la « décision du gouvernement coupe les jambes » à l'industrie naissante des lanceurs de satellites aux Etats-Unis. (AFP.)

MÉDECINE

La lutte contre le SIDA

Le ministre de la santé favorable à un dépistage « systématiquement proposé » aux femmes enceintes

Interrogé par le Journal du dimanche sur le SIDA, M. Claude Evin, ministre de la santé, s'est déclaré « favorable à un dépistage proposé à toutes les personnes à risque ou les plus exposées, ainsi qu'à un dépistage systématiquement proposé aux femmes enceintes, à condition que cela s'inscrive dans une relation de confiance entre le malade et son médecin ».

Après avoir rappelé qu'il y avait 113 centres de dépistage sur le territoire français et que 150 000 personnes s'y rendent chaque mois pour un test coûtant 119 F et remboursé à 65 % par la Sécurité sociale, M. Evin s'est déclaré favorable à la proposition d'un dépistage systématique de toute la population, proposition émise par les docteurs J.-C. Chermann, L. Schwartzberg et P. Milliez (le Monde du 10 septembre). « Ce dépistage, a-t-il souligné, n'offre pas la garantie absolue de détecter une séropositivité puisqu'un porteur de virus peut très bien développer séropositivité au test entre trois et six mois après avoir contracté le virus. »

A cette fin, des messages plus directs, plus précis et plus « brutaux » devront être diffusés.

M. Evin a précisé, en outre, que la lutte contre le SIDA serait intensifiée après l'étude du rapport du professeur Claude Gor, lequel doit être remis au gouvernement à la fin du mois de septembre.

Il a rappelé également que la France compte 4 000 malades, que le nombre des nouveaux malades double tous les mois, et qu'il y a de 150 000 à 200 000 séropositifs.

« Deux mois de prison pour une séropositivité. Pour la première fois en Suisse, une personne porteuse du virus du SIDA a été condamnée pour « tentative de propagation d'une maladie de l'homme dangereuse et transmissible ».

Une toxicomane âgée de trente ans devra ainsi purger soixante jours de prison ferme pour avoir eu des rapports sexuels sans utiliser de préservatifs et sans prévenir ses partenaires de son état. Le président de la cour, dont le jugement est critiqué par les associations d'aide aux séropositifs, a rappelé que « les personnes porteuses du virus ont l'obligation morale et juridique de veiller à ne pas propager la maladie ».

LE MONDE diplomatique

1993

Septembre 1988

La jungle du grand marché

La dynamique enclenchée par l'Acte unique européen conduit tout droit chacun des douze pays de la Communauté vers le type de société rêvée par les ultralibéraux : déréglementation à tout va, refus d'une identité commune, absence de contrôle populaire. Bernard Cassen explique cette dérive et comment changer de trajectoire, tandis que Claude Julien montre qu'il existe une autre ambition pour l'Europe. Promouvoir chez elle et dans le monde les valeurs démocratiques qui fondent sa légitimité.

MAGHREB

Le chemin des retrouvailles

Le Grand Maghreb est toujours dans l'attente d'un projet qui donnerait corps au vieux rêve d'unité. Mais les contraintes économiques, et la construction de l'Europe sur l'autre rive de la Méditerranée, poussent à un rapprochement qui faciliterait les perspectives de règlement du conflit saharien. Après des années de tension, les rencontres se multiplient, des projets de coopération voient le jour.

En vente chez votre marchand de journaux

Les encore indomptés

Le nord de l'Algérie

Le nord de l'Algérie est encore indompté. Les forces armées de la République ont subi de lourdes pertes dans la région de Bordj, où les islamistes ont lancé une offensive massive.

Les forces armées de la République ont subi de lourdes pertes dans la région de Bordj, où les islamistes ont lancé une offensive massive. Les combats ont fait de nombreuses victimes, dont des civils.

Le nord de l'Algérie est encore indompté. Les forces armées de la République ont subi de lourdes pertes dans la région de Bordj, où les islamistes ont lancé une offensive massive.

L'usage du pyralène sera interdit au Canada

Le Canada a décidé d'interdire l'usage du pyralène, un produit chimique utilisé pour lutter contre les insectes nuisibles. Cette décision vise à protéger l'environnement et la santé humaine.

Le Canada a décidé d'interdire l'usage du pyralène, un produit chimique utilisé pour lutter contre les insectes nuisibles. Cette décision vise à protéger l'environnement et la santé humaine.

Le Canada a décidé d'interdire l'usage du pyralène, un produit chimique utilisé pour lutter contre les insectes nuisibles. Cette décision vise à protéger l'environnement et la santé humaine.

Le Canada a décidé d'interdire l'usage du pyralène, un produit chimique utilisé pour lutter contre les insectes nuisibles. Cette décision vise à protéger l'environnement et la santé humaine.

Le Canada a décidé d'interdire l'usage du pyralène, un produit chimique utilisé pour lutter contre les insectes nuisibles. Cette décision vise à protéger l'environnement et la santé humaine.

Le Canada a décidé d'interdire l'usage du pyralène, un produit chimique utilisé pour lutter contre les insectes nuisibles. Cette décision vise à protéger l'environnement et la santé humaine.

Le Canada a décidé d'interdire l'usage du pyralène, un produit chimique utilisé pour lutter contre les insectes nuisibles. Cette décision vise à protéger l'environnement et la santé humaine.

Le Canada a décidé d'interdire l'usage du pyralène, un produit chimique utilisé pour lutter contre les insectes nuisibles. Cette décision vise à protéger l'environnement et la santé humaine.

Le Canada a décidé d'interdire l'usage du pyralène, un produit chimique utilisé pour lutter contre les insectes nuisibles. Cette décision vise à protéger l'environnement et la santé humaine.

Le Canada a décidé d'interdire l'usage du pyralène, un produit chimique utilisé pour lutter contre les insectes nuisibles. Cette décision vise à protéger l'environnement et la santé humaine.

Le Canada a décidé d'interdire l'usage du pyralène, un produit chimique utilisé pour lutter contre les insectes nuisibles. Cette décision vise à protéger l'environnement et la santé humaine.

Le Canada a décidé d'interdire l'usage du pyralène, un produit chimique utilisé pour lutter contre les insectes nuisibles. Cette décision vise à protéger l'environnement et la santé humaine.

Le Canada a décidé d'interdire l'usage du pyralène, un produit chimique utilisé pour lutter contre les insectes nuisibles. Cette décision vise à protéger l'environnement et la santé humaine.

Le Canada a décidé d'interdire l'usage du pyralène, un produit chimique utilisé pour lutter contre les insectes nuisibles. Cette décision vise à protéger l'environnement et la santé humaine.

Le Canada a décidé d'interdire l'usage du pyralène, un produit chimique utilisé pour lutter contre les insectes nuisibles. Cette décision vise à protéger l'environnement et la santé humaine.

Le Canada a décidé d'interdire l'usage du pyralène, un produit chimique utilisé pour lutter contre les insectes nuisibles. Cette décision vise à protéger l'environnement et la santé humaine.

Le Canada a décidé d'interdire l'usage du pyralène, un produit chimique utilisé pour lutter contre les insectes nuisibles. Cette décision vise à protéger l'environnement et la santé humaine.



3617 EURIDILE RÉVÈLE INSTANTANÉMENT CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR SUR VOS PARTENAIRES.

Enfin toutes les entreprises sont à égalité devant l'information. Avec EURIDILE, vous accédez dès maintenant par Minitel à la source d'information officielle: le Registre National du Commerce et des Sociétés (INPI), et bientôt à d'autres registres publics, dont ceux des greffes des tribunaux de commerce.

En quelques secondes et sans abonnement, vous identifiez l'entreprise qui vous intéresse parmi les 1,7 million enregistrées en France et vous disposez de premières informations telles que: date de création, dirigeants, capital, chiffres d'affaires, procédures collectives et de redressement.

Sur abonnement, vous pouvez obtenir des renseignements complémentaires et commander des pièces officielles (statuts, comptes et bilans, rapports de gestion...) auprès de leur dépositaire légal: greffe ou INPI.

Vous pouvez encore visualiser les comptes et bilans des sociétés en consultant (sur abonnement) la banque de données "INPI Sociétés 3" également servie par OR Télématique.

3617 EURIDILE

UN HOMME D'AFFAIRES VERTI
EN VAUT DEUX.

Produit par
INPI
INSTITUT NATIONAL DU
REGISTRE DU COMMERCE ET
DES SOCIÉTÉS

TÉLÉMATIQUE

هكذا من الأصل

Société

FAITS DIVERS

Dans la région aixoise
L'auteur présumé d'une cinquantaine de viols
identifié et interpellé

Interpellé le 1^{er} septembre pour deux viols commis le 27 août à Martigues (Bouches-du-Rhône), Alain Garcia, quarante-six ans, marié et père de famille, aurait reconnu, lors de sa garde à vue, être l'auteur de plusieurs dizaines d'agressions de même type commises depuis 1973 dans la région.

En début de mois, la police, enquêtant sur une double agression perpétrée, en pleine nuit, le 27 août précédent, contre deux femmes, une mère et sa fille âgée de seize ans, agressées à leur domicile et violées sous la menace d'un couteau par un inconnu, avait interpellé un habitant de Martigues dont le signalement correspondait à celui indiqué par ces deux victimes. Alain Garcia, quarante-six ans, employé dans une raffinerie et vivant apparemment une vie tout à fait rangée, était alors placé en garde à vue. Lors de son interrogatoire, il avait déclaré être l'auteur de ce double viol mais aussi de très nombreux autres, une cinquantaine, perpétrés depuis une quinzaine d'années dans la région.

Les enquêteurs, après vérifications, avaient la conviction qu'ils voulaient de ce genre de viols commis par un homme qui se faisait appeler Garcia.

Devant les policiers, Alain Garcia aurait reconnu avoir violé une certaine de femmes, faisant état « de pulsions, d'envies subites » mais affirmant « n'avoir jamais fait de mal à personne ». Dans l'immédiat, les enquêteurs qui poursuivent leurs investigations lui attribuent une cinquantaine des agressions effectuées depuis 1973, date d'arrivée à Martigues d'Alain Garcia, qui a été inculpé et écroué à Aix-en-Provence.

● **Chauffard à Nice.** — Une mère de famille de cinq enfants, M^{me} Claudine Bonnevie, quarante-six ans, a été tuée, samedi 10 septembre, dans la soirée à Nice par une voiture dont le conducteur, âgé de vingt ans, Frank Martin, après l'avoir heurtée et renversée, continuait sa route alors que la victime était restée coincée sous le véhicule. M^{me} Bonnevie fut touchée par l'automobile, une R5, alors qu'elle traversait une rue pour aller porter des oranges à une voisine souffrante.

Le conducteur, qui s'était rendu compte de l'accident, n'en tant pas moins de regagner son domicile poussé par un réflexe de peur, mais il assure n'avoir point soupçonné que le corps de M^{me} Bonnevie était

demeuré accroché à son véhicule. Il a admis qu'il roulait au moment de l'accident à une vitesse de 80 à 70 kilomètres à l'heure. Pour certains témoins, cette vitesse est estimée à 100 kilomètres à l'heure.

● **Mort d'un parachutiste.** — Un parachutiste amateur, originaire de Charleville-Mézières (Ardennes), Pierre Collin, âgé de trente et un ans, s'est tué accidentellement, dimanche 11 septembre, sur le terrain de Monchy-Estrées-Mons, près de Péronne (Somme). Pierre Collin, qui effectuait un saut en chute libre, en vue de l'obtention d'un brevet, aurait, selon les gendarmes, trop tardé à ouvrir son parachute.

Mystérieux
début d'incendie
dans quatre hôpitaux
parisiens

Quatre incendies, qui ont tous pu être maîtrisés rapidement, se sont déclarés dans le sous-sol de quatre hôpitaux parisiens, durant l'après-midi du samedi 10 septembre. Tous ont été revendiqués par téléphone ou annoncés par un inconnu dont les motivations apparaissent assez confuses.

Un premier appel de l'incendiaire anonyme fut adressé, au début de la soirée de samedi, à l'Agence France-Presse (AFP). Son auteur, après s'être proclamé à l'origine des foyers effectivement déjà signalés dans une cave de l'hôpital Necker, dans le quinzième arrondissement, puis dans un local des archives de Saint-Paul (14^e), dans un entrepôt de matériel de la maternité Baudelocque, à l'hôpital Cochin (14^e) et enfin dans un local d'archives de l'hôpital Saint-Antoine (12^e), annonçait qu'il allait encore déposer une bombe dimanche dans un autre hôpital.

« Je fais cela pour qu'on libère mon frère », ajoutait-il pour toute explication sans que l'on puisse savoir si l'identité du frère ni sa situation pénitentiaire ou psychiatrique. Les sapeurs pompiers ont indiqué qu'ils avaient aussi reçu un appel téléphonique anonyme au moment où débutait le troisième des incendies. Une enquête est en cours pour tenter d'identifier l'auteur des appels et s'assurer de l'exactitude de ses propos.

● **Disparition d'un marin français en mer Rouge.** — Le mandat de première classe Richard Roland, électronicien d'armes à bord de la frigate Duquesne, a disparu en mer Rouge, dans la nuit du 8 au 9 septembre. Son corps n'a pas été retrouvé en dépit des recherches entreprises. Richard Roland, engagé pour trois ans dans la marine nationale en octobre 1987, est le deuxième mort, en quatorze mois, depuis que la marine française patrouille en océan indien.

JUSTICE

Arrêté à Antibes
Rolando Tortora va être transféré aux Baumettes
en attendant son extradition

Rolando Tortora, ce ressortissant italien condamné par défaut, le 1^{er} février 1986, par la cour d'appel de Rome pour association de malfaiteurs et arrêté, vendredi 9 septembre, à Antibes par des policiers de la brigade de recherches et d'intervention de Nice et des carabinieri italiens, doit être prochainement transféré à la prison de Baumettes à Marseille dans l'attente des résultats de la procédure d'extradition dont il va faire l'objet de la part des autorités italiennes (le Monde daté 11-12 septembre). C'est la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence qui aura à connaître du dossier. Dans le cadre de cette procédure, M. Olivier Etienne, substitut du procureur de la République de Grasse, a signifié, dès samedi 10 septembre, à Tortora et à sa compagne le mandat d'arrêt international en exécution duquel ils ont été arrêtés.

Considéré par les autorités italiennes comme l'un des principaux dirigeants de la Camorra napolitaine, Rolando Tortora avait échappé à la vaste opération conduite dans son pays en 1982 qui avait entraîné plusieurs centaines d'arrestations.

Nous avions mentionné à ce sujet dans nos éditions datées 11-12 septembre, celle de Enzo Tortora, présentateur vedette de la télévision italienne. Il devait apparaître que celui-ci avait été victime de son homonyme de patronyme avec l'homme aujourd'hui arrêté en France. Enzo Tortora devait, en effet, être mis hors de cause par un acquittement. Il est mort quelques mois plus tard.

● **Tentative de suicide à la prison de Fleury-Mérogis.** — Un détenu de cette pénitencière de Fleury-Mérogis (Essonne), écroué depuis le 27 juillet, M. Ben Daff Assouane, a tenté de se donner la mort en mettant le feu à sa cellule, le vendredi 9 septembre. Gravement brûlé, il a été transporté dans un hôpital parisien où son état a été jugé désespéré. M. Ben Daff Assouane avait été écroué après avoir été interpellé en situation irrégulière.

● **La mère de la petite Fouda** inculpée et écrouée. — Djamilia

Fouda, la mère de la petite Fouda, âgée de trois ans, morte des coups reçus, a été inculpée, le samedi 10 septembre, de « coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner sur mineur de moins quinze ans, par ascendant » et écrouée à la maison d'arrêt de Loos-la-Lille (Nord). Son compagnon, Aziz Hamoud, inculpé de complicité, a été écroué lui aussi. La jeune mère avait d'abord tenté de faire croire à une disparition de l'enfant (le Monde du 10 septembre).

A la prison
des Baumettes
Les surveillants
annoncent
une grève du zèle

L'intersyndicale des surveillants de la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille a annoncé qu'elle lançait un mouvement de grève du zèle dans le courant de la semaine. L'UFAP (Union fédérale autonome pénitentiaire), le SNAPC (Syndicat autonome des personnels pénitentiaires), FO et la CGT avaient déjà protesté contre le fonctionnement des activités socio-culturelles d'une association soutenue par la direction de l'établissement (le Monde daté 21-22 août).

Cette structure, affirment les syndicats, qui dénoncent le « laxisme » de la direction, « favorise le retour du calme ». L'intersyndicale, qui devait être repoussée le 12 septembre par la direction régionale de l'administration pénitentiaire, se déclare « consciente que le laxisme des Baumettes est dû à la non-application du règlement intérieur diffusé récemment à la population pénale ». L'intersyndicale demande au personnel de se tenir « prêt à son application stricte », déclare-t-elle dans un communiqué. Ce mouvement se traduira notamment « par le respect du principe de 15 détenus par promenade, au lieu des 30 à 40 actuellement, par l'obligation pour les détenus d'être levés, leur lit fait, lors de l'inspection du matin, et par des rappels à l'ordre des détenus qui fumeraient dans les couloirs ».

Le « justicier masqué » de Radio Skyrock

Délation en stéréo

(Suite de la première page.)

Banal canular téléphonique diront certains. Certes. Mais les auteurs de canulars démontrent leurs victimes. Skyman, lui, se garde bien, le plus souvent, de les rappeler. « Ces petites blagues leur nuisent si peu, dit-il. Ils finiront bien par s'apercevoir qu'il s'agit d'une plaisanterie. » Quitte à inquiéter des jours entiers des personnes convoquées devant les tribunaux sans plus d'explication ou à semer discrètement la zizanie dans un quartier. « Vérifiez bien que vos voisins n'ont pas touché votre branchement EDF, glisse-t-il à une femme à qui il annonce une note d'électricité de 2.500 F pour le mois d'août. Ils ont pu la pirater. Cela arrive souvent. »

dure. Qui pourra jamais vérifier ?

Skyman ne sait rien de cette « dénommée Véronique » qu'il vient d'envoyer quai des Orfèvres. A peine quelques mots vengeurs griffonnés par une personne en colère. Mais le « vengeur masqué » a décidé de « prendre le parti de croire » ce que lui écrivent les auditeurs, et il se fait fort de « repérer les parasites à leur écriture et à leur style ».

Noms, prénoms, adresses, numéros de téléphone. Rien ne manque. Skyman n'a plus qu'à appeler. D'autres fois il prouve d'un certain acharnement dans la recherche de ces coordonnées. « Le numéro (de la dame qui me persécutait), est sur liste rouge mais j'ai quand même réussi à l'avoir », annonce triomphalement un auditeur courageux qui prend soin de ne pas signer sa missive. « Merci Skyman. »

Parfois, la plaisanterie se corse, histoire de mettre un peu de sel dans l'affaire. Et d'appeler le gérant d'un magasin en prétendant avoir reçu une plainte concernant une des vendeuses. Elle aurait refusé de rendre un acompte afin de « le garder pour elle ». « Je vous appelle par courtoisie, explique-t-il au patron d'une voix bienveillante. Pour que vous essayiez de savoir auprès de cette Véronique si c'est vrai ou faux. » La « dénommée » Véronique est « invitée » à passer quai des Orfèvres pour une « petite déclaration ». « J'aimerais être là pour l'embrouiller, lance Skyman en ricanant après avoir raccroché. Elle aura beau protester, on ne la croira jamais. Peut-être même qu'elle va se faire virer. »

Et si Skyman avait raison ? Si Véronique se tirait mal de la conversation avec son patron que le « vengeur masqué » vient de lui imposer ? L'employeur ne vient-il pas de promettre au « commissaire Robert » qu'il comblerait lui-même sa vendeuse quai des Orfèvres, dès le lundi suivant ? « Ils se rendront bien compte au commissariat qu'il s'agit d'un canular », glisse Skyman, qui préfère garder l'anonymat. Et s'il était trop tard ? Les soupçons ont souvent la vic-

D'ailleurs, pourquoi abandonner ? Le haine est un bon filon. L'émission diffusée une fois par semaine, lors de son lancement, en septembre 1987, est devenue biquotidienne. La radio a toute-

fois pris quelques précautions : les études juridiques ont montré que les plaintes éventuelles ne pourraient concerner que la diffamation et la divulgation publique de propos privés. D'ailleurs, les noms sont soigneusement gommés lors de la diffusion à l'antenne. « Ce serait juridiquement intenable », affirme le directeur de la station, Pierre Bellanger.

Et l'émission prospère. Les lettres de délation arrivent par sacs entiers. Des dizaines d'accusations tous les jours, des appels solennels à la vengeance, des missives pleines de haine. Pleines de détails également. « Attention, à Marseille, c'est une gendarmerie, pas un commissariat, et le palais de justice est à Hazebrouck », précise Comme afin d'éviter les faux pas. Des lettres pleines de lâcheté. « Surtout, au cours de ta conversation téléphonique, ne mentionnes pas le litige qu'il y a entre ces gens et moi », prévient une auditrice avant de livrer les coordonnées complètes d'une famille qui lui « a joué un mauvais tour ».

tions à ses élèves lors du dernier conseil de classe de l'année scolaire. « Trouve quelque chose de terrible, comme tu sais si bien le faire », écrivent-ils à Skyman. La lettre ne parviendra jamais à la radio, mais le professeur décide en retour de les faire plancher sur le sujet suivant : « Pourquoi des émissions telles que Skyman existent-elles ? » « Cette émission peut développer l'hypocrisie de tous les auditeurs en leur permettant d'opérer de mauvaises plaisanteries sans que la personne concernée sache de qui elles proviennent », note une élève de cette classe de 3^e. « Et il y a toujours un risque que de ces simples émissions on passe à des choses plus graves », ajoute un de ses camarades. « On retrouve cet esprit dans les pays de dictature (...) ou encore sous l'Occupation pendant la seconde guerre mondiale, où l'on dénonçait, sous le sceau du silence, des juifs, des résistants ou des réfugiés. »

ANNE CHEMIN

Le Monde

EN VENTE LE 14 SEPTEMBRE

PLANTU

La sélection de ses meilleurs dessins

L'ALBUM 88
176 PAGES-250 DESSINS

Le Monde
PLANTU
OVERTURE EN REMOL

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE PLANTU

NOM _____ Prénom _____
Adresse _____ Code postal _____
Localité _____ Pays _____

FRANCE (frain de port inclus) _____ X 55 F = _____
ÉTRANGER - DOM-TOM (frain de port inclus) _____ X 55 F = _____

COMMANDE ET RÉGLEMENT À RENVoyer A :

Le Monde
SERVICE DE LA VENTE AU NUMÉRO
7, RUE DES ITALIENS
75009 PARIS (FRANCE)

Citez la première bibliothèque
de logiciels de gestion en Europe.

FAUX



Curieusement, la plus grande « banque » de logiciels de gestion n'est sans doute pas celle du constructeur le plus connu, ni celle d'une entreprise exclusivement spécialisée dans les logiciels, mais celle de Nixdorf.

A la réflexion, la surprise s'explique assez bien. Les plus grands constructeurs de matériel se soucient d'abord, comme leur nom l'indique, de vendre du matériel, beaucoup de matériel, tandis que nous vendons des solutions « intégrées » : matériel, logiciels, services, formation. Quant aux sociétés de services, la somme de leur expérience est souvent impressionnante. Mais il leur arrive de manquer d'intimité avec le matériel, et leur horizon n'est pas toujours mondial. Le nôtre l'est. Notre premier souci est de consolider nos expériences, pour construire un ensemble cohérent, homogène, compatible, modulaire, interchangeable, mondialement adaptable.

La rencontre de deux qualités fait de Nixdorf un cas unique. Une bibliothèque logicielle unique, intégrée d'une manière unique, et qui représente un capital unique au monde. Cette banque de logiciels s'appelle « Nixdorf Comet ».

Elle est mondiale. Chaque pays peut y puiser, pour construire des solutions taillées sur-mesure aux problèmes des clients Nixdorf. Et ce dans 150 professions, qui vont de l'expertise comptable à l'usine du futur.

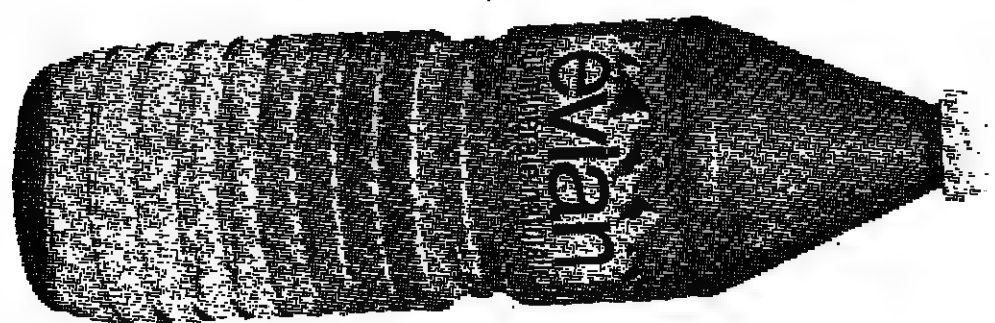
Nixdorf Computer SA
14, avenue des Béguines,
95802 Cergy-Pontoise Cedex
Tél. (1) 34.20.34.20
Nixdorf Computer Lyon S.A.
2 Avenue Georges Pompidou
69003 Lyon, Tél. 72349600

NIXDORF
COMPUTER

Fiabilité allemande, esprit français

مَكْذُوبًا مِنَ الْأَصْلِ

US Open 88. Toutes les photos de la finale.



A Flushing Meadow, tous les champions ont bu Evian.

هكذا من الأصل

Culture

MUSIQUES

« Le Château de Barbe-Bleue », à l'Opéra d'Amsterdam

A double tour

Un homme, une femme, de l'ombre, de la lumière et du sang : l'opéra de Bartok ne retient du conte qu'un schéma d'un tragique écrasant. Plus écrasant d'être, dans cette nouvelle production, exécuté deux fois de suite dans la même soirée. Et pas vraiment comme on l'attendrait.

Ni rituel sadique ni transposition romanesque de l'histoire vraie de Gilles de Rais, le *Château de Barbe-Bleue*, premier opus dramatique et lyrique de Bartok, n'est pas un opéra. On n'y suit ni évolution psychologique ni intrigue. Pendant soixante minutes d'un sinistre torride, rien ne se passe en vérité, et, pourtant-on dirait, rien ne se crée tant on prévoit, tant on sait.

Le châtelain ayant ravi à sa femme une quatrième épouse — femme parmi toutes les femmes, prénom : Judith —, il la ramène chez lui, et sait, lui aussi, ce qui va se passer. Elle veut voir, connaître, posséder, pousser les portes dont son époux détestait les clefs. Elle aussi sait : il fera tout ce qu'elle lui demande, il lui fournira les clefs. Ce jeu pervers et compliqué de l'offre et de la demande s'achève, comme on sait, à l'ouverture de la septième porte.

Le *Château de Barbe-Bleue* n'est pas un opéra car rien ne s'y passe que les mots puissent exprimer ni un décor figurer. Certes, c'est un duel, et cruel, mise à mort assurée, sacrifice dont on connaît d'emblée la victime. Mais le héros, « personnage » principal, réel sujet, du drame, est bel et bien ce secret, fruit tentateur que cache celui qui sait (un homme) et que l'innocent (une femme) veut percer, dans l'assommoir de l'enfer et du paradis perdu dans ce château hanté (« Voyez dans l'ombre, ce château sombre, sans doute vous le connaissez », dit d'ailleurs le prologue).

Le *Château de Barbe-Bleue*, enfin, n'est pas un opéra parce que la musique — grand poème symphonique bouillonnant sans arrêt sous le dialogue chanté —, cette musique à la fois luxuriante et acérée du premier Bartok, suffit amplement à la représentation.

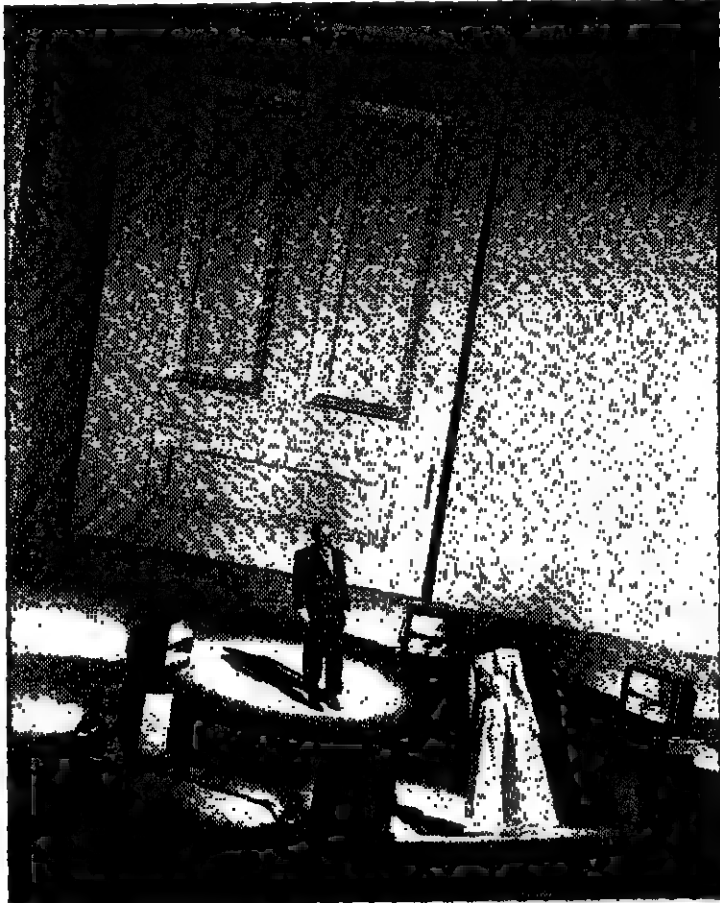
Un système serré de leit motifs (le sang, l'ombre, la lumière, l'interrogation) dit au fur et à mesure ce qui se passe, où on en est. La très grande netteté des plans rythmiques fait clairement sentir que le temps passe, inexorablement. Les tableaux (évoquant mi-féériques, mi-symboliques, qui succèdent à l'ouverture de chaque porte) suivent d'abord une courbe ascendante : Judith peut encore être sauvée. Puis, après la vision de bombe atomique

geyser, des fanfares militaires, des glissements de bois et de harpes ; et ces extraordinaires soupis des âmes mortes dont on ne sait pas comment Bartok a su les obtenir, en 1918, du vieux orchestre symphonique.

Alors, quand vous allez écouter — l'occasion est rare — cette œuvre magnifique, vous voulez un orchestre, vous voulez un chef, et basta pour la mise en scène. Vous serez un peu déçu à Amsterdam. Ce n'est pas le Concertgebouw mais le Philhar-

haletantes, d'accès de tendresse désespérée.

Cette production, néanmoins, mérite indéniablement le voyage en Hollande. Parce que son metteur en scène, Herbert Wernicke, qui signe également le décor, a monté pour Hambourg, malgré son âge peu avancé, des *Maîtres chanteurs* qu'accueillait cette saison le Palais-Garnier. Et que le moins que l'on puisse dire, c'est que cet Allemand a des idées.



« Barbe-Bleue, même-son dans le silence... » Porte lumineuse, construction géométrique. Des moultures vidéo essentent Katherine Ciesinski (Judith) et Henk Smit (le conte).

— cuivres et percussions déchaînées — que provoque l'ouverture de la cinquième porte, déclinent dans une acceptation résignée de la fatalité.

Seul un orchestre, seule la musique peuvent désigner à notre imagination, sans réalisme étriqué, ces oiseaux chanteurs, ces eaux dormantes, ces joyaux, ces arbres merveilleux que Judith découvre derrière les portes et que sautillonnent un vol sanglant : ce sont des trilles, des timbres en

monique des Pays-Bas, orchestre maison, consciencieux mais terne, qui participe à cette production de début de saison. Le chef est Helmut Haasch, jeune et principale baguette de l'Opéra d'Amsterdam, attentif à ce que toutes les notes soient jouées ; mais manquant la flamme, un peu d'air entre les plans sonores, pour alléger les dissonances, des contrastes marqués dans l'organisation du temps, des étapes plus évidentes dans la marche forcée à la catastrophe, coupée de pauses

On ne saurait évidemment ignorer qu'il a pas mal travaillé à Francfort : On retrouve dans ce *Château de Barbe-Bleue* certaines marques de fabrique (comme dans le *Wozzeck* blanc passé par la Monnaie et vu au Châtelet) : plans géométriques et inclinés, effets de déséquilibre et de disproportion, usage systématique du noir et du blanc avec fillet de sang coulant lentement sur un mur immaculé.

Les idées de Wernicke pour le non-opéra de Bartok ont pourtant été inestimables : qu'elles soient obscures ou en accord avec la musique, et jamais littéralement accordées au livret (du poète Bela Balazs). Puisque toutes les images émanant de l'orchestre, la scène est un volume abstrait, soit un triangle isocèle, porte immense basculant sur ses gonds, tantôt à gauche, tantôt à droite. Dans l'embrasure, il n'y a rien. Rien que des briques qui s'amoncellent une à une sous l'action d'une main invisible, sablier kaïfalea, barricade spontanée. Toutes les issues sont boudées boudées.

Des doubles d'eux-mêmes

Le conte — costumé en bourgeois misérable — étrange alors Judith de sa cravate, pose sa veste sur son cadavre. C'est l'extraite, tout est terminé. Non, tout recommence après la pause mais à l'envers, en dévotion, avec des susaus, des accélérations, comme dans un film que l'on rembobine. Dans ce château fermé à double tour, les personnages deviennent ainsi des doubles d'eux-mêmes, encore dédoublés par les images incertaines que l'on aperçoit sur les six moniteurs disposés sur la scène, gros plans de visages filmés pendant la version « originale ».

Faut-il ajouter que cette belle construction intellectuelle se reflète finalement sur elle-même, grâce à un jeu de scène particulièrement fûté ? Ne désamorçons pas l'effet de surprise et n'oublions pas un détail essentiel : Henk Smit est un baryton hollandais qui chante avec humanité. Katherine Ciesinski, une Américaine, a enregistré l'*Ariane* et *Barbe-Bleue* de Dukas (Erato). Belle, maîtresse d'une voix peut-être insuffisamment coracée pour la langue hongroise, elle parvient à occuper la scène sans trop donner l'impression de s'agiter.

Reste que dans cet opéra mental, gestes, déplacements, mimiques véhémente paraissent vite inopportunes.

ANNE REY.

* Prochaines représentations : les 14, 17, 20, 24 et 30 septembre, 20 h.

Au Festival de Besançon

L'Asie de Shao Chia Lu

Un Chinois pour les chefs d'orchestre, un Argentin pour les compositeurs, sont les lauréats des concours de Besançon.

Les interprètes européens et américains finiront par prendre peur du « péril jaune »... Non contents d'exporter pianos et téléviseurs, les « grands dragons » d'Extrême-Orient importent massivement les prix internationaux de notre musique classique. Ainsi, au Festival de Besançon, le jour même où Qian Zhou, la petite violoniste de Chine populaire, venait faire admirer le talent qui lui a valu le prix Jacques Thibaud, c'est un Chinois de Formose qui triomphait le plus justement du monde de quarante-deux candidats au concours international des jeunes chefs d'orchestre. Shao Chia Lu (vingt-huit ans), qui a travaillé à Bloomington et à Vienna, nous entraîne d'emblée dans un

tourbillon de rêve musical. On le suit sans se poser de questions. La fête polonoise du *Roi malgré lui*, de Chabrier, est une page brillante, où il faut marier ardeur, lourdeur et joie populaire ; il y a même d'emblée, simplement parce que son corps porte la musique, à travers ces grandes brassées de gestes souples et précis, ces mouvements qui tangent comme la mer et cette même noire qui balaie son visage sérieux d'un bonheur tout intérieur.

Il accompagne Asia de la *Shéhérazade* de Ravel avec une délicatesse d'estampe, préservant la voix ravissante mais fragile de Brigitte Lafon ; quand le chant s'éteint, toute l'émotion du compositeur brille encore dans ces timbres fascinateurs.

Plutôt que dans les *Dances de Galant* de Kodaly, qui font appel au même type de qualité que Chabrier, on aurait aimé l'entendre dans une grande œuvre classique, épreuve que Besançon réserve aux demi-finales, ce qui est fort regrettable pour cette dernière soirée qui devrait donner tout son éclat au concours.

Ce programme minimum a suffi cependant au jeune Formosan pour « faire la différence » avec deux candidats de valeur, mais qui n'ont pas la même intuition ou la même facilité de médiation physiquement la musique. L'Américaine Jenna Hynes a beaucoup de métier, déroule les œuvres avec une justesse formelle impeccable, mais la musique reste toujours un peu banale et fade, plutôt apprise que ressentie.

Poésie et mystère de Ravel

Le Français Pascal Rophe (vingt-huit ans, deuxième prix ex aequo), excellent technicien, paraît raide, contrainte tout avec des bras un peu crispés, laissant échapper l'élégance et l'humour de Chabrier la poésie et le mystère de Ravel. L'Orchestre de Lyon s'est montré le parfait miroir des trois finalistes, malgré l'absence des deux harpistes, préjudiciable au jeune Français.

Innovation au Festival de Besançon (qui, par ailleurs, offre un programme de qualité sans grande surprise) : le premier concours international de composition, jugé par un jury d'experts, présidé par Marcel Landovici. Il a couronné un Argentin, Edsichiel Iskowitz, et décerné un second prix au Français Antony Girard, tous deux âgés de vingt-neuf ans. L'œuvre choisie pour orchestre, d'une durée de dix minutes, doit être créée par les finalistes du prochain concours des jeunes chefs d'orchestre. On leur souhaite bien du plaisir, ainsi qu'au compositeur. Mieux vaudrait, semble-t-il, confier cette tâche périlleuse à un spécialiste chevronné.

JACQUES LONCHAMPT.

THEATRE DES CHAMPS ELYSEES

16 septembre 20h30

ORCHESTRE DE PARIS

direction Semyon BYCHKOV

piano Shura CHERKASSKY

R. STRAUSS Don Juan - Burlesque

MAHLER Symphonie n°1

Loc. par téléphone 47.20.36.37 Aux caisses de 11h à 19h

GRAND PALAIS

avenue Winston-Churchill

FIGURATION CRITIQUE 88

de 11 h à 19 h jusqu'au 29 septembre

ALVIN AILEY
AMERICAN DANCE THEATER

27 SEPTEMBRE
16 OCTOBRE

PALAIS DES SPORTS
PORTE DE VERSAILLES

LOCATION au PALAIS DES SPORTS de 12h30 à 19h - FNAC - et AGENCES
PAR TELEPHONE **48 28 40 90** RENSEIGNEMENTS **48 28 40 48**

Culture

CALENDRIER

Classique

• **Rétrospective Pierre Henry.** — De Dieu à Satan en passant par toutes les apocalypses, Pierre Henry a réorganisé quarante années d'inventions sonores et d'images électroacoustiques pour composer quinze concerts pour une rétrospective. Rarement musicien aura ainsi, en sa maturité, tout livré de lui-même.

★ Du 16 septembre au 1^{er} octobre, à 18 h 30, Petit Auditorium de l'ARC-Musée d'art moderne, 11, avenue du Président-Wilson. Tél. : 48-04-98-01. (Festival estival).

• **Ouverture de Musica à Strasbourg.** — Harry Kupfer, vous connaissez ? Une *Tétralogie* contestée à Bayreuth cet été, une place d'honneur dans la future équipe de l'Opéra-Bastille. Champion de la mise en scène-coup de poing, il a planché autrefois sur les *Soldats*, opéra instantanéiste réputé impossible de Bernd Alois Zimmermann. Le festival strasbourgeois Musica a fait venir sa production de Stuttgart, Bernhard Kontarsky la dirigera. Digne ouverture pour des festivités d'avant-garde dont on reparlera.

★ Les samedi 17 et dimanche 18, Théâtre municipal, à 20 h 30. Tél. : (16) 88-35-32-34.

• **Quatuors au sonnet.** — Après un premier festival des quatuors, encore discret, l'an dernier, Georges Zeisel et son association Pro Quartet voient grand. En marge d'un forum qui comprendra cours magistraux, colloques et projections, un jamboree de quatuors à cordes sans précédent mêle les plus illustres aux débutants et commence par un doublet Allemagne-Autriche : dans Barock et Beethoven, le Quatuor Brandis, rejoint le même soir par des membres de l'ex-*Amadeus* dans le premier sextuor de Brahms.

★ Dimanche 18, Opéra-Comique, 20 h. Tél. 48-04-54-13.

• **Paata Bouchoulashvili à Bobigny.** — Attila (à Nîmes cet été) : le revolut. Paata de son prénom : géorgien, comme l'indique son patronyme. Une authentique basse profonde. Récital de cette voix formidable dans un programme intégralement russe (de Tchaïkovski à Glinka).

★ Lundi 19, Maison de la culture de Bobigny, 21 h. Tél. : 48-31-11-45.

Jazz

• **Les Frères Ferré.** — De Matelot Ferré, le père, au dernier cousin, en passant par les oncles, on est musicien chez les Ferré comme on nait aristocrate chez les Guermantes. Bouliou et Hélios sont les plus brillants rejetons de la famille. Ils possèdent toutes les techniques modernes de la guitare. Leur goût musical est très étendu : Matelot accompagnait Django, Bouliou a travaillé avec Messiaen. De leur origine, ils ont gardé intact comme une flamme le sens de la fête.

★ Du 13 au 17, Magasin Tarnaud, 22 h 30. Tél. : 42-36-26-44.

• **Steve Lacy.** — Le plus parisien des grands créateurs américains pratique un instrument peu commun aujourd'hui dans le jazz moderne, le saxophone soprano. Il y est de loin le plus original. Lacy excelle dans l'idée monokienne du jazz et recourt d'ailleurs fréquemment au répertoire du pianiste. Avec un son que l'on n'oublie pas.

★ Mardi 13, Sunset, 22 h. Tél. : 45-26-46-60.

EN BREF

• **Réouverture du Golf Drouot.** — Fermé en 1981, le Golf Drouot (situé à l'angle de la rue Drouot et du boulevard Montmartre) rouvre le 28 septembre prochain, sous la direction de son fondateur, M. Henri Leproux, mais dans les locaux du Rue Palladium et avec l'appui d'un sponsor : la bière Kammerbein. Le Golf Drouot nouvelle manière sera ouvert tous les mercredis à partir de 19 h 30. Au programme, un « tramplin » et un concert surprise.

• **Le Sahel, la musique et l'environnement.** — Un grand concert aura lieu en mai 1989 à Bakau (Gambie) afin de sensibiliser les populations sahéliennes à la protection de leur environnement. La Britannique Alison Nacral Stewart, organisatrice du concert, compte rassembler un grand nombre de groupes africains et de vedettes internationales.

PHILIPPE ADRIEN
DRAMES
DE
LAVIE
COURANTE

cam
THEATRE DE
la Tempête

SAISON 88
SAISON 89

• **La rentrée des classes.** — Le Dunois ouvre ses portes (entrée libre), avec trois soirées originales confiées aux stagiaires de haut niveau qui viennent de travailler depuis le 29 août dans les formations de cycle supérieur de l'Orchestre national de jazz (ONJ). Au programme, des compositions de Gil Evans et François Jeanneau.

★ Du 14 au 16, au Dunois, 20 h 30. Tél. : 45-84-72-00.

Variétés

• **Eddy Grant.** — Rock, reggae et soul. L'ancien leader du groupe The Equals chante aussi une chanson antipartheid : *Gimme Hope Jo'anna*.

★ 16 septembre, Batclan, 20 h 30.

• **Starmania.** — Nouvelle mouture (nouveau livret, dix-huit chansons au lieu de vingt-six) de l'opérock de Michel Berger et Luc Plamondon. Les deux auteurs signent eux-mêmes la mise en scène d'un « musical » aux airs désormais connus avec une pléiade de jeunes artistes : Norman Groulx, Mazarine, Martine Saint-Clair.

★ A partir du 16 septembre, Théâtre de Paris, 20 h 30. Tél. : 48-74-16-82.

• **Dédé Saint-Prix.** — Chanteur et conteur antillais, Dédé Saint-Prix imagine le choral, rythme mariniquais endiablé, héritage de la musique accompagnant les chevaux de bois des manèges.

★ 19 septembre, Olympia, 21 heures. Tél. : 47-43-56-11.

CINÉMA

Vers la fin du Festival, un film américain d'un metteur en scène tchèque

sur la rencontre de deux poètes anglais : plaisir de l'esprit et des yeux.

En Normandie, les grands filets à crevettes s'appellent des « pousseurs ». Car c'est en les poussant sur le sable qu'on ramène les délicats crustacés. Le Festival de Deauville est, sans conteste, un « pousseur ». Il a ramassé cette année sur le sable du Lido quantité de films déjà passés à Venise. *Big, les Modernes* (maintenant sur les écrans), *A Fish called Wanda*, *A Hanted Summer*. N'est-ce pas un peu inquiétant ? Le Festival ne devrait-il pas, sans décourager la bonne volonté des Majors Compagnies, prospecter davantage chez les indépendants, s'employer à découvrir, à révéler de plus « petits » films, et ne pas se contenter d'être une luxueuse vitrine.

« A Hanted Summer », d'Yvan Passer, à Deauville

Gangsters et poètes

Samedi soir, dans le casino rénové, si caparoté de marbre rose qu'il ressemble à une salle de bains d'émir, les machines à sous surmenées crachotaient leurs piécettes avec parcimonie. Le Festival traitait à sa fin. La veille, Daniel Toean du Plantier et André Halimi s'étaient copieusement insultés sur le plateau de la 5. Le responsable de la promotion du cinéma français à l'étranger déniait à Deauville « tout caractère artistique et culturel », le délégué général de la manifestation traitait son interlocuteur de « sauveur », de « fossyeur de la Gaumont », etc.

Un plaisir épicurien

Ces duels, pour divertissants qu'ils soient, ne sont pas de saison. Le cinéma mondial n'est pas en bonne santé. Si ses infirmiers se mettent à faire le coup de poing au chevet du malade...

Lorsque, en fin de soirée, enchaînant sans transition sur la projection-surprise de *Roger Rabbit*,

tomba du ciel un bonheur inespéré pour les yeux et l'esprit : *A Hanted Summer*, d'Yvan Passer. Produit pour la Gaumont par les ineffables Golan et Globus sur la voie de la rédemption cinématographique, c'est un film américain, certes, mais intensément européen, et pas seulement parce que le réalisateur en est tchèque.

Il raconte la première rencontre au bord d'un lac italien, durant l'été 1916, de Byron et Shelley. Plaisir épicurien, échanges intellectuels, passions charnelles, délices provoquées par l'opium. Les poètes et leurs compagnes lisent beaucoup, mais écrivent peu durant cet été volontairement hanté et vivent dans une exaltation communicative l'amour des corps et l'amour de l'art.

La jeunesse est là, et la beauté, l'ombre de la mort et bien des cruautés. Amoureuse de Shelley, dont elle deviendra l'épouse, mais séduite par Byron, « qui fait s'évanouir les femmes », la jeune Mary est la seule que l'on surprenne parfois la plume à la main, un étrange sourire aux lèvres, dormant naï-

sance à un monstre plein d'avenir, la créature de Frankenstein...

Chaque image de *A Hanted Summer* (signée du chef opérateur italien Giuseppe Rotunno) est un Turner, les comédiens merveilleusement choisis (Eric Stoltz, Philip Anglim, Alice Krige, Laura Dern), pour la plupart Américains, parlent un anglais limpide quoique sans affectation, les personnages éprouvent des sentiments et les expriment.

A Hanted Summer, dans le contexte deauvillois, a provoqué un soulagement presque physique. Arrivant après tant de bagarres, de coups de feu, de films de gangsters, de joueurs de base-ball, après tant de films efficaces, toniques, sympathiques, mais d'une profonde, agressive, lassante vulgarité ; après tant de « produits », comme dirait Toean du Plantier, où l'action seule galopait, tandis que le dialogue stagnait, se résumant de plus en plus souvent à la consternante litane alternée « shit », « fuck », « fuck », « shit », après ça, un peu de Shelley, ça fait du bien.

DANIELE HEYMANN.

M.A.R.S. INTERNATIONAL

MARCHÉ INTERNATIONAL DES ARTS DE LA SCÈNE

THEATRE / DANSE / CHANSON / JAZZ
ROCK / MUSIQUE CLASSIQUE

LE PREMIER MARCHÉ INTERNATIONAL
POUR LES PROFESSIONNELS DU SPECTACLE VIVANT
(ARTISTES / AGENTS / PRODUCTEURS / THEATRES / FESTIVALS)

et M.A.R.S. crée Musicom à son image....

MUSICOM
MUSIQUE ET COMMUNICATION

RADIOS, CIRS DISCOGRAPHIQUES, EDITIONS, AGENCES DE COMMUNICATION

11-15 OCTOBRE 1988

GRANDE HALLE-LA VILLETTE

Fondation Trane

bccm

M
MARCHÉ INTERNATIONAL
DES ARTS
DE LA SCÈNE

LA VILLETTE

AVEC LE CONCOURS DU MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (AFA) DU CENTRE FRANÇAIS DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA MAIRIE DE PARIS DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE DE LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (CEE) DE L'ASSOCIATION POUR LE SOUTIEN DE LA CHANSON, DES VARIÉTÉS ET DU JAZZ DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS ORIGINAIRES (SACD) DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS COMPOSITEURS ET ÉDITEURS DE MUSIQUE (SACEM) DE LA SOCIÉTÉ POUR L'ADMINISTRATION DES DROITS DES ARTISTES ET MUSICIENS INTERPRÈTES (ADAMI) DE LA SOCIÉTÉ DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION DES DROITS DES ARTISTES INTERPRÈTES (SPEDIDAM) DE LA FONDATION FNAC INTERNATIONALE DE LA CULTURE DE LA GRANDE HALLE-LA VILLETTE DE LA BANQUE CENTRALE DES COOPÉRATIVES ET DES MUTUELLES (BOCM).

MEMBRES PROFESSIONNELS D'INFORMATION : 1400 MARSEILLE-FNAC 1400 / 1500 LYON-LA VILLETTE 1500 / 1600 STRASBOURG-FNAC 1600 / 1700 BORDEAUX-FNAC 1700 / 1800 TOULOUSE-FNAC 1800 / 1900 NANTES-FNAC 1900 / 2000 LILLE-FNAC 2000 / 2100 PARIS-FNAC FORUM 2100.

هكذا من الأصل

Education

Les difficultés de la rentrée scolaire

Les cours n'ont pas commencé au lycée Grandmont de Tours

Les conditions de la rentrée scolaire continuent de susciter des mouvements de protestation. A Trappes (Yvelines), des parents d'élèves occupent l'école maternelle Maunet avec le soutien de la municipalité pour protester contre la fermeture d'une classe. Près de Roissy-en-Brie (Seine-et-Marne), une centaine de parents ont bloqué pendant une heure deux trains sur la ligne Paris-

Bâle, le samedi 10 septembre, pour soutenir leurs revendications. Enfin, à Bourges, les parents d'élèves et instituteurs de huit écoles primaires et maternelles ont manifesté, samedi, pour protester contre l'annulation du transfert des classes du samedi au mercredi, après un recours en justice de l'archevêque de Bourges, destiné à préserver le catéchisme du mercredi (le Monde du 8 septembre).

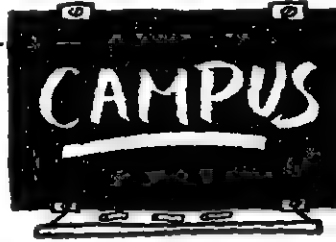
TOURS
de notre correspondant

Les enseignants et personnels administratifs du lycée Grandmont de Tours (Indre-et-Loire) ont décidé de poursuivre, lundi 12 septembre, le mouvement de grève déclenché le jour de la rentrée des classes, et qui a empêché les cours de commencer. Soutenus par les parents d'élèves de la FCPE, ils protestent contre l'insuffisance du nombre de professeurs et de non-

enseignants au regard des effectifs de l'établissement. Ceux-ci ont augmenté de 1 000 élèves depuis quatre ans et 30 postes d'enseignants manquent cette année pour retrouver les conditions d'encadrement de la rentrée 1984. Cette année, le lycée Grandmont accueille 3 300 élèves, soit 400 de plus que l'an dernier, et des classes de seconde comptent plus de 40 élèves, tandis que dans les groupes de langue vivante pourrait fléchir, voire dépasser les 50.

Vendredi 9 septembre, les grévistes ont occupé les locaux pendant qu'une délégation était reçue au ministère de l'Éducation nationale. Celui-ci aurait proposé, selon les grévistes, une redistribution des premières S pléthoriques dans les autres lycées de Tours et un « lissage » à 40 des groupes de langue. Mais le personnel de l'établissement réclame la création de 5 sections nouvelles, d'un poste de documentaliste et de 4 postes d'agents. Seule l'ouverture d'une nouvelle classe de seconde et de laboratoires supplémentaires aurait été annoncée.

A. B.



Les Juniors font le ménage

Pour préserver son « image de qualité » selon la formule de Laurent Pichon son président, la Confédération nationale des Junior-Entreprises a redé, lors de son dernier congrès, cinq associations d'étudiants. Sciences-Po Études de l'IEP de Paris, JEEP de l'École nationale supérieure d'ingénieurs de Valenciennes, Agro-Projet Service, Epi-Purpan et Ingécom de Toulouse n'auront plus le droit d'utiliser le label Junior-Entreprise.

« La JE de Sciences-Po a connu des problèmes de gestion, elle était mal administrée, ne remplissait pas ses documents fiscaux depuis plus d'un an, ne faisait pas ses rapports d'études », explique Laurent Pichon. JEEP a été sanctionnée parce qu'elle « végétait depuis deux ou trois ans », avec un chiffre d'affaires trop faible qui ne lui permettait pas de remplir ses obligations. Epi-Purpan de l'École supérieure d'agriculture de Toulouse et Agro-Projet Service de l'École nationale agronomique de la Ville Rose se sont vus reprocher leur manque d'implication dans le mouvement ainsi que d'avoir tenu des stands pour des entreprises. Quant à Ingécom Toulouse, née du mariage entre des étudiants d'une école de commerce et ceux d'une école d'électronique, elle réalisait trop d'études purement commerciales.

« La perte du label JE entame le prestige de ces associations, reconnaît Laurent Pichon. Mais si elles repartent sur des bases saines, elles pourront à nouveau se porter candidates pour obtenir notre investiture. »

Th. B.

CNJE : 28, rue Louie-le-Grand, 75002 Paris. Tél. : 42-65-00-82.

Les philosophes et la guerre

Le centre culturel allemand de Paris organise, du 27 septembre au 1^{er} octobre, un colloque international sur le thème : « Les philosophes et la deuxième guerre mondiale ».

(Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna, 75118 Paris. Tél. : 47-23-61-21.)

Architecture

L'École spéciale d'architecture vient de créer un « certificat d'informatic et architecture ».

destinée aux architectes, ingénieurs et professions liées à l'aménagement de l'espace.

(ESA, 254, boulevard Raspail, 75014 Paris. Tél. : 43-22-63-70.)

Notariat

L'université de Paris-XII a signé avec la chambre interdépartementale des notaires de Paris une convention qui met en place une formation au DESSN (diplôme d'études supérieures spécialisées notariales).

(Conseil supérieur du notariat, 31, rue du Général-Foy, 75008 Paris. Tél. : 42-83-06-46, poste 283.)

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Enseignement supérieur privé RADIO AUDIOVISUEL STUDIO-ÉCOLE DE FRANCE

- Formation pratique pour un premier emploi dans une radio professionnelle.
- Formation générale préparant à des postes d'encadrement dans les différents secteurs de l'audiovisuel.

Admission : niveau bac, bac, études supérieures.

Durée des études : 2 ans.

Cours assurés par des professionnels épaulés par une équipe pédagogique Stage en entreprise. Diplôme.

Rentrée : mercredi 2 novembre

107, rue de Tolbiac
75013 Paris
Tél. : (1) 45-85-99-21.

Religions

Le pasteur Stewart s'inquiète de certaines « crispations » dans l'Eglise catholique

Au cours de l'émission « Présence protestante », le dimanche 11 septembre sur Antenne 2, le pasteur Jacques Stewart a fait le bilan de sa première année de présidence à la Fédération protestante de France. Il a notamment indiqué que sa participation à la mission en Nouvelle-Calédonie, à la demande de M. Michel Rocard, premier ministre, était justifiée par sa volonté d'engagement des forces spirituelles dans tout ce qui peut servir les relations humaines et tout ce qui peut s'inscrire contre le fatalisme de la division et de la haine.

Les hommes d'Eglise, a-t-il ajouté, ont un rôle à jouer « pour orienter l'histoire dans le sens de la paix et de la justice ». Malgré les accords intervenus, le pasteur Stewart indique que « tout reste à faire en Nouvelle-Calédonie, notamment clarifier les rôles et aider les personnes et les communautés à se mettre ensemble au travail ».

« En tête à tête, ça change tout », a encore confié le président de la Fédération protestante de France, à propos de sa rencontre du 25 avril dernier avec le pape au Vatican. Il s'est dit « impressionné par la richesse spirituelle et le souci évangélique de Jean-Paul II », mais n'en a pas moins critiqué « les manifestations de rétrogradation de l'Eglise catholique dans le domaine de l'éthique sexuelle et familiale », ainsi que « le renouveau du culte marié ». « Ces crispations nous inquiètent », a dit le pasteur Stewart.

Celui-ci a enfin fixé trois orientations pour l'avenir des communautés protestantes : retrouver les voies d'« une culture biblique et théologique » ; accuser le lien entre les Eglises locales et l'Eglise universelle ; établir une relation plus fréquente entre la prédication et l'actualité du monde et des communautés.

Le Nouvel An juif

Vœux de M. Mitterrand au grand rabbin de France

La communauté juive de France devait fêter, le lundi 12 septembre, son Nouvel An (Rosh Hachana), début d'un temps de pénitence de dix jours qui prendra fin à la fête du Grand Pardon (Yom Kippour), célébrée cette année le 21 septembre. A cette occasion, M. Mitterrand a adressé ses vœux à la communauté juive dans une lettre à M. Joseph Sitrak, grand rabbin de France. « Vous savez, écrit le président de la République, combien je suis attaché, comme vous, à la construction d'une France unie et plus fraternelle, au sein de laquelle votre communauté, comme toutes les autres, puisse vivre et s'épanouir dans la paix, l'harmonie et la solidarité. »

Collection
« Mondes en devenir »
dirigée par Edmond Jouven
LA FRANCOPHONIE
S'ÉVEILLE
MICHEL GUILLOU
ARNAUD LITTÉRATURE
15,5 x 24 cm - 264 p. - 120 F
Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75008 PARIS

Le Carnet du Monde

Naissances

- M. et M^{me} Jean-Paul CARTERON, et leur fille
Sophie,
ont la grande joie d'annoncer la naissance de

Nicolas,

le 9 septembre 1988.

77, rue de Gravelon,
95500 Sion (Suisse).

- Philippe BLONDEL,
Marcelle DELORT-BLONDEL,
et Pierre-Edmond BLONDEL,
ont la très grande joie d'annoncer la naissance de

Ross,

le 25 juillet 1988.

32, rue Cassette,
75006 Paris.

Mariages

- Dominique GASNIER,
Jens Ole LUND,
ont la joie d'annoncer leur mariage,
célébré le 2 septembre 1988, à la mairie
du 9^{ème} arrondissement de Paris.

A. B.

64, rue François-1^{er},
75008 Paris
Avenue circulaire, 144 a,
1180 Bruxelles.

Décès

- Le comte et la comtesse Charles-Albert Waziers,
leurs enfants et petits-enfants,
Gérard Biaz,
ses enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} Philippe François,
leurs enfants et petits-enfants,
Irene Biaz,
Jean-François Biaz,
et son fils,
ont le deuil de faire part du décès de

M. Emmermond HIZOT,
commandeur de la Légion d'honneur,
survécu le 10 septembre 1988, à Paris,
dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mardi 13 septembre, à 8 h 30, en
l'église Saint-François-Xavier, 12, place
du Président-Mithouard, Paris-7^{ème}.

Avant l'inhumation, on se recueillera
en l'église de Bully (Rhône), le même
jour à 16 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

- M. et M^{me} Michel Rémond,
Jean-Yves et Florence Rémond,
Christian Rémond,
Emmanuelle Rémond,
ses petits-enfants,
Étienne et Timothée,
ses arrière-petits-enfants,
M. et M^{me} Pierre Robert,
ses frères et belles-sœurs,
ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Pierre CHASLE,
née Denise Robert,

conformément à la loi du 15 juillet 1988, à Paris, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation a eu lieu à Avanches,
où elle repose auprès de son époux.

Pierre CHASLE,

décédé le 18 janvier 1965,
et de

Cécile RÉMOND,

leur petite-fille.

Une messe à leur intention sera célébrée
le samedi 17 septembre 1988, à 15 heures,
à la crypte de Notre-Dame d'Audoubert
(entrée 1, rue Corvis).

- M^{me} Claude Chauvy,
M. et M^{me} Martin Chauvy,
M. et M^{me} Patrick Terrasson,
Delphine et Roseline Chauvy,
Sylvain, Anne et Raphaël Terrasson,
M. Philippe Baisac,
M. et M^{me} Jean Gruener,
M. et M^{me} Roger Gruener,
M.M. et M^{me} Alain, Christian et
Hervé Schupp,
leurs enfants
et petits-enfants,
ont le deuil de faire part du décès de

M. Claude CHAUVY,

survécu le 30 août 1988, dans sa quatre-vingt-troisième année.

91910 Saint-Sulpice-de-Favières.

POMPES FUNÈRES

ROBLLOT
ASSISTANCE TOTALE
DANS
L'ORGANISATION
D'OBSEQUES
(1) 45.22.27.22
24 H SUR 24 H

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Fathi CHATILA,

survécu le 8 septembre 1988.

La levée de corps se fera le mercredi
14 septembre, à 11 heures, à l'hôpital de
la Pitié-Salpêtrière.

Une prière sera donnée pour le repos
de son âme à la Mosquée de Paris, ce
même jour, à 11 h 30, suivie de l'inhumation
au cimetière nouveau de Noilly.

- Le président,
Les membres des conseils d'administration,
Et le personnel de CFEM et de ses
filiales,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. René CLAUW,
directeur
de CFEM Offshore Engineering,

survécu le 8 septembre 1988, à Orly.

Les obsèques civiles auront lieu le
mardi 13 septembre 1988, à 14 h 30, au
cimetière de Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne).

- Les amis de

Jean-Charles DEBAS,

ont le deuil de faire part de son décès,
survécu le 9 septembre 1988.

« Car splendide est le fruit des
bons labours. »

Sagesse III. 13.

Direction départementale du travail
et de l'emploi des Hauts-de-Seine,
92000 Nanterre.

- Nous avons appris le décès brutal,
survécu le 28 août 1988, de

Michelle,

épouse de notre ami
Jacques DUCHAUSSOY,
photocompositeur au Monde, parti l'an
dernier en retraite.

Que Jacques soit assuré, dans cette
cruelle épreuve, de notre sympathie.

6, chemin de Souffia,
93470 Fosses.

- Catherine Hirsch,
sa femme,

Jean-Paul et Jacynthe,
Claude et Solène,
Madeleine et Pascal,
Martin et Florence,
ses enfants et beaux-enfants,

Charlotte et Anettie,
ses petites-filles,
Joseph et Théo,
ses petits-fils,

M. Etienne Hirsch,
son père,
et M^{me} Etienne Hirsch,
M^{me} Robert Picaut,
sa belle-mère,

Son frère, ses sœurs, ses beaux-frères,
ses belles-sœurs,

Et toute la famille,

ont le grand deuil d'annoncer le
décès, à l'âge de soixante et un ans, à la
suite d'une brutale et cruelle maladie, de

Bernard HIRSCH,
ingénieur général
des Ponts et chaussées,
directeur de l'Ecole nationale
des ponts et chaussées,
ancien chef de la 1^{re} brigade de choc,
médaille de la Résistance,
croix de guerre 1939-1945,
officier de la Légion d'honneur.

L'inhumation aura lieu le mardi
13 septembre 1988, à 13 h 45, au cimetière
de Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine).

55, rue de la Roseraie,
92410 Ville-d'Avray.

- L'Association amicale des ingénieurs
des Ponts et chaussées et des
anciens élèves de l'Ecole nationale des
ponts et chaussées,
a la tristesse de faire part du décès de

M. Bernard HIRSCH,
ingénieur général
des Ponts et chaussées,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
médaille de la Résistance,
directeur de l'Ecole nationale
des ponts et chaussées.

28, rue des Saints-Pères,
75007 Paris.

(Le Monde daté 11 et 12 septembre.)

- La Cello-Saint-Cloud.

M^{me} PONCHAUT,
née Gilberte Planchet,

décédée le 30 août 1988, a été inhumée
à Larches.

De la part de

M^{me} et M^{me} Guérin.

« Aie pitié de moi, ô Dieu, dans ta
bonité. »

Ps. LI, verset 3.

Neuilly-sur-Seine.

Le Seigneur a accueilli dans sa paix
et sa lumière, le samedi 10 septembre
1988,

Pierre PORTRON,
expert-comptable,
commissaire aux comptes,

M^{me} Pierre Portron,
Jean-Louis, Béatrice et Valentin,
Pierre-Henry et Michèle,
Isabelle et Patrick Dekonink,
Huguette,
Nicolas,
ses enfants et petit-fils,
M. et M^{me} Jean Portron,
ses parents,
M. et M^{me} Jacques Michelot,
M. et M^{me} Jacques Millet,
M^{me} Françoise Rogier,
sa sœur, ses beaux-frères et belles-sœurs,
Sa famille,

invitent tous ceux qui l'ont connu et
aimé à participer à la cérémonie religieuse
qui aura lieu le mercredi 14 septembre,
à 9 heures, en l'église Saint-
Pierre Neully (chapelle basse),
boulevard Jean-Mermoz à Neuilly.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue Perronet,
92200 Neuilly-sur-Seine.

Remerciements

- M. et M^{me} René Dedien,
Et toute la famille,
très touchés des nombreuses marques de
sympathie qui leur ont été adressées lors
du décès de

M. Robert JOSEPH,

dans l'impossibilité de répondre individuellement,
prient toutes les personnes
qui se sont associées à leur deuil
d'accepter leurs remerciements les plus
sincères.

- M^{me} Gérard Lecomte,
Ses enfants
Ses petits-enfants,
très touchés des marques de sympathie
qui leur ont été témoignées lors du décès
de

M. Gérard LECOMTE,

voies prient de trouver ici l'expression de
leurs sincères remerciements.

- Biscarosse, le 8 septembre.

- M^{me} Christian LE ROUX de
SALVERT,
très touchée des marques de sympathie
qui lui ont été témoignées lors du décès
de son fils

Patrick,

remercie vivement tous ceux qui se sont
associés à sa peine.

Des messes ont été dites le 3 septembre,
d'autres seront célébrées, le 3 octobre,
le 3 novembre, le 3 décembre.

Union de pensées ou de prières.

Anniversaires

- Le 11 septembre 1968, le

général René COGNY
disparaissait dans la catastrophe
aérienne de la Caravelle Ajaccio-Nice.

Une pensée et une prière toutes particulières
sont adressées à tous ceux qui
gardent son souvenir.

Messes anniversaires

- Anne CELLIER

a quitté, il y a deux ans, ceux qu'elle
aimait.

Il sera célébré à son intention, le
samedi 17 septembre 1988, à 11 heures,
une messe au Régiment de Mairieux-
Mandrie (Yvelines, nationale 307).

« O Dieu, tu m'as poussé en
avant, maintenant la joie me pénètre
et m'enlève. Je suis comme un
enfant qui joue dans une fleur. »
Toukaram.

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés de
joindre à leur envoi de texte une des
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

CARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés

Le jour même

s'ils nous parviennent avant 10 h

au siège du journal,

7, r. des Indes, 75427 Paris Cedex 08.

Tél. MONFAR 650 572 F.

Tél. MONFAR 46-23-00-01.

Renseignements : 761, 42-47-85-03.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 70 F

Abonnés (avec justification) : 65 F

Communications diverses : 82 F

Insertion minimum 10 lignes (dont

4 lignes de blancs). Les lignes au

capitales grasset sont facturées sur

la base de deux lignes.

On ne
sauf

Il faut

Question à tous les membres
du Parlement européen.

On peut tout inscrire sur un œuf,
sauf la date du jour de ponte.
Pourquoi?



Aujourd'hui, sur les œufs, on trouve forcément une date. Et pourtant celle-ci ne renseigne jamais sur la fraîcheur de l'œuf. Vous êtes bien placés pour le savoir, puisque votre réglementation interdit toute autre date que celle de l'emballage. Emballé aujourd'hui, 12 septembre 1988, cet œuf peut avoir été pondu il y a 15 jours, 3 semaines ou plus... Ce "flou" en matière de fraîcheur, qui va à l'encontre de l'attente de 97% des consommateurs (étude SORFES, 15 mai 1988) n'est plus acceptable.

LUSTUCRU a donc décidé de s'adresser directement à vous :

- pour que la date du jour de ponte, enfin autorisée, apparaisse clairement sur la coquille et l'emballage, précédée de la mention "pondu le",
- pour que 97% des consommateurs aient enfin le droit à une information essentielle, fiable et sûre.

Messieurs les membres du Parlement européen : on ne doit plus tricher sur les œufs en matière de fraîcheur.



Il faut changer la réglementation.

هكذا من الأصل

Économie

La préparation du grand marché européen

SOMMAIRE

■ L'Union des assurances parisiennes (UAP) s'allie avec la quatrième compagnie d'assurance-vie britannique, Sun Life, dans le cadre de la préparation de l'Europe de 1993 (lire ci-contre).

■ Le remplacement de M. Jean-Maxime Lévêque par M. Jean-Yves Haberer à la tête du Crédit lyonnais s'explique en partie par des raisons politiques (lire page 27).

■ Le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, se prononce pour un renouvellement des négociations dans le domaine social et pour un réexamen des conditions de travail (lire ci-dessous).

L'UAP s'allie avec la compagnie britannique d'assurance-vie Sun Life

M. Jean Peyrelevade, PDG du groupe nationalisé français UAP (Union des assurances de Paris) depuis juillet, n'aura pas attendu longtemps pour prendre sa première décision : son alliance avec Sun Life, quatrième compagnie britannique d'assurance-vie (10 milliards de francs de chiffre d'affaires et 7,5 milliards de capitalisation boursière). Les deux partenaires ont annoncé, le 12 septembre, leur intention de coopérer, et notamment de « partager toutes leurs perspectives réciproques de croissance externe sur l'Europe », explique M. Jean Peyrelevade.

Cette alliance s'accompagne d'une prise de participation croisée : l'UAP acquiert 18 % de Sun Life à l'occasion d'une augmentation de capital ; en contrepartie, Sun Life prend 15 % d'UAP international, filiale à 100 % de l'UAP, qui gère les intérêts du groupe à l'étranger, par le biais d'une émission d'obligations remboursables en actions dans un délai de cinq ans.

L'accord de principe concis est soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires de Sun Life, qui se tiendra le 28 septembre. De son côté, l'UAP a l'aval plein et entier de son actionnaire public — obtenu formellement lors du conseil d'administration du 6 septembre dernier — informé des discussions menées entre le français et le britannique depuis plus

d'un an. Car, si Jean Peyrelevade a pu, à peine deux mois après son arrivée à la tête du premier groupe français d'assurances, signer un tel accord, c'est que tout était largement engagé par son prédécesseur. « J'ai terminé les négociations, reconnaît-il, M. Jean Dromer avait fait 90 % du chemin, j'ai fait les 10 % restants. »

Dès la mi-1987, M. Jean Dromer, alors président de l'UAP, avait envisagé un tel échange de participations qui aurait été réalisé à l'occasion de la privatisation prévue de l'UAP. Dans ce schéma, Sun Life aurait fait partie, avec d'autres assureurs étrangers, du noyau dur de la compagnie française. L'UAP n'aurait pu être privatisée, pour cause de krach boursier notamment. M. Dromer avait obtenu du ministre de l'économie, M. Edouard Balladur, la possibilité de proposer à des partenaires étrangers des participations dans un holding détenu initialement à 100 % par l'UAP, UAP international.

Cet accord appelle trois constats : il s'inscrit dans les grandes manœuvres qui agitent actuellement l'assurance européenne ; il n'exclut pas une bagarre éventuelle sur le capital de Sun Life ; il constitue un premier pas sur le chemin de la privatisation « douce » de l'UAP.

Tous les groupes d'assurances présents en Europe et l'ouverture des fron-

tières communautaires qui, dans leur secteur, prendra effet, non en 1993, mais le 1^{er} juillet 1990. L'UAP, bien que numéro un français et numéro trois européen en termes de primes brutes consolidées (voir le Monde affaires du 21 mai 1988), se trouve confronté à un délicat problème de stratégie internationale. Il n'est pas le seul. Déjà, l'an dernier, la compagnie s'est battue, avec succès, face au groupe AXA de M. Claude Bébér, pour le contrôle de la Royale, numéro un belge des assurances.

De son côté, la Compagnie du Midi, qui s'est allié à une OPA, avait elle-même réussi quelques mois auparavant une OPA sur Equity and Law, sixième compagnie d'assurances britannique. Victoire, deuxième groupe privé français, a, en revanche, vu échouer les négociations qui devaient lui permettre de prendre pied chez Royal Insurance, le numéro un britannique. Quant au GAN (Groupe des assurances nationales), autre compagnie française nationalisée, elle attend toujours l'autorisation de son actionnaire public pour réaliser un échange de participations avec la SAL, une des sociétés d'assurances italiennes.

Les groupes étrangers se montrent aussi actifs — si ce n'est plus — que les français, qu'il s'agisse de l'allemand Allianz, numéro un européen, ou de

l'italien Generali, numéro quatre européen.

Une bagarre en perspective

L'opération Sun Life se place dans un contexte particulier, dans la mesure où Peter Grant, son président, était à la recherche d'un allié face à un actionnaire jugé encombrant, la société Transatlantic, le bras armé d'une compagnie d'assurances sud-africaine, Donald Gordon Liberty Life. Cet actionnaire, détenteur de 25 % du capital de Sun Life, n'est pas agité par la direction actuelle de la société et n'est pas représenté au conseil. L'affaire risque cependant de ne pas en rester là. D'autant que Sun Life est également convoité, semble-t-il, par le groupe des Assurances générales de Belgique qui, tout au long de cet été, a ramassé des titres à la Bourse et détient actuellement près de 6 % du capital de Sun Life. Les Assurances générales de Belgique sont la deuxième compagnie d'assurances outre-quinquaine, derrière la Société royale belge, détenue en grande partie par l'UAP. Certains observateurs n'excluent pas une offre publique d'achat sur Sun Life. Rappelons que en Grande-Bretagne, une OPA doit être automatiquement déclinée sur

l'ensemble du capital dès qu'un investisseur en détient au moins 29 %. Enfin, il est impossible de ne pas penser, à l'annonce de cet accord, à la privatisation de l'UAP. Pour l'heure, M. Jean Peyrelevade ne pouvait faire intervenir que UAP International. Son homologue britannique, Peter Grant, qui le hasard des affaires lui avait fait croiser à deux reprises comme président de la Banque Stern, l'a bien compris.

Mais il compte bien qu'un jour UAP International sera cotée en Bourse, avant d'envisager que la coopération se fasse directement au niveau de l'UAP même. Car UAP International a une limite théorique liée à sa valeur, estimée à 10 milliards de francs. L'opération Sun Life en représente déjà près de 2 milliards — et les ambitions européennes des deux partenaires exigent de passer à la vitesse supérieure.

M. Jean Peyrelevade n'avait-il d'ailleurs pas affirmé, en avril dernier dans l'Expansion (daté 15 avril 5 mai), pour son éventuel retour à la tête d'une nationalisée : « J'y metrais une condition : pouvoir, à terme, mettre en Bourse 49 % du capital de l'entreprise que je présiderais. » L'opération annoncée le 12 septembre semble bien augurer de ses chances de succès.

CLAIRE BLANDIN
et ERIC ISRAELWICZ

POINT DE VUE

par Jean-Pierre Soisson
ministre du travail,
de l'emploi
et de la formation professionnelle

L'effacement du cap européen et la réception du chômage imposent une mobilisation qui dépend de notre capacité à concilier dans la négociation la recherche de la performance économique et l'impératif de la cohésion sociale. Ma conviction est que les partenaires sociaux sauront inventer, avec l'appui de l'Etat, les formes d'emploi, les modes d'organisation du travail, les qualifications, les formations et les garanties sociales qui

permettront de relever le défi de la modernisation. Renouvelant les termes de la politique contractuelle, nous parviendrons à relancer la modernisation par la négociation.

Les vertus de la liberté contractuelle ont trop longtemps été opposées aux pesanteurs des législations. Il est temps de dépasser ce débat. Me plaçant délibérément sur le plan de l'action, je tire les enseignements de notre tradition et j'indiquerais ce que j'attends d'un renouveau de la négociation de branche.

L'histoire des relations sociales procède en France d'un tripartisme de fait.

L'action de l'Etat s'est toujours conjuguée avec celle des organisations patronales et syndicales. Plus on s'éloigne de l'époque où l'essentiel était de donner un statut minimum à tous les salariés et plus cette interaction joue dans le sens de la complémentarité. L'initiative en matière sociale n'est l'apanage ni de l'Etat ni des partenaires sociaux.

La tripartite est une nécessité pour l'équilibre de notre système de négociation collective. Cet équilibre n'est jamais acquis. A des périodes de fort engagement contractuel peuvent succéder des périodes d'attente. Je ne m'inscris donc pas au rang de ceux qui, plus par idéologie que par souci

d'efficacité pratique, prônent soit le « tout-Etat », soit le « tout-contrat ».

Si l'Etat est historiquement intervenu pour élaborer et généraliser, au profit de l'ensemble des salariés, des règles qui s'imposent à toutes les entreprises, c'est d'abord parce que la garantie d'un minimum social fait partie d'un contrat dont l'Etat est le garant, c'est aussi la raison des carences de la règle contractuelle. On ne peut en effet vouloir moins d'Etat et moins de contrat.

Il est vrai que, depuis plus de trente ans, les partenaires sociaux eux-mêmes, au plan interprofessionnel, ont manifesté leur capacité à assumer cette fonction de protection, comme en témoignent notamment les accords sur la retraite complémentaire. Aussi les choses ne sont-elles pas figées : l'Etat doit s'effacer lorsque les organisations patronales et syndicales sont prêtes à assumer leurs responsabilités à l'égard de l'ensemble des salariés.

Cependant, la puissance publique reste comptable de l'efficacité du système de négociation. Au-delà de son pré carré, qui en fait le garant du statut minimum des salariés, l'Etat remplit aussi une mission d'impulsion du dialogue social.

En effet, il ne suffit pas de laisser le système de négociation porté par sa propre dynamique pour qu'il réponde correctement aux nécessités économiques et sociales.

L'exemple de la généralisation de la couverture conventionnelle, dont trois millions de salariés ont bénéficié depuis 1981, me paraît à cet égard riche d'enseignements : cette extension n'aurait pu être conduite sans l'intervention résolue de l'Etat aux côtés des partenaires sociaux.

Le rôle essentiel de la branche professionnelle

Dans le contexte actuel l'Etat doit redonner toute son importance à la négociation de branche.

Dans le contexte actuel, l'Etat doit redonner toute son importance à la négociation de branche.

Notre droit conventionnel vise tous les niveaux de négociation. C'est une de ses qualités majeures. Aucun niveau ne doit être négligé, mais, pour faire face aux enjeux économiques et sociaux de demain, le rôle essentiel de la branche professionnelle devra être accentué.

L'exemple de la durée du travail et de son aménagement est à cet égard éclairant. En effet, les lois du 18 février 1986 et du 19 juin 1987 ont reconnu la fonction régulatrice de la négociation de branche. Mais, sur un sujet aussi important pour la compétitivité des entreprises, cette régulation n'apparaît aujourd'hui à la fois mal et trop peu assurée. De nombreux dérapages sont observés, faute d'un encadrement suffisant des accords d'entreprises par les accords de branche. Je souhaite que ces situations soient rectifiées par une meilleure détermination dans la branche des contreparties consenties aux salariés en matière de modulation de la durée du travail.

Négocier dans les branches permet également aux entreprises dépourvues de délégués syndicaux, qui ne peuvent conclure d'accords dérogatoires, et notamment d'accords de modulation, de bénéficier des possibilités offertes par la loi. La valeur d'accords conclus sans interlocuteur syndical ne saurait être reconnue. Seuls les syndicats ont une véritable capacité de négociation. C'est une donnée fondamentale de notre démocratie sociale.

On ne peut vouloir à la fois moins d'Etat et moins de syndicats.

Notre système de relations sociales ne paraît ainsi constituer un cadre solide pour la modernisation. Encore faut-il définir les objectifs qui devraient être poursuivis et se donner les moyens de les atteindre.

Ma conviction est claire : l'apport du dialogue social, bien plus qu'un simple appoint destiné à faciliter l'adaptation de notre économie, constitue la condition même de la modernisation.

Explorant les voies d'une négociation nouvelle, les partenaires sociaux pourront changer le travail dans l'entreprise et créer au niveau des branches les conditions de la modernisation.

Changer le travail dans l'entreprise

La modernisation de nos entreprises suppose l'adhésion des salariés. La prospérité de notre économie, la qualité de la vie quotidienne de chacun et l'équilibre même de notre société sont en cause.

La gestion prévisionnelle doit permettre à la fois de prévoir les emplois de demain et d'y préparer le personnel de l'entreprise. Mes services pourront contribuer à la réalisation de ces objectifs en aidant les entreprises qui le souhaitent à disposer d'éléments sur les effets de la modernisation de l'emploi, et à conclure en ce domaine des expériences innovantes.

Sait-on, par exemple, que plus d'un million de personnes exercent leur activité sous cadence imposée par une chaîne ou une machine automatisée ?

L'introduction de nouvelles technologies ne permet pas à elle seule d'améliorer les conditions de travail. Elle soulève fréquemment des inquiétudes qui font obstacle à la mobilisation des salariés, dont dépend pourtant le succès de l'investissement.

Il est indispensable de concevoir le contenu des tâches et les conditions de travail au moment même du choix des équipements et des implantations. Il ne faut plus définir d'abord un projet technique pour n'examiner qu'ensuite ses implications sociales et d'organisation. Ainsi que le souligne le rapport Riboud, il convient de « repenser le travail en même temps que l'outil ». Les entreprises qui ont méconnu cet impératif rencontrent aujourd'hui de sérieux problèmes de pannes et de défauts de qualité, malgré le savoir-faire de leurs équipes techniques.

Prévention ou classifications

Créer, au niveau des branches, les conditions de la modernisation.

La réflexion sur l'organisation et le contenu du travail permettra d'aborder dans les meilleures conditions le problème de l'emploi. Deux thèmes de négociations s'imposent : la prévention des problèmes d'emploi et les classifications.

La prévention des problèmes d'emploi et le développement de la gestion prévisionnelle dans les branches au même titre que dans les entreprises correspondent à une nécessité économique et sociale. La modernisation peut conduire à diminuer le nombre de certains postes de travail, il faut inciter les gestionnaires publics et privés à dissocier gains de productivité et baisse des effectifs. Pourquoi ne pas ériger en principe la règle selon laquelle les emplois induits par la modernisation doivent être tenus prioritairement par

les salariés de l'entreprise, soit directement, soit après une opération de formation ?

Le mémorandum interprofessionnel du 11 juin 1987 avait exprimé le souhait des partenaires sociaux que puissent être conclues des conventions entre l'Etat et les branches pour examiner de façon prospective les évolutions prévisibles de l'emploi et définir les actions de formation permettant d'adapter les nouveaux salariés à leur métier. Ces « contrats d'études prévisionnelles » seront développés et les dotations budgétaires de la délégation à la formation professionnelle seront augmentées à cette fin.

Par ailleurs, le ministre tout en œuvre pour que les aides dont j'ai la maîtrise encouragent la prise en compte de l'organisation et des conditions de travail. Le Fonds pour l'amélioration des conditions de travail dont les moyens seront plus que doublés en 1989, sera orienté en priorité vers ce type d'actions et une assistance méthodologique.

La négociation de classifications modernisées constitue elle aussi une priorité.

La perspective d'une progression professionnelle continue, nécessaire à la motivation et à la mobilité des salariés, renvoie au rôle des classifications conventionnelles et à leur adaptation permanente. Or la persistance d'une trop forte enclavement de nos classifications conventionnelles génère une sclérose progressive des grilles de salaires et des définitions des métiers. La révision et l'actualisation des classements constituent aujourd'hui deux exigences fondamentales : je souhaite que les cinq prochaines années permettent sur ces points à la négociation, comme d'ailleurs la loi le prévoit, de franchir une étape décisive.

Ici, encore, l'Etat est prêt à jouer son rôle d'indicateur et d'aide technique à la négociation : bien souvent les négociations sur ce thème échouent ou d'insistent en raison des difficultés liées à la mise en forme et à la reconstitution d'une hiérarchie professionnelle cohérente dans les secteurs d'activité. La pesée des emplois, l'articulation entre eux, la pondération et la définition des critères permettant d'élaborer de nouvelles classifications, supposent une certaine expertise. Je suis disposé à mettre à la disposition des branches qui le souhaitent l'assistance technique dont elles pourraient avoir besoin en étroite liaison avec la commission nationale de la négociation collective.

De telles orientations ne prennent leur sens que dans la durée, mais il est grand temps de les mettre en œuvre.

La modernisation n'est pas un objectif en soi. Elle n'est pas une contrainte qui nous serait imposée de l'extérieur. Elle est une opportunité de développement partagé. Il serait vain de fonder notre compétitivité sur la diminution des coûts du travail en essayant de faire jeu égal avec les pays du tiers-monde. Il ne s'agit pas non plus de miser sur la culture du Japon, dont le modèle de pays comme le Japon, dont la culture et l'histoire sont radicalement différentes des nôtres.

Notre ambition doit être de bâtir, dans le cadre européen, un type de développement qui nous soit propre et qui s'appuie sur notre expérience, notre intelligence et notre capacité de créer.

Dynamisme des villes : les idées reçues volent en éclats.

EXCLUSIF



L'EXPANSION. POUR ACTION.
EN VENTE AUJOURD'HUI

Économie

AFFAIRES

Les changements à la tête du Crédit lyonnais

M. Jean-Yves Haberer, âgé de cinquante-cinq ans, ancien président du groupe Paribas de février 1982 à juillet 1986, a été nommé membre du conseil d'administration du Crédit lyonnais, en remplacement de M. Jean-Maxime Lévêque, actuel PDG de la banque, selon un décret daté du 9 septembre, paru au Journal officiel du dimanche 11 septembre. Cette nomination ouvre la voie à l'accession de M. Haberer au poste de M. Lévêque.

Celui-ci avait été appelé à ces fonctions au juillet 1986 par le gouvernement de M. Chirac afin de mener à bien la privatisation de la banque, dont il était un fervent partisan. Selon M. Bérégovoy, ministre des finances et de l'économie, M. Lévêque, qui a atteint l'âge de soixante-cinq ans le 9 septembre, quitte son poste « avec son accord ».

Dans un communiqué, M. Lévêque précise, effectivement, qu'il accepte la décision

du gouvernement, « d'autant plus aisément, affirme-t-il, que j'ai la plus grande estime pour l'homme qu'il a choisi pour me succéder ». La perspective de la privatisation du Crédit lyonnais s'étant éloignée, M. Lévêque conclut : « Il peut apparaître souhaitable de me remplacer, dès maintenant, par un président disposant de plusieurs années pour accomplir sa mission. »

L'arrivée de M. Jean-Yves Haberer

Le couronnement d'une carrière

« Le jour où j'entrai au Trésor, je suis sûr que de toute façon je finirais dans une banque », déclarait M. Jean-Yves Haberer en 1983, au Financial Times. « Passer du service de l'Etat à la tête d'une grande banque n'est pas particulier à la France », ajoutait-il. Cette certitude s'est vérifiée puisque, après une pénitence de deux ans, après son éviction de la présidence de la Compagnie financière Paribas, qu'il présida de février 1982 à juillet 1986, il se retrouve une autre et quelle autre ! — celle du Crédit lyonnais, couronnement d'une carrière que beaucoup considéraient comme exemplaire.

Né à Mazingarbe (Marais), en 1923, il suit la voie royale des grands commis de l'Etat : licence de lettres, diplôme de l'Institut d'études politiques, ENA, inspection des finances en 1954. Il est fait des deux comme secrétaire du conseil de direction du Fonds de développement économique et social puis, en janvier 1966, entre au cabinet de M. Michel Debré, qui vient de succéder Rue de Rivoli à M. Valéry Giscard

d'Estaing. Il y restera jusqu'à septembre 1967 et attachera son nom à la grande réforme bancaire de 1966-1967, qui rend aux banques une partie de leur liberté, notamment celle d'ouvrir des guichets. Il sera également l'artisan des grandes fusions d'établissements nationalisés fin 1966, qui donneront naissance à la BNP, à l'UAF, aux AGF et au GAN. Il retrouve M. Michel Debré, ministre des affaires étrangères, pour diriger son cabinet de 1968 à 1969 puis retourne Rue de Rivoli, où il sera chef du service des affaires internationales pendant sept ans : c'est la porte ouverte sur le monde, le Fonds monétaire, les accords internationaux et une expérience sans prix.

Lorsque M. Raymond Barre forme son gouvernement en septembre 1976, Jean-Yves Haberer reprend du service dans le cabinet : nommé directeur du Trésor en mai 1978, il participera activement à la mise en place du système monétaire européen. Au moment de l'arrivée de la gauche au pouvoir, en

mai 1981, il prépare dès le 11 mai les mesures qui seront prises une dizaine de jours plus tard, notamment le renforcement du contrôle des changes. Loyal serviteur du nouveau régime, ce dernier ne refuse pas de lui accorder la succession de M. Pierre Moussa à la tête du groupe Paribas à l'automne 1981. Cette décision, toutefois, ne fut pas du goût de tous au PS, où de nombreuses voix s'élevèrent pour dénoncer le maintien d'un homme de la réaction, de « supports du baronage ». Mais M. Haberer n'avait pas été 1978 adhérent à l'Association Echange et Projet, animée par M. Jacques Delors.

Le bilan du mandat de M. Jean-Yves Haberer à la tête du groupe Paribas pendant quatre ans fut nuancé. Certes, il laissait au groupe dans une santé insolente, avec des résultats doublés, le renforcement de son implantation internationale, le retour implicite à la maison mère de la très profitable filiale suisse. Mais sa prise de pouvoir abrupte, dans une maison aux structures très

complexes vivant dans une atmosphère parfois florentine, n'avait pas été sans provoquer des traumatismes et des animosités. M. Haberer est un homme exigeant et parfois cassant. C'est peut-être son seul point faible. Timide, il peut blesser et commettre des maladresses gratuites comme le font les timides : certaines de ses victimes ne lui ont jamais pardonné. Par ailleurs, il a le goût du secret, qu'il a toujours cultivé dans le cabinet ministériel notamment, et cela ne facilite pas le travail en équipe.

En un mot comme en cent, M. Jean-Yves Haberer a réussi d'avoir des problèmes humains au Crédit lyonnais où sa nomination, flatteuse, est pourtant redoutée. Venant après M. Lévêque, il va lui falloir faire preuve de doigté.

F. R.

Le départ de M. Jean-Maxime Lévêque

Haut fonctionnaire, banquier et libéral à tout crin

La France, la banque et le libéralisme : telles ont été les trois passions de M. Jean-Maxime Lévêque, aujourd'hui âgé de soixante-cinq ans. Né en 1923, il commence par obtenir le diplôme de l'école libre de sciences politiques, quasi indispensable, à l'époque, pour entrer dans la haute fonction publique, puis s'engage, à vingt et un ans, dans la division Lécuyer, après la libération de Paris, pour participer aux combats jusqu'à Berchtesgaden. Son gaullisme date de là. Elève de la toute neuve Ecole nationale d'administration, il en sort inspecteur des finances en 1948 et va servir l'Etat pendant seize ans.

En 1960, il réalise un de ses rêves : entrer comme conseiller au cabinet du général de Gaulle, président de la République. Sa tâche consiste, tout en exerçant les fonctions de secrétaire général du conseil national du crédit, à tenir le président au courant de l'évolution de la situation économique. Il se flatte d'avoir empêché le général de donner aux objectifs des plans quinquennaux un « caractère obligatoire » et de l'avoir convaincu, in extremis, d'en faire seulement une

« ardente obligation » : son libéralisme aurait donc trouvé la première occasion de se manifester.

En désaccord doctrinal avec M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances, qui avait rétabli le contrôle des prix en 1963 lors du plan de stabilisation, M. Lévêque, battu et dépit, donne, en 1964, sa démission pour « pastoufeler » à la direction générale d'une banque privée, le Crédit commercial de France (CCF), attiré par son président, M. Jacques Martin, auquel il succède, en 1975.

A l'intérieur, il fut très actif dans le crédit aux entreprises industrielles, avec quelques mécomptes, comme le soutien au groupe Nobel-Bord, gâté en dépit du bon sens par la famille Roussel, et qui coûte plus de 250 millions de francs au CCF en cinq ou six ans, au point que de mauvaises langues qualifiaient M. Lévêque de « prix Nobel ».

Très actif également, sur le front des opérations financières, comme il l'est aujourd'hui, le CCF se montra moins heureux à l'étranger, avec des crédits imprudemment accordés dans divers secteurs, dont l'Amérique latine, et qui, après le départ de M. Lévêque, en 1982, obligèrent la banque à constituer, aux frais de l'Etat, d'importantes provisions (2 milliards de francs) avant de pouvoir être dénationalisée : la seule privatisation « blanche », c'est-à-dire sans bénéfice. Fin 1981, néanmoins, le CCF était devenu la première banque privée de France, avec deux cent vingt guichets, et une excellente rentabilité. Adversaire farouche des nationalisations dès la constitution du programme commun de la gauche en 1972, son combat devient une véritable croisade et débouche sur sa démission, qu'il donne le jour même de la nationalisation de sa banque en février 1982.

Il lance alors un mouvement politique, UNIR, contre le socialisme, et pour « un libéralisme moderne et authentique ». Malgré d'âpres

campagnes publicitaires, UNIR n'obtient aucun succès populaire, et M. Lévêque, qui briguait un siège de député à Paris, en 1986, renonce à sa candidature au profit du RPR.

A bien mérité...

Le 24 juillet 1986, il trouve sa récompense avec sa nomination comme président du Crédit lyonnais, succédant à un socialiste, M. Jean Desfriches. Malgré une question de pouvoirs sans beaucoup d'éclat, et sa réputation de libéral investi, son entrée dans le grand établissement du boulevard des Capucines s'est effectuée sans traumatisme. M. Lévêque, il est vrai, non seulement n'y « parachuté » personne, excepté sa secrétaire particulière, mais surtout, s'abstenant de toute chasse aux sorcières, déclare bien haut que le Crédit lyonnais est « une très grande maison » avec des hommes « remarquables » et « d'innombrables atouts ». Il s'est appliqué à reconquérir des parts de marché auprès des particuliers, notamment dans le crédit au logement, et à relancer les activités internationales du Crédit lyonnais, autrefois très brillantes et dont une part appréciable a vu son rythme se ralentir.

Surtout, la plupart le reconnaissent, il a su faire souffler un esprit nouveau dans l'établissement, montrant une grande chaleur humaine, se préoccupant de donner des moyens aux hommes qu'il nommait et de les motiver, y compris les cadres intermédiaires, trop souvent négligés. On peut donc dire de lui, au terme de ses deux ans de présidence : a bien mérité le Crédit lyonnais.

Fidèle à sa conviction, M. Jean-Maxime Lévêque a milité pour la privatisation de sa banque, prenant des positions vigoureuses en ce sens qui lui ont valu, sans surprise, l'hostilité du pouvoir.

FRANÇOIS RENARD.

Publication Judiciaire — Le Problème des Chambres à gaz

D'un arrêt de la Première Chambre, section A de la Cour d'Appel de Paris en date du 26 avril 1983, entre :

— M. Robert Faurisson, domicilié à Vichy (03), 10, rue de Normandie, Etant :

— M. Serge Thion, M. Maurice Di Scullo, M. Gabriel Ritzmann, M. Jean-Luc Rodolinski, M. Jean-Gabriel Colombelli, M. Pierre Guillaume, M. Jacob Anoum, Et :

— La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) ; — l'Association nationale des familles de résistants et d'opposés morts pour la France (ANFROF) ;

— l'Union nationale des associations de déportés internés et familles de disparus (UNADIF) ; — la Fédération nationale des déportés et internés de la résistance (FNDIR) ;

— l'Union nationale des déportés, internés et victimes de guerre (UNIDVG) ; — le Comité d'action de la résistance (CAR) ;

— l'Amicale des déportés d'Auschwitz et des camps de Hantz Slébo (ADAC) ; — le Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme entre les peuples (MRAEP) ;

— l'Association des fils et filles des déportés juifs de France, — le Monde et le Matin de Paris.

Considérant que les premiers juges ont rappelé avec raison que les tribunaux ne sont ni compétents ni qualifiés pour porter un jugement sur la valeur des travaux historiques que les chercheurs examinent et que les historiens jugent ; que les tribunaux ne sont pas compétents pour trancher les controverses ou les contestations que ces mêmes travaux suscitent ;

Qu'il importe avant toute chose de réaffirmer le principe de la liberté de la recherche et d'en assurer le cas échéant la protection, en rejetant notamment l'idée d'une sorte de délit de rigueur pendant lequel la critique historique ne serait pas autorisée à s'exercer sur les événements les plus récents et sur les comportements de ceux qui s'y sont trouvés mêlés ;

Considérant néanmoins que, même dans l'exercice de son activité scientifique, et en particulier lors de la publication des résultats de ses travaux, tout historien demeure soumis envers autrui au principe de responsabilité édictée par les articles 1382 et 1383 du code civil ; que ces textes faisaient en l'espèce à M. Faurisson un devoir impératif de ne formuler qu'avec la plus grande circonspection des thèses ou des affirmations manifestement blessantes pour les victimes des événements qu'il a choisis d'évoquer ou pour leurs descendants ;

Considérant en conséquence que si les neuf associations intimées ne peuvent prétendre interdire à quiconque de remettre en cause tel ou tel aspect de l'histoire des persécutions raciales au XX^e siècle, les demandes qu'elles ont formées contre M. Faurisson sont recevables dans la mesure où elles lui font grief d'avoir, avec légèreté ou de mauvaise foi, porté atteinte, par ses écrits ou ses propos, aux intérêts collectifs de leur membres dont elles ont reçu pour mission d'assurer la protection, et de défendre le souvenir des victimes du nazisme et de la déportation et de lutter contre toutes les formes du racisme ;

Considérant plus spécialement que les intérêts moraux collectifs des fils et filles des déportés juifs préexistaient à l'association créée en 1979 et que celle-ci est donc recevable à agir alors même qu'elle n'aurait été réalisée avant cette date ; que le jugement entrepris sera en conséquence réformé sur ce point ;

Faites une affaire avec un de nos derniers modèles 88 !

Nous vous proposons :

- 104 Style Z Gris fumé métallisé
- 205 XR 1024 et 1360 cm³ Blanc, Gris Winchester
- 205 XT-TO Gris graphite
- 205 GTI 115 et 130 cv
- 205 GRD et SRD
- 305 GLS Diesel Gris Futura, Gris Winchester
- 305 XS Rouge Valletunga
- 309 GR Beige Tibesti
- 309 GTI Gris graphite, Rouge Valletunga
- 505 GRD Bleu glacier
- 405 GR et SR 1.91



*Différentes couleurs et options

NEUBAUER

227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

BOUBAKEUR
Recteur honoraire de la Mosquée de Paris

Traité moderne de théologie islamique

Contenu doctrinal, ramifications, écoles orthodoxes et hétérodoxes, soufisme, théologie comparée, concordances et divergences des Ecritures révélées (Thora, Evangile, Coran). Avenir de l'Islam dans le monde.

488 pages - 239 F

MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor Cousin - 75006 Paris ☎54.32.32

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones d'abord ou venez à la

LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-57-12

— Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

— Si il n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande après d'un réseau de correspondants : vous recevrez une proposition écrite et officielle de qui nous trouvons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

Considérant qu'à sa teneur provisoirement au problème historique que M. Faurisson a voulu soulever sur ce point précis, il convient de constater que les accusations de légèreté formelles contre lui manquent de pertinence et ne sont pas suffisamment établies ; qu'il offre la démarche logique de M. Faurisson consiste à tenter de démontrer, par une argumentation qu'il estime de nature scientifique, que l'existence des chambres à gaz, telles que décrites habituellement depuis 1945, se heurte à une impossibilité absolue, qu'il suffirait à elle seule à invalider tous les témoignages existants ou à tout le moins à les frapper de suspicion ;

Que s'il n'appartient pas à la Cour de se prononcer sur la légitimité d'une telle méthode ni sur la portée des arguments exposés par M. Faurisson, il n'est pas davantage permis d'affirmer en regard la nature des études auxquelles il s'est livré, qu'il a écarté les témoignages par légèreté ou négligence, ou délibérément choisi de les ignorer ;

Qu'en outre, personne ne peut en l'état le convaincre de mensonge lorsqu'il énumère les multiples documents qu'il affirme avoir étudiés et les organismes auprès desquels il aurait enquêté pendant plus de quarante ans ;

Que la valeur des conclusions défendues par M. Faurisson relève donc de la seule appréciation des experts, des historiens et du public ;

Mais considérant qu'une lecture d'ensemble des écrits soumis à la Cour fait apparaître que M. Faurisson se prévaut abusivement de son travail critique pour tenter de justifier sous son couvert,

M. Charles KORMAN, avocat.

مركز من الأصل

Économie

ÉTRANGER

La Turquie doit renforcer la lutte contre la surchauffe estime l'OCDE

Après avoir tenu les promesses du plan de stabilisation de 1980, la Turquie a laissé son économie s'embaler, contraignant le gouvernement à faire de la lutte contre l'inflation sa « toute première priorité », indique le rapport annuel de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) sur ce pays. Après avoir connu une croissance de 8 % en 1986, le produit

mesures « spectaculaires » : renchérissement du crédit, relèvement du montant des réserves obligatoires des banques, introduction de taxes supplémentaires sur la consommation, nouveau système d'épargne obligatoire pour les salariés.

Ce programme ne commencera toutefois à faire sentir ses effets qu'au second semestre de 1988 et les

DETTE EXTERIEURE

(en pourcentage du PIB)



intérieur brut a encore progressé de quelque 7,5 % l'an dernier, entraîné par une vive hausse de la consommation des ménages, de l'immobilier et des exportations, mais recouvrant un affaiblissement de l'investissement productif.

Cette évolution s'est traduite par une flambée des prix, l'inflation atteignant 70 % sur douze mois. A l'automne, les dirigeants d'Ankara réagissent en prenant une série de

objectifs gouvernementaux — une croissance limitée à 5 % et un retour à une inflation de quelque 45 % — semblent impossibles à atteindre aux auteurs du rapport. Ces derniers tablent sur une expansion de près de 7 % et une flambée des prix de 68 %.

Aussi l'OCDE recommande-t-elle à la Turquie de poursuivre ses efforts en les amplifiant, afin de réduire les frais de personnel dans la fonction publique, et en s'attaquant plus énergiquement au vieux problème de la fraude et de l'évasion fiscale.

De même, les experts du château de la Muette préconisent la mise en sommeil des grands projets d'infrastructures dont la rentabilité n'est pas immédiate et conseillent une plus grande sélectivité des investissements. L'inflation en à l'origine du « niveau déclinant de l'investissement direct étranger » comme des dépenses en biens d'équipement des industries manufacturières. Il est temps pour Ankara de viser une véritable amélioration de la compétitivité de ses exportations, la politique de dépréciation persistante de la monnaie, en termes réels, ne pouvant être poursuivie indéfiniment pour deux raisons : la lutte contre l'inflation, bien sûr, mais également la recherche d'un moindre endettement.

La dépréciation de la livre turque explique une part du doublement en quatre ans de la dette turque, de 38,7 milliards de dollars à la fin de 1987. Cet alourdissement n'est pas jugé dramatique par l'OCDE. La part croissante de l'endettement à court terme et le poids des remboursements, 33 % des recettes tirées de l'exportation de biens et services, obligent néanmoins le gouvernement à rester rigoureux en matière budgétaire.

Ces points faibles de l'économie turque n'empêchent pas les auteurs du rapport de souligner que le déficit de la balance des paiements courants s'améliorera un peu cette année encore. La croissance plus ferme que prévu des partenaires de la Turquie dopera les exportations, et les prévisions sont encourageantes pour le tourisme. Deux facteurs qui limitent le déficit à 850 milliards de dollars cette année contre 987 milliards en 1987.

Le britannique John Brown devient le premier actionnaire de SOFRESID. — Le groupe britannique John Brown a acquis une participation de 35 % dans SOFRESID, devenue ainsi son principal actionnaire, devant Total (12,1 %), Elf (12,1 %), Nord-Est (11,2 %), Suez (10 %), Paribas (6,7 %), la SOGEP (6,6 %) et la Française Saules-Châtillon (5,2 %). Outre l'achat de sa participation, John Brown a souscrit à une augmentation de capital, ce qui porte sa mise de fonds totale à 20 millions de francs, a précisé la société d'ingénierie. SOFRESID, après avoir subi de lourdes pertes de 1984 à 1986 (140 millions de francs), a fait l'objet d'une importante restructuration et reçu de ses actionnaires 48 millions de francs en 1987. Le dernier exercice (clos en mars 1988) s'est soldé par une perte de 51 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 500 millions de francs, mais la société prévoit cette année un résultat positif.

Contraction des échanges interallemands

BONN
de notre correspondant

La Foire d'automne de Leipzig, en République démocratique allemande, qui s'est déroulée du 4 au 10 septembre, est traditionnellement l'occasion de faire le point sur les relations économiques entre les deux États allemands. Le rapprochement entre Bonn et Berlin-Est, symbolisé par la visite en RFA du chef de l'État est-allemand M. Erich Honecker il y a tout juste un an, ne s'est pas traduit par un accroissement de ces échanges, bien au contraire.

Selon un rapport établi par l'assemblée ouest-allemande des chambres de commerce et d'industrie (DIHT), le volume de ces échanges a diminué de 3 % au cours du premier semestre. Les exportations vers la RDA ont diminué de 11 % alors que les importations en provenance de ce pays augmentaient de 7 %. Le solde, positif en faveur de la RFA en 1987, est devenu négatif. Les chiffres fournis par le gouvernement de Bonn font état d'une baisse encore plus importante de ces échanges interallemands : 6,75 milliards de deutschemarks au premier semestre de 1988, contre 7,11 milliards pour la même période de 1987, soit environ 5 %.

vienn, l'économie soviétique a besoin, plus que jamais, des machines produites en RDA, qui ne peut ainsi les proposer aux acheteurs occidentaux.

La DIHT voit tout de même quelques points positifs pour l'avenir des échanges interallemands. Il s'agit de l'augmentation du produit national brut de la RDA de 4,1 %, au premier semestre de 1988, et de la coopération entre Bonn et Berlin-Est sur des livraisons d'énergie électrique. L'achat par la RDA de trois Airbus, ainsi que la construction par la RFA d'un hôtel à Berlin-Est ouvrent également des possibilités pour l'avenir.

La vedette de la Foire de Leipzig cette année a été un produit de la coopération interallemande : il s'agit de la nouvelle Wartburg, la voiture moyenne fabriquée à Eisenach, en RDA. Elle abandonne son légendaire moteur deux temps, ses gaz d'échappement nanasabonds et son bruit de réveille-matin pour adopter le moteur de la Golf Volkswagen de 1,3 litre. La firme de Wolfsburg a livré à la RDA une chaîne de montage, installée à Karl-Marx-Stadt, capable de produire 284 000 moteurs par an. Le prix de cette voiture est fixé à 30 000 marks est-allemands, soit trois ans de salaire moyen d'un ouvrier. Le décal entre la commande et la livraison du véhicule est de dix à douze ans.

Des possibilités pour l'avenir

LUC ROSENZWEIG

Deux contrats pignés entre la France et la RDA. — Durant la visite à la Foire de Leipzig du ministre français de l'Industrie, M. Roger Fauroux, deux contrats ont été signés entre la France et la RDA. L'un, de 250 millions de francs, porte sur la livraison de quatre turbines à gaz par Alsthom, l'autre, de 23 millions de francs, avec le constructeur automobile Citroën. M. Fauroux a estimé que les deux partenaires pouvaient certainement faire beaucoup mieux dans leurs échanges commerciaux. Le commerce bilatéral a atteint l'an dernier 5,13 milliards de francs, la France redevenant pour la première fois depuis 1982 légèrement excédentaire. Mais, durant les six premiers mois de 1988, ces échanges, de 2,23 milliards de francs, recouvrent surtout une augmentation des ventes est-allemandes. Deuxième partenaire occidental de l'Allemagne de l'Est, la France reste loin derrière l'Allemagne fédérale.



**INSTITUT
DE GESTION
SOCIALE**

12 mois de formation haut niveau.
7 mois de stages spécialisés en entreprises.

**DEUXIÈME CYCLE
DE GESTION
DU PERSONNEL**

L'admission est réservée aux titulaires d'un DEUG, DUT, BTS, Licence ou deux ans de Prépa.

CONCOURS : septembre

Renseignements :
Tél : 47 66 84 22

Num : _____
Age : _____
Diplôme : _____
Adresse : _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2^e cycle de Gestion du Personnel.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 63, avenue de Villiers, 75017 Paris
Etablissement privé d'enseignement supérieur

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



**Compagnie Générale
de Bâtiment et de Construction**

Le Groupe CBC a réalisé un chiffre d'affaires de 2.041 MF hors taxes au cours du premier semestre 1988, à comparer à celui du premier semestre 1987 qui était de 1.604 MF.

Cette augmentation de 27 % tient compte notamment des conditions climatiques particulièrement favorables du début d'année.

Le chiffre d'affaires de l'exercice en cours connaîtra une progression supérieure à 15 % par rapport à celui de 1987.

NOTRE PREMIÈRE RICHESSE, CE SONT LES HOMMES.

QU'IL COMBAT VOS CLIENTS ?



**SFAC
VOTRE
PARTENAIRE
ASSURANCE
CREDIT.**

N 1987, IL Y A EU 30786 DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES. L'UNE DES CAUSES PRINCIPALES DE CE PHÉNOMÈNE EST LE DÉPÔT DE BILAN D'UN OU DE PLUSIEURS CLIENTS DE L'ENTREPRISE, MAIS COMMENT RECONNAÎTRE UN CLIENT À RISQUE ? OÙ TROUVER LES MOYENS D'APPRÉHENDER LES RISQUES DE DÉFAILLANCE DE VOTRE CLIENT ?

LES ANALYSTES DE LA SFAC ÉTUDIENT ET SURVEILLENT EN PERMANENCE LA SITUATION FINANCIÈRE DE 75000 ENTREPRISES PARMI LESQUELLES FIGURENT VOS CLIENTS ACTUELS ET FUTURS.

EN DEVENANT VOTRE PARTENAIRE, LA SFAC SE PROPOSE ÉGALEMENT DE GÉRER EN TOTALITÉ LE RECOURS À VOS CREDITS.

ET SI MALGRÉ TOUT, CERTAINES DE VOS FACTURES SE RÉVÉLAIENT IRRÉCUPÉRABLES, VOUS SERIEZ INDEMNISÉS.

CONTRACTER UNE ASSURANCE-CRÉDIT À LA SFAC, C'EST LIBÉRER DE L'ÉNERGIE, C'EST DONNER À VOTRE ENTREPRISE LES MOYENS D'ALLER DE L'AVANT.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, PRIÉZ CONTACT AVEC NOUS.

SFAC

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSURANCE CRÉDIT

1, RUE EULER - 75009 PARIS - TÉL. (1) 40.70.50.50

L'ASSURANCE D'ENTREPRENDRE

CANDIDATURE A LA SESSION DE SEPT/OCT

INSCRIPTION IMMÉDIATE

Pour vous ouvrir les grandes
carrières du Management
Hôtelier International
Paris Genève-Londres-New York

INSTITUT INTERNATIONAL

Maxim's de Paris

3 années de Formation Supérieure
de Management Hôtelier

Admission : 1^{re} année : BAC
2^e année : BTS, DUT, DELU, Licence

(1) 42 66 66 82

MAXIM'S

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE À REMPLIR ET À RETOURNER

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

TELEPHONE : _____

BOURSE D'ÉTUDES : _____ DATE : _____

MAXIM'S

71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.66.66.82

Économie

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le décret précisant la loi Méhaignerie

Les propriétaires devront justifier les hausses de loyers

Très prochainement, les propriétaires qui, lors du renouvellement du bail, proposent un nouveau loyer à leur locataire, devront justifier la hausse demandée (étalée par tiers sur trois ans) en fournissant les références sur lesquelles le nouveau loyer a été calculé. En effet la loi Méhaignerie prévoit (art. 21) que le nouveau loyer doit être « fixé par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage au cours des trois dernières années pour les logements comparables ».

Le décret en préparation, dont la publication est imminente, permettra au locataire de vérifier la réalité de ces références, qui devaient prendre en compte non seulement les loyers de logements loués vides au cours des trois dernières années, mais aussi des loyers renouvelés au cours de la même période.

Jusqu'ici trop de propriétaires, privés ou institutionnels, profitant du flou de cette notion de voisinage, ont réclamé à leurs locataires des hausses excessives, surtout à Paris et dans la région

parisienne, où le marché du logement locatif est très tendu.

Le nouveau texte a un double objet : rendre plus raisonnables les demandes de hausses (puisque'il faudra les justifier) et, par voie de conséquence, en limiter les effets inflationnistes qui pèsent sur l'indice des prix de détail. Simultanément, cette disposition pourrait simplifier la tâche des commissions de conciliation et des tribunaux qui ont à connaître des litiges nés de la loi Méhaignerie.

● **TRANSPORTS** : bilan de la catastrophe aérienne de Bangkok : 76 morts. — C'est, en définitive, 76 personnes qui ont trouvé la mort dans la chute d'un Tupolev 134 d'Air Vietnam, le 9 septembre, à Bangkok (le Monde du 10 septembre). Parmi les victimes figuraient M. Dang Hoi Xuan, ministre vietnamien de la santé, ainsi que M. Arun Partharban, ambassadeur d'Inde au Vietnam. Quatre blessés demeurent dans un état critique. La compagnie aérienne explique la catastrophe par les très mauvaises conditions atmosphériques qu'affrontait l'avion au moment de l'atterrissage.

REPÈRES

Commerce international

La course aux subventions agricoles

L'évolution du commerce mondial a été marquée par la course aux subventions agricoles, souligne le GATT dans une étude consacrée à la période octobre 1987-mars 1988, publiée le lundi 12 septembre.

Cette escalade a été particulièrement sensible entre la CEE et les États-Unis alors que la faiblesse des cours mondiaux a contraint certains gouvernements à accroître les montants compensatoires versés aux producteurs.

Sur les autres produits, les pressions protectionnistes sont restées fortes : maintien des mesures de limitation volontaire sur les échanges d'acier, d'automobiles, de chaussures et de textiles.

Le GATT se félicite par contre des mesures de libéralisation du commerce extérieur prises par des pays en développement comme le Chili, la Jamaïque, le Mexique, l'Uruguay ou la Turquie.

Sidérurgie

Le Japon sort de la crise

Après trois ans de pause pour cause de crise, les cinq plus grands

sidérurgistes japonais vont recommencer à distribuer des dividendes semestriels. Nippon Steel, Nippon Kokan, Kawasaki Steel, Sumitomo Steel et Kobe Steel, qui affichaient tous, l'an passé, un déficit pour le premier semestre allant du 1^{er} avril au 30 septembre 1987, tablent sur un bénéfice pour les six premiers mois de leur exercice 1988.

Commerce extérieur

Contraction de l'excédent japonais en août

L'excédent commercial japonais s'est contracté en août pour revenir à 5,53 milliards de dollars en données corrigées des variations saisonnières, contre 6,22 milliards en juillet, annonce le ministère des finances. En données brutes, les exportations ont augmenté de 18,2 % sur août 1987, et les importations de 27,3 %. L'excédent des échanges avec les États-Unis s'est établi à 3,25 milliards de dollars, contre 3,73 milliards en août 1987, grâce à une poussée de 39,3 % des importations japonaises. Avec la CEE, il a représenté 1,53 milliard, soit 200 millions de plus qu'en août 1987, et en dépit d'une envolée de 48,3 % des importations.

Elf Aquitaine Petroleum

has entered into a joint venture program with

PetroStar Energy

called the

Michigan Basin Venture

The undersigned initiated this transaction and acted as financial advisor to PetroStar Energy.

First Chicago Capital Markets

FIRST CHICAGO
The First National Bank of Chicago

IEMI INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

POUR LES MANAGERS EUROPEENS DE 1992

FACE A LA MONDIALISATION DES AFFAIRES

2^E CYCLE

LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES en association avec le Centre de Management aux Affaires de Genève

10 MOIS de Management et de Missions Professionnelles Européennes

Admission : Jeunes cadres. Licence. DEUG, DUT, BTS ou diplômes CEE équivalents.

(1) 42 66 66 82

CANDIDATURE A LA SESSION SEPT/OCT
INSCRIPTION IMMEDIATE

ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EUROPEEN

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____ TELEPHONE _____

BOULEVARD _____ DATE _____

IEMI

71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - TEL : (1) 42.66.66.82

PRENEZ LA JUSTE MESURE DE L'ECONOMIE



TOUTE l'économie en 18 domaines et 84 mots clés, le guide indispensable pour comprendre les chiffres qui font l'actualité.

■ Une présentation claire ■ des comparaisons internationales ■ un juste équilibre entre chiffres et commentaires.

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

BON DE COMMANDE à retourner au CNIG-INSEE, BP 2718, 90027 AMIENS Cedex

Veuillez m'adresser "Tableaux de l'Economie Française 1988" à 48F l'exemplaire.

* Ci-joint en règlement la somme de _____ F par : [] mandat, [] chèque bancaire, [] chèque postal, à l'ordre de l'INSEE.

Nom : _____ Activité : _____

Adresse : _____

The Debentures may not be offered, sold or delivered, directly or indirectly, in the United States of America or to U.S. persons as part of the distribution.



Federal National Mortgage Association

FF 500,000,000

8 1/4 % French Franc Debentures Due 1993

Issue Price: 100 1/4 %

The Debentures, together with interest thereon, are not guaranteed by the United States and do not constitute a debt or obligation of the United States or of any agency or instrumentality thereof other than the Corporation.

Crédit Commercial de France

BNP Capital Markets Limited • Merrill Lynch International & Co.

J.P. Morgan & Cie S.A.

Bankers Trust International Limited • Banque Paribas Capital Markets Limited
Caisse des Dépôts et Consignations • Commerzbank Aktiengesellschaft
Crédit Lyonnais • Credit Suisse First Boston Limited
Daiwa Europe Limited • Goldman Sachs International Corp.
LTCB International Limited • The Nikko Securities Co., (Europe) Ltd.
Nomura International Limited • Salomon Brothers International Limited
Shearson Lehman Hutton International • Société Générale
S.G. Warburg Securities • Yamachi International (Europe) Limited

New Issue • August 10, 1988

مكتبة من الأصل

Marchés financiers

مركز من الأصل

Distribution
Michelin vend la SOCAP
à IntermarchéCLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

La chaîne de magasins SOCAP, société anonyme, filiale de la Manufacture française des pneumatiques Michelin, qui compte huit surfaces de vente et un restaurant à Clermont-Ferrand et dans la région et qui emploie 354 personnes, doit être rachetée prochainement par le groupe Intermarché. A l'origine de cette cession, un déficit de plus de 35 millions de francs, enregistré durant les dix dernières années.

Cette chaîne avait vu le jour à Clermont-Ferrand, lorsque Michelin avait décidé d'ouvrir au grand public, il y a une quinzaine d'années, ses coopératives d'achat, réservées jusqu'alors à son personnel. Aujourd'hui, la SOCAP ne peut concurrencer les chaînes nationales, et dans le département du Puy-de-Dôme, un nombre important de grandes surfaces commerciales.

D'ores et déjà, la CGT a manifesté son inquiétude quant à l'avenir des 354 salariés, bien que le plan social ne prévoit aucun licenciement « sec ».

Soixante employés, en effet, doivent être intégrés à la manufacture des pneumatiques après un stage de formation, alors que 192 doivent être repris par Intermarché.

Le comité d'entreprise de la SOCAP était convoqué pour ce lundi 12 septembre et celui de la manufacture Michelin doit l'être pour le mercredi 14, mais déjà la CGT a fait savoir qu'elle entendait saisir les pouvoirs publics afin de faire respecter les contrats de travail en vigueur des salariés de la SOCAP.

Pour le syndicat, le personnel doit avoir la possibilité de réintégrer la manufacture s'il le désire, comme cela avait été fait par le passé lorsque Michelin à Clermont-Ferrand avait abandonné ses propres écoles et sa clinique.

Jean-René ROUGER.

Accord Sanara-Sogestran

Regroupement dans le transport fluvial

Le 1^{er} janvier 1989, naîtra la Compagnie fluviale de transport que les armements fluviaux Sanara et le groupe Sogestran se sont mis d'accord pour créer avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 1988. La Sanara et Sogestran lui apporteront l'ensemble de leurs activités d'armement fluvial, de construction et de réparation de bateaux. La flotte du nouvel ensemble est composée de 230 unités, dont un tiers est désarmé. Elle est répartie sur la Seine, le Rhône, la Garonne, en Belgique et sur l'Adour.

Cette mise en commun a été motivée par la chute continue du trafic fluvial français, qui régresse à la cadence de 5 % à 6 % par an sous l'effet de la régression des transports de charbon, de pétrole et de produits sidérurgiques. Elle devrait se traduire par une rationalisation des exportations et par une réduction de plus de 10 % des effectifs (actuellement 350 salariés).

Les résultats de la compagnie fluviale de transport (CFT) seront répartis entre les deux maisons mères au prorata de leurs apports respectifs, soit 62,5 % pour le groupe Sogestran et 37,5 % pour Sanara. Toutefois, les droits de vote et les sièges au conseil d'administration seront affectés à parité entre les deux groupes. Le président de la

nouvelle société sera M. Gérard Perrin, président de Sogestran.

La CFT devrait peser à peu près le même poids que la CFNR qui opère sur le Rhin. Son chiffre d'affaires annuel prévisible s'élève à 150 millions de francs.

A. F.

Rolls Royce et Turboméca
remportent un contrat
de 4 milliards de francs

Le fabricant britannique de moteurs Rolls Royce et son partenaire français, la société Turboméca, ont annoncé, vendredi 9 septembre, avoir conclu un contrat de 400 millions de livres sterling (4 milliards de francs) pour la fourniture des moteurs du nouvel hélicoptère anglo-italien EH-101.

Ces moteurs commandés par le ministère britannique de la défense équiperont plus de cent soixante hélicoptères de la Royal Navy et de la Royal Air Force.

Rolls Royce et Turboméca étaient en compétition avec l'américain General Electric qui avait prévu de créer une unité de production de moteurs d'avion au Royaume-Uni.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Une gamme de Sicov adaptée à vos besoins pour faire progresser votre patrimoine

PROFIL DE LA SICOV	Montant	Revenu	Rendement	Capital
LAFITTE-EXPANSION Valeurs étrangères et domestiques Investissement long terme	408,9	251,45	4,37%	11,07%
LAFITTE-FRANCE Valeurs françaises Investissement long terme	411,1	255,15	4,31%	10,51%
LAFITTE-IMMOBILIÈRE Valeurs immobilières Investissement long terme	73,3	228,97	4,01%	13,25%
LAFITTE-JAPON Valeurs japonaises Investissement long terme	478,4	243,40	26,14%	19,94%
LAFITTE-TOKYO Valeurs japonaises Investissement long terme	1.402,1	232,20	2,35%	13,19%
LAFITTE-AMÉRIQUE Valeurs américaines Investissement long terme	153,2	224,95	5,00%	10,55%
LAFITTE-EUROPE Valeurs européennes Investissement long terme	94,1	194,43	4,37%	8,29%
LAFITTE-RENDEMENT Branche obligataire - valeurs françaises Investissement long terme	145,8	42.092,57	4,37%	13,43%
VALOBLO Obligations obligataires - valeurs françaises Investissement long terme	92,3	140,87	13,81%	13,43%
LAFITTE-OBLIGATIONS Obligations obligataires - valeurs françaises Investissement long terme	158,26	21.073,86	6,45%	11,30%
LAFITTE-PREMIÈRE Obligations obligataires - valeurs françaises Investissement long terme	59,4	56.433,39	11,30%	9,18%
LAFITTE-COURT TERME Court terme Investissement court terme	1.312,3	33.779,07	12,07%	12,19%
LAFITTE-PLACEMENTS Court terme Investissement court terme	1.735,4	248.504,14	4,37%	12,19%

Les Sicov de L'Européenne de Banque
21, rue La Fayette - 75009 Paris - (1) 42.47.82.47

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARISINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indices globaux de base 100 = 28 décembre 1987

12 sept. 1988

Valeurs françaises, à rev. variable

Valeurs étrangères, à rev. variable

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

Valeurs étrangères, à rev. fixe

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en millions de francs

(en millions de francs)

1^{er} sept. 1988

Total actif

Or

Disponibilités à vue à l'étranger

Ecu

Avances au Fonds de stabilisation des changes

Or et autres actifs de réserve à l'étranger

Concours au Trésor public

Titres d'Etat (bons et obligations)

Autres titres des marchés monétaires et obligataires

Effets privés

Effets en cours de recouvrement

Total passif

dont

Billets en circulation

Comptes courants des établissements financiers

Comptes courants du Trésor public

Rapports de liquidité

Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux

Ecu à l'étranger au Fonds européen de coopération monétaire

Réserve de réévaluation des avoirs publics en or

Taux des opérations

Taux de la dernière opération

Taux des opérations à 64 10 jours

Taux d'escompte

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

Taux des opérations sur titres

PARIS:

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
ASP.S.A.	278 50	285	Ass. Mutual Service		371 70
Assurances & Assurances			La Nouvelle Bâti	325 50	330
Asynell	340 50	345 50	Le Monde de la Santé		280
B.A.C.	425	435	Le Monde de la Santé		280
B. de France	405	410	Le Monde de la Santé		280
B.I.C.M.	548	548	Le Monde de la Santé		280
B.I.P.			Le Monde de la Santé		280
Borne	370 50	370 50	Le Monde de la Santé		280
Boulevard	305	300	Le Monde de la Santé		280
Buylot	1050	1050	Le Monde de la Santé		280
Château de Lyon	1495	1495	Le Monde de la Santé		280
Calvados	734	730	Le Monde de la Santé		280
Cantel	674	670	Le Monde de la Santé		280
C.A. L. de R. L.			Le Monde de la Santé		280
C.A.T.C.	130	129 50	Le Monde de la Santé		280
C.D.M.E.	970	974	Le Monde de la Santé		280
C. de la Santé	268	265	Le Monde de la Santé		280
C.E.S.I.L.	780	780	Le Monde de la Santé		280
C.E.S.P.			Le Monde de la Santé		280
C.E.P. - Communication	1438	1438	Le Monde de la Santé		280
C.G.I. Informations	780	780	Le Monde de la Santé		280
Genève d'Origny	910	915	Le Monde de la Santé		280
C.N.I.M.	320	320	Le Monde de la Santé		280
Concept	250	250	Le Monde de la Santé		280
Confession			Le Monde de la Santé		280
Couleur	395	390	Le Monde de la Santé		280
Dalès	335	335 50	Le Monde de la Santé		280
Dauphin	320	318	Le Monde de la Santé		280
Davies	880		Le Monde de la Santé		280
Deville	1100	601	Le Monde de la Santé		280
Dunod-Labbe			Le Monde de la Santé		280
Estimote Safford	308	110	Le Monde de la Santé		280

BOURSE DU 9 SEPTEMBRE

9/9

Règlement mensuel										VALEURS									
Compan	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compan	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compan	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compan	VALEURS
					+						+						+		
3630	C.M.E. S.P.T.	1034	1016	1016	- 0.21	Compan	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	71	De Beers	1210	1210	1210	- 1.27	71	De Beers
1080	C.M.E. S.P.T.	1016	1016	1016	- 0.48	315	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1080	C.C.P.T. P.T.	1118	1123	1123	+ 0.90	2490	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1080	C.C.P.T. P.T.	1118	1123	1123	+ 0.90	500	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	840	+ 2.23	2310	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	2490	CSE (Sagittari)	506	500	490	- 3.54	1210	De Beers Bank	1005	1005	1005	- 3.24	1210	De Beers Bank
1242	C.C.P.T. P.T.	1230	1230	1230	+ 0.63	315	Cromat S.A.	3476	3476	3476	- 0.20	2310	De Beers Bank	840	840	8			

Comptant (selection)	Cours préc.	Dernier cours	SICAV (selection)	Cours préc.	Dernier cours
VALEURS			VALEURS		
Obligations					
Emp. 8,50 % 77	128 80	2 885	Chandover (N.Y.)	578	
8,50 % 78/79	102 80	1 611	Cheney (N.Y.)	141 10	144 50
10,50 % 79/80	104 48	2 798	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,25 % 80/81	105 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 81/82	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 82/83	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 83/84	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 84/85	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 85/86	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 86/87	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 87/88	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 88/89	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 89/90	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 90/91	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 91/92	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 92/93	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 93/94	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 94/95	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 95/96	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 96/97	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 97/98	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 98/99	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 99/00	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 00/01	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 01/02	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 02/03	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 03/04	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 04/05	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 05/06	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 06/07	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 07/08	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 08/09	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 09/10	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 10/11	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 11/12	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 12/13	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 13/14	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 14/15	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 15/16	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 16/17	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 17/18	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 18/19	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 19/20	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 20/21	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 21/22	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 22/23	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 23/24	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 24/25	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 25/26	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 26/27	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 27/28	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 28/29	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 29/30	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 30/31	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 31/32	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 32/33	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 33/34	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 34/35	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 35/36	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 36/37	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 37/38	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 38/39	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 39/40	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 40/41	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 41/42	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 42/43	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 43/44	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 44/45	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 45/46	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 46/47	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 47/48	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 48/49	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 49/50	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 50/51	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 51/52	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 52/53	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 53/54	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 54/55	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 55/56	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 56/57	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 57/58	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 58/59	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 59/60	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 60/61	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 61/62	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 62/63	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 63/64	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 64/65	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 65/66	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 66/67	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 67/68	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 68/69	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 69/70	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 70/71	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 71/72	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 72/73	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 73/74	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 74/75	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 75/76	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 76/77	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 77/78	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 78/79	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 79/80	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 80/81	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 81/82	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 82/83	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 83/84	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 84/85	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 85/86	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 86/87	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 87/88	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 88/89	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 89/90	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 90/91	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 91/92	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 92/93	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 93/94	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 94/95	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 95/96	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 96/97	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 97/98	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 98/99	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 99/00	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 00/01	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 01/02	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 02/03	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 03/04	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 04/05	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 05/06	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 06/07	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 07/08	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 08/09	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 09/10	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 10/11	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 11/12	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 12/13	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 13/14	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 14/15	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 15/16	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 16/17	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 17/18	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 18/19	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 19/20	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 20/21	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 21/22	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 22/23	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 23/24	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 24/25	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 25/26	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 26/27	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 27/28	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 28/29	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 29/30	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 30/31	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 31/32	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 32/33	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 33/34	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 34/35	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 35/36	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 36/37	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 37/38	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 38/39	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 39/40	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 40/41	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 41/42	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	146
12,50 % 42/43	101 80	2 804	C.I.C. Finance (N.Y.)	180	

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

— : détaché — o : offert — • : droit détaché — d : demandé — ● : prix précédent — ★ : marché continu

هكذا من الأصل

